

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

ESSAI
SUR LA NOTION DE PROFIT
ET
SUR SON PARTAGE
ENTRE
L'ENTREPRENEUR ET L'OUVRIER

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Économiques)

Présentée et soutenue le Vendredi 8 Juin 1923, à 4 heures 1/2

PAR

VICTOR TERRIER

Président : M. RIST, professeur.

Suffragants { *MM. FERNAND FAURE, professeur.*
ALLIX, professeur.

PARIS
MARCEL GIARD
LIBRAIRE-ÉDITEUR

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIERE

—
1923

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approba-
tion ni improbation aux opinions émises dans les
thèses : ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

ESSAI
SUR LA NOTION DE PROFIT
ET
SUR SON PARTAGE
ENTRE
L'ENTREPRENEUR ET L'OUVRIER

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(Sciences Politiques et Économiques)

Présentée et soutenue le Vendredi 8 Juin 1923, à 4 heures 1/2

PAR

VICTOR TERRIER

Président : M. RIST, professeur.

Suffragants { *MM. FERNAND FAURE, professeur.*
ALLIX, professeur.

PARIS
MARCEL GIARD
LIBRAIRE-ÉDITEUR

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1923



A LA MÉMOIRE DE MES GRANDS-PÈRES

JEAN TERRIER ET HIPPOLYTE FLOQUET

Ouvriers bûcherons

PAR PIÉTÉ FILIALE,

VICTOR TERRIER

Ancien bûcheron.

Page	4,	ligne	21,	au	lieu	de:	reproduction	lire:	production
"	5,	"	7,	"	"	:	normal	"	: nominal
"	17,	"	9,	"	"	:	dérobé du salaire	"	: du salaire dérobé
"	34,	"	36,	"	"	:	vous faites	"	: lorsque vous faites
"	36,	"	24,	"	"	:	des bécifices	"	: les bécifices
"	37,	"	10,	"	"	:	laisse	"	: laissent
"	42,	"	20,	"	"	:	de voyage	"	: du voyage
"	46,	"	26,	"	"	:	départition	"	: déperdition
"	52,	"	36,	"	"	:	Leclombre	"	: Delombre
"	58,	"	17,	"	"	:	d'existence	"	: d'assistance
"	62,	"	8,	"	"	:	proéminent	"	: prééminent
"	65,	"	1,	"	"	:	dizième	"	: dixième
"	76,	"	24,	"	"	:	au marin	"	: ou marin
"	76,	"	4,	"	"	:	et des animaux	"	: et des végétaux
"	82,	"	11,	"	"	:	univeirselle	"	: universelle
"	139,	"	23,	"	"	:	Poluponois	"	: Poluponos
"	154,	"	10,	"	"	:	causes sociales	"	: caises secondes
"				"	"	:	Soynard	"	: Soignard
"				"	"	:	Mals	"	: Maès
"				"	"	:	grand	"	: granier
"				"	"	:	Hocquel	"	: Hocquet
"				"	"	:	Violot 1888	"	: Violot 1898
"				"	"	:	Congrès radical 1919	:	Congrès radical 1909

BIBLIOGRAPHIE

Page 139, ligne 3,

: supprimer le mot chènes imprimé deux fois.

INTRODUCTION

Primum vivere, deinde philosophari, ainsi parle le sage, Il nous convainc aisément. Il exprime là un truisme, un axiome. Cela semble du premier coup évident : il faut que l'homme soit vivant et qu'il maintienne sa vie physique en se substantiant, pour pouvoir se livrer à la spéculation philosophique.

Avant la terrible épreuve que l'Europe vient de subir cet adage semblait banal.

En 1913, on pouvait le formuler pour maintenir une vérité incontestée ; mais cette vérité coulait de source ; celui qui exprimait cette pensée et celui qui l'écoutait n'éprouvaient aucune inquiétude.

La production était alors suffisamment abondante ; parfois même surabondante, semblait-il...

On ne songeait pas à sous-entendre à *Primum vivere...* pourvu qu'il y ait assez de ressources alimentaires...

On entendait seulement qu'un homme raisonnable ne doit pas s'égarer dans les théories, les spéculations de l'esprit, sans avoir assuré, au préalable, sa vie matérielle.

En 1923, cet adage revêt une signification beaucoup plus profonde :

« *Primum vivere* », mais c'est tout un problème ! Un problème angoissant ! C'est le souci essentiel des hommes. Le plus grand nombre d'entre eux, en 1923, souffrent de la

vie chère ; ils se restreignent dans les dépenses de table et dans les autres. La production s'est réduite ; la circulation des richesses s'opère plus malaisément.

Il semble inutile de présenter le tableau de cette situation économique si profondément modifiée. Tous en subissent les effets.

« *Deinde philosophari* »..., est-il un sujet plus actuel, plus palpitant, qui soit plus digne de l'étude du philosophe, que ce bouleversement économique, que les causes qui l'ont fait naître et le prolongent ?

Si l'on parvient à vivre, quoique très difficilement cependant, ne convient-il pas alors de philosopher sur cette difficulté de vivre ?

Les causes de ce malaise économique sont aisément perçues :

L'agression allemande a entraîné la mort de dix millions de producteurs valides ; elle a infériorisé plusieurs millions d'autres producteurs, atteints de mutilations ou de maladies. L'armée européenne du travail s'est trouvée diminuée de 10, 15 ou 20 0/0.

Des richesses accumulées : sol aménagé, maisons, usines, matériel, mines, ont été détruites ; leur valeur représente des dizaines de milliards.

Pour faire face aux dépenses de guerre les Etats se sont endettés par centaines de milliards, dette d'autant plus élevée qu'une grosse fraction, la moitié peut-être, excédait la valeur réelle des choses et est entrée dans les coffres-forts des profiteurs de guerre.

Cette inflation démesurée des dépenses, des emprunts, des arrérages annuels appliqués à ces emprunts, du budget, des impôts, pèse lourdement sur la production et l'entrave.

Puis on constate une profonde régression morale, amollissant le ressort nécessaire au redressement économique.

Toutes les couches sociales sont atteintes également du désir de travailler moins, de spéculer, de gagner, de jouir. Cet état d'esprit général d'amoralité et de matérialisme

permet de comprendre pourquoi la masse subit passivement les abus commis ; chez chacun et chez tous, ou presque tous, l'impression pénible de la dureté des temps est accompagnée de l'envie qu'on porte à ceux qui ont réussi, abusé, profité ; on a le désir d'en faire autant si l'occasion se présente.

Enfin, conséquence de cet état d'esprit, un antagonisme plus accentué que jamais se manifeste entre les divers collaborateurs de la production.

Le patron n'a rien appris, rien oublié.

Plus que jamais il entend traiter le travail comme une marchandise ; ayant payé à l'ouvrier le salaire convenu, il s'estime quitte. Il a hâte de gagner beaucoup, de faire vite fortune, de jouir...

L'ouvrier, non plus, n'a rien appris, rien oublié.

Après avoir pendant quatre ans, enduré tant de souffrances, pour ce qu'on lui disait être le triomphe de la Justice, de la Liberté, de la Civilisation, il comptait fermement voir s'ouvrir une ère nouvelle, voir son sort économique s'améliorer.

Ouvrier français, il était vainqueur. La paix était enfin acquise. Il était persuadé qu'il allait souffler, que désormais il pourrait travailler d'un effort réduit de 20 0/0 et consommer avec une amélioration de 20 0/0.

En 1913, il donnait un effort de 100 et consommait 100, maintenant il donnerait un effort de 80 et recevrait 120. On était vainqueur ; on lui devait bien cela.

Personne n'est venu lui dire :

« La ruine causée à l'Europe est si grande qu'elle ne
« peut être réparée... ; le tort causé à la France est tel
« que, même en supposant l'Allemagne vaincue, devenue
« de bonne foi et fournissant les prestations imposées par
« le traité de paix, il est apparent que cette réparation,
« obtenue ne serait qu'une faible fraction (la dixième partie
« peut-être) du dommage subi.

« Pour la plus grande part du préjudice éprouvé (pour

« les neuf dixièmes peut-être), la France ne doit compter
« que sur ses propres efforts si elle veut rétablir sa situa-
« tion. Si bien que pendant de longues années, comparati-
« vement aux chiffres énoncés pour 1913 : production 100,
« consommation 100, il faut de toute nécessité, pour obte-
« nir le rétablissement économique, produire 110 et ne
« consommer que 90 ; l'écart doit être épargné pour payer
« le passif et reconstituer les richesses détruites.

« Et si, ouvrier-producteur, tu répliques : « Ma consom-
« mation de 1913, 100, est un minimum, je ne puis me
« restreindre », et bien pour éviter la faillite, tout en con-
« servant ton taux de consommation, 100, il te faut
« donner un effort plus grand qu'en 1913 et produire
« désormais 120. »

Ce sont là des chiffres schématiques ; on peut les serrer de plus près ; mais la vérité économique qu'ils portent est indéniable.

Ajoutons ceci : pour faciliter ce redressement économique il eût été opportun de faire rendre gorge aux profiteurs de la guerre. Autrement le poids de leurs rapines pèsera sur l'œuvre de reproduction et la rendra plus pénible. L'effort demandé au producteur devra produire un écart bénéficiel qui compense les richesses détruites par la guerre, les richesses consommées pour faire la guerre, et de plus le malhonnête courtage perçu sur la guerre par les profiteurs. Bien entendu ce sacrifice nécessaire : production augmentée, consommation diminuée, s'applique à tous les facteurs de la production, aux patrons comme aux ouvriers.

Malheureusement, ni les uns, ni les autres n'adhèrent à ces vérités banales ; au contraire, comme nous le disions, chacun est désireux d'accomplir un moindre effort et espère en tirer un résultat plus grand.

L'hostilité entre le patron et l'ouvrier s'est accentuée.

L'ouvrier subissant la cherté de vie toujours accrue, cherté née d'une insuffisance de production et aussi des

abus des intermédiaires, exige un salaire plus élevé. Il l'obtient pour partie. Mais ce salaire supplémentaire est incorporé dans le prix de revient et le produit fabriqué est vendu plus cher. Le fabricant et les intermédiaires entendent bien ne rien sacrifier de leurs bénéfices ; bien plus, leurs bénéfices aussi doivent grandir puisque tout augmente ! Si bien que malgré l'élévation de son salaire normal l'ouvrier ne voit pas augmenter son salaire réel, c'est-à-dire sa puissance d'achat.

L'ouvrier ne voit pas suffisamment ce cercle vicieux qui l'opprime. Il déteste son patron, lui donne un effort minimum en échange d'un salaire qu'il estime insuffisant, et il ne voit pas que par le ralentissement de son effort il s'opprime lui-même.

L'ouvrier est surtout frappé par l'importance du bénéfice perçu par ce dernier (le patron) ; il estime que ce profit est prélevé sur son travail, lui est dérobé ; ses regards, son attention restent fixés sur ce profit ; il oublie d'observer les autres détails, les phénomènes complexes du processus de la production et de la répartition. Le patron, de son côté, nous l'avons dit déjà, affirme que ce bénéfice lui appartient exclusivement. Lui non plus ne veut pas regarder au delà et ne prend pas la peine d'étudier le mécanisme économique.

Cet antagonisme, quant à l'origine du profit et quant à son appropriation, c'est le nœud de la question économique. Il empêche l'ouvrier de donner son plein effort.

Il rend impossible une franche et fructueuse collaboration.

C'est l'une des causes, la principale peut-être, de l'insuffisance de la production.

Car il apparaît bien qu'il y a crise de production et que cette sous-production est facteur de la vie chère ; il est évident qu'une production plus abondante finirait par faire baisser le coût de la vie et qu'il serait plus aisé de percevoir sur ces richesses en excédant la part nécessaire

à l'acquittement des dettes de guerre et à la reconstitution de la fortune nationale.

Pourtant il n'y a pas unanimité à dire qu'il existe une crise de production.

M. Guglielmo Ferrero, dans son article sur la vie chère et l'abondance, publié par l'*Illustration* du 17 février 1923, écrit ces phrases :

« Si la vie renchérit aujourd'hui, sera-ce parce que la
« somme totale des biens disponibles a considérablement
« diminué ? Si de vastes régions, la Russie et l'Asie Mi-
« neure, par exemple, ont été dévastées, d'autres immenses
« régions comme les deux Amériques, produisent aujour-
« d'hui plus qu'il y a deux ans et compensent en partie les
« pertes. En gros et dans l'ensemble, le monde ne devrait
« pas produire aujourd'hui beaucoup moins qu'il y a dix
« ans. Non, la vie renchérit parce que si la somme totale
« des biens disponibles n'est pas sensiblement diminuée,
« les désirs de l'homme se sont considérablement accrus.

« Comme toutes les grandes guerres, comme les guerres
« civiles de la Révolution et de l'Empire, la guerre mon-
« diale a enseigné aux multitudes une foule de luxes et de
« prodigalités. Poussés par des désirs plus ardents, les
« hommes se disputent plus âprement cette somme de
« biens qui, il y a dix ans, suffisait encore largement à la
« consommation de tous. »

Sans doute ces deux affirmations renferment une grande part d'exactitude : la masse mondiale des biens produits en 1923 équivaut à celle de 1913, et les désirs de 1923 sont beaucoup plus vifs que ceux de 1913 ; mais le raisonnement ne vaudrait pleinement que si l'on considérait la planète comme occupée par une seule nation avec une même monnaie.

Or, M. Ferrero oublie que les pays dévastés et ruinés par la guerre sont ceux qui ont une production déficiente et dont la monnaie dépréciée permet difficilement d'acquérir le produit étranger, même abondant.

La sous-production cause de notre malaise national, local, n'est donc pas niée par l'article que nous rapportons.

Et si l'on admet qu'en France comme ailleurs il y a surexcitation des désirs, cette exaltation de la demande ne fait qu'accentuer la nécessité d'une production plus active.

Notre affirmation trouve un appui dans le discours prononcé en février 1923 (*Paris-Midi* du 17 février 1923), par M. Walter Leaf, président de la London County and Westminster Bank, à la réunion annuelle des actionnaires : « Le fait réel, dit M. Walter Leaf, c'est que « nous sommes beaucoup plus pauvres, après les gigantesques destructions de la guerre — comment pourrait-il « en être autrement ? — et que nous sentons l'étreinte de « la misère. Quelques pays sont absolument ruinés. La « Russie, par exemple, est dans l'agonie économique et a « cessé de produire la large contribution qu'elle apportait à « la subsistance de la race humaine. L'Allemagne, si je ne « me trompe, se trouve sur le chemin de la ruine et probablement ne produit pas assez pour ses propres besoins. « La Turquie et l'Orient sont hors de combat. Dans beaucoup d'autres contrées de l'Europe centrale la production « est tombée à rien. La population totale de l'Europe a été « diminuée par la guerre, mais pas, à beaucoup près, autant « qu'a été réduit son pouvoir de production. »

M. Walter Leaf ajoute qu'il aperçoit des signes certains de reprise d'activité de la production.

Cet homme d'affaires a une vue exacte des faits. Ses constatations qui pourraient sembler opposées à celles de M. Ferrero, s'accordent, au contraire, si l'on porte l'examen sur l'ensemble de la situation économique mondiale : si le genre humain ne formait qu'une famille, mettrait ses ressources en commun, il est vraisemblable que le déficit serait peu sensible ; les nations formant des vases séparés, non communicants, ou communiquant malaisément, il y a sous-production douloureusement ressentie

chez les peuples de l'Europe éprouvés par la guerre.

Il apparaît donc d'un grand intérêt d'étudier sous ce jour nouveau, sous l'angle économique d'aujourd'hui, en présence de cette sous-production, cause essentielle de nos maux économiques, d'étudier, disons-nous, la notion de profit et le débat qui s'élève sur son partage. Ces questions ont été traitées bien souvent ; on s'accorde à reconnaître qu'elles ne comportent pas de solution.

Risquons-nous ; peut-être en voyant de plus près les causes du mal, sa nature exacte, nous rapprocherons-nous un peu des remèdes efficaces.

PREMIÈRE PARTIE

Le profit

CHAPITRE PREMIER

Définition du profit : éléments, nature, origine.

Disons tout d'abord que pour notre étude les mots bénéfice (lat. *Beneficium*, de *bene*, bien; de *facere*, faire) et profit (lat. *profectus*, ce qui a été tiré de), sont synonymes, équivalents ; chaque fois que nous écrivons l'un de ces mots, l'autre peut lui être substitué sans inconvénient.

Parler de participation aux bénéfices équivaut à parler de participation au profit, à parler de partage du profit.

Il importe donc de définir ce profit, de connaître son origine, sa nature.

Dans un sens général on appelle bénéfice ou profit, le gain que l'on retire d'une opération unique ou d'une entreprise. De même que pour pouvoir affirmer d'un homme qu'il a été heureux, il faut, d'après le philosophe antique, attendre qu'il soit mort, de même pour connaître avec certitude si une entreprise a donné des profits et quels profits exactement, il faudrait qu'elle ait achevé son cycle entier, arrêté ses opérations.

Ce serait un peu long ; il est d'usage pour les entreprises qui durent, de tabler sur chaque exercice annuel. Natu-

rellement les années, selon le proverbe, peuvent se suivre sans se ressembler : à une année fructueuse peut succéder une année donnant un résultat médiocre ou nul, ou même des pertes. Comment mesurer le gain ?

S'il s'agit d'un seul objet, le bénéfice sera la différence en plus entre le prix de vente et le prix d'achat. S'il s'agit d'une entreprise, on dira que le bénéfice est l'excédent des recettes sur les dépenses à la fin de l'exercice. Donc le bénéfice est le gain donné par une opération ou une entreprise ; il est constitué par l'excédent des recettes sur les dépenses. Inscrire un bénéfice semble très facile ; en réalité, cela est délicat et complexe.

C'est que dans toutes les industries le prix de revient, c'est-à-dire la dépense exacte, est difficile à établir.

Ce prix de revient se compose de coefficients multiples, dont quelques-uns s'évaluent avec peine, tel que l'amortissement du capital engagé ; selon qu'on amortit plus ou moins vite, on peut faire apparaître un bénéfice plus ou moins grand.

Cette détermination, ce mesurage du profit est nécessaire si on veut le répartir, le partager entre plusieurs hommes ayant concouru à la production.

Si chacun travaillait seul, sans avoir recours à aucun capital étranger, ni à aucune main-d'œuvre étrangère, la question de répartition des bénéfices ne se poserait pas. Chacun garderait naturellement pour soi la chose qu'il aurait produite, le gain qu'il aurait réalisé ; la règle : à chacun le sien « *Cuique suum* » s'appliquerait, par la force des choses.

A l'origine, les seuls facteurs de la production sont la nature et l'homme.

La nature offre à l'homme, gratuitement, ses quatre éléments : l'air, l'eau, le feu (le soleil) et la terre.

L'homme apporte son effort, ce que l'on appellera son travail, qu'il applique aux éléments naturels.

Considérons tout d'abord l'homme agissant isolément.

Ce qu'il a produit lui appartient si nous écartons tout risque de spoliation.

Il ne saurait être question de bénéfice puisqu'il n'y a ni achat, ni vente, ni recette, ni dépense.

L'homme exerce ses forces ; il recueille le fruit de son effort. Ce fruit, il peut le consommer en entier, ou le laisser dépérir. Il peut aussi en épargner une partie.

Il a pu, par exemple, tout en subsistant de sa pêche, de sa chasse, de sa culture, fabriquer une barque dont l'usage durera longtemps. Le voilà possesseur de travail épargné, et avec ce travail épargné qui est du capital, il pourra plus facilement se livrer à la chasse ou à la pêche.

L'homme porte son action sur les quatre éléments mis à sa disposition par la nature.

Les trois premiers éléments sont si abondants qu'aucun homme, ou groupe d'hommes, ne peut se l'approprier.

Air, lumière et chaleur solaires, eau des mers et des fleuves, sont en telle quantité que tous peuvent en user à discrétion.

Qu'on nous permette, en passant, de faire cette remarque d'ordre philosophique : s'il avait été possible à un homme puissant, ou un groupe d'hommes puissants, d'accaparer l'astre du jour, il n'aurait pas manqué de le faire et de distribuer contre paiement lumière et chaleur à chacun de nous ; de même pour l'air et pour l'eau.

Le quatrième élément, la terre, est en quantité limitée. L'homme appliquant sur elle son travail l'a fertilisée, utilisée ; il en a fait du travail épargné, c'est-à-dire du capital. Notre homme isolé applique donc à la production les trois premiers éléments que la nature lui fournit gratuitement, son capital (c'est-à-dire son travail épargné dans lequel il a incluí la parcelle de terre qu'il a faite sienne), et sa propre main-d'œuvre.

Nous voilà avec les trois facteurs classiques de la production : nature, capital et travail.

Aucun conflit avec la nature ; l'homme l'asservit en

obéissant à ses lois. Aucun conflit non plus entre le capital et le travail puisqu'ils ne sont pas dissociés ; ils sont entremêlés, fusionnés dans le même individu.

Dès ce stade initial on peut découvrir le bénéfice, il existe, mais il ne s'exprime pas, car il n'y a pas à le déterminer puisqu'il n'y a pas discussion sur son attribution.

Ainsi notre homme isolé, travaillant pour lui et sa famille, a besogné ferme pendant tout un mois ; il a vécu et fait vivre les siens ; en outre, il a trouvé le temps d'abattre des arbres, de les équarrir, d'édifier avec des poutres une étable où il va loger ses troupeaux.

Cette construction, c'est du capital, c'est-à-dire du travail épargné. C'est aussi du bénéfice, avant la définition.

Il a utilisé pour bâtir cette étable, son capital, c'est-à-dire sa barque, ses outils et aussi sa propre main-d'œuvre, et encore son intelligence, son initiative, ce que nous pourrions appeler ses qualités d'entrepreneur. Si, en ce stade de civilisation, il avait les loisirs et l'esprit assez spéculatif pour dissocier l'importance du concours apporté par ces divers éléments, il pourrait se dire : ce mois-ci j'ai réalisé le gain d'une étable. J'ai payé le *travail* en froment, animaux et poissons qui m'ont nourri, moi et les miens ; j'ai payé le *talent* des fruits de mon verger ; j'ai amorti mon *capital* en remplaçant un outil usé par un neuf. Le solde bénéficiaire, cette étable, j'en attribue le profit, le mérite pour un tiers à mon capital, pour un tiers à mon talent, pour un tiers à mon travail.

Possédant capital, talent et travail, je garde tout.

Tout cela est simple et clair.

Mais ce stade fut dépassé, remplacé par une situation économique plus complexe.

La force est la grande règle, presque la seule règle des rapports humains à l'aube des sociétés.

Le plus faible est asservi par le plus fort. Il est assimilé à un animal domestique ; son maître tire de lui tout le profit qu'il peut. Les facteurs de la production semblent

dissociés. Le travail est fourni par un autre homme que celui qui possède le capital et, admettons-le, le talent de direction.

Il y a bien encore, si l'on suppose que l'esclave, sous le coup de la menace produit plus qu'il ne consomme, émergence d'un bénéfice. Mais l'appréciation de ce bénéfice est sans intérêt, comme dans le cas primitif de l'homme isolé, car le maître garde tout le profit. L'esclave n'est pas un homme, n'est pas économiquement un facteur distinct de production ; il est une chose, un instrument aux mains du maître, tout comme une charrue, ou un bœuf tirant la charrue ; là encore, en réalité, tous les facteurs de la production, capital, talent et travail, sont entre les mêmes mains. Le bénéfice reste, mais il est sans intérêt de le préciser, et il ne saurait être question de le partager ; il n'y a qu'une partie prenante : le maître.

Les siècles passent ; l'esclavage est disparu, mais le servage lui succède ; l'homme inférieur n'est plus la chose d'un autre homme, il est maintenant annexé à la terre que possède un autre homme ; il est en quelque sorte devenu immeuble par destination. Il applique à la terre, capital mis à sa disposition par le seigneur, et son travail, et, dans une faible mesure, son talent d'entrepreneur ; les trois facteurs agissent ; ici leur dissociation est plus nette ; la production s'opère : c'est la récolte, c'est le croît des animaux. Le serf et sa famille nourris et habillés plus ou moins misérablement, le dépérissement du capital-terre évité par les engrais et l'entretien des bâtiments, il reste, supposons-nous, un *bénéfice*. Il est absorbé par le seigneur capitaliste sous le nom de redevance, dîmes, prestations en nature. Nous voyons donc dans le servage apparaître un bénéfice, un rudiment de profit. Il n'y a pas une comptabilité faisant ressortir les recettes et les dépenses ; pourtant elle existe occulte, dans les faits. Le phénomène économique opère comme si le seigneur capitaliste portait dans le coût de revient, dans les dépenses, les frais d'en-

trétien du serf, de la terre, des bâtiments, et considérait la récolte comme recette ; les redevances qu'il s'applique c'est la différence entre les recettes et les dépenses. C'est le Bénéfice.

Il ne semble pas nécessaire de souligner qu'ici la force brutale seule, le « Droit » de conquête, est à la base de cette attribution du profit, qu'aucune idée de justice n'est en jeu ; qu'aucun contrat librement débattu n'est intervenu.

Donc, dans l'esclavage et le servage, le bénéfice est, du droit du plus fort, accaparé par le maître ou le seigneur, sans qu'il lui vienne un instant à l'esprit que ce régime soit contraire au droit naturel.

À côté des esclaves et des serfs, il y eut, dans l'antiquité, des travailleurs de condition libre, mettant volontairement leur force-travail à la disposition d'un maître. Au Moyen Age, il y eut des compagnons, travaillant volontairement pour un maître-juré.

Le maître antique ou le maître-juré assurait l'existence matérielle de son collaborateur. Celui-ci était, en quelque sorte, annexé à la famille du maître. Parfois, malade, âgé, il en recevait plus qu'il ne lui donnait par son travail.

Là encore il y avait généralement bénéfice, bien que peu apparent ; et il était absorbé par le maître, qui était à la fois le capitaliste et l'entrepreneur.

Mais ce profit, gardé par le maître, à ces époques de travail purement manuel et local, était très réduit ; il ne pouvait soulever les débats que notre société contemporaine agite.

Les générations se succèdent : 1789. Les vieilles institutions politiques et économiques sont brisées ; il n'y a plus d'esclaves ni de serfs. Plus de corporations, de groupes qui enchainent l'homme. Sont seuls en présence, l'état, l'individu. L'individu, dans le monde économique comme dans le domaine politique, est libre.

Il peut agir à sa guise dans l'œuvre de production, tra-

vailler seul ou offrir à autrui, comme un homme libre parlant à un homme libre, la collaboration de sa force-travail. Il la donnera en échange d'une rémunération, librement débattue, considérée économiquement comme l'exacte valeur de sa collaboration, contre une part de la production obtenue, part qu'on appellera salaire (du latin « *Salarium* » ; de *sal*, sel, solde donnée aux troupes pour acheter du sel) ; ce salaire paiera le travail fourni, le service rendu. Et, coïncidence curieuse, à l'époque même où le travailleur a conquis sa liberté économique, une transformation profonde dans les modes matériels de la production s'opère.

La vie nouvelle qui est apparue dans les institutions sociales, s'est portée aussi dans les esprits, dans les inventions.

La vapeur appliquée aux machines, décuple, centuple, les possibilités de production.

Au petit atelier, succède la vaste manufacture qui offre du travail à des milliers d'ouvriers.

La main-d'œuvre ne se traite plus au *détail*, elle se traite « *en gros* ». Le mouvement, né d'abord en Angleterre, s'étend au continent et se développe rapidement.

Alors les éléments de la production sont nettement dissociés ; d'un côté le capital (de plus en plus volumineux) et le talent, c'est-à-dire l'entrepreneur qui conçoit l'entreprise, l'organise, la dirige, capital et talent souvent fixés dans la même personne, ayant parfois une personnalité distincte, mais demeurant solidaires et se plaçant tous deux à un échelon supérieur par rapport au troisième facteur, le travail, la main-d'œuvre ; celui-ci, socialement, demeure très loin, très en dessous des deux autres facteurs ; la distance qui les sépare socialement, économiquement, est aussi grande, ou presque, que celle qui séparait l'esclave du maître, le serf du seigneur ; c'est le régime du salariat.

L'ouvrier, nous l'avons dit, est désormais un homme

libre ; il possède ses bras pour travailler ; il les offre ; en échange de son travail il reçoit une rémunération librement débattue, déterminée, fixée ; ce salaire est tout à fait indépendant des résultats de l'entreprise.

Pourtant il est variable, alors même que l'ouvrier fournit exactement la même prestation, donne le même rendement. Le travail est une marchandise qui varie de prix comme toutes les marchandises. C'est la conséquence même du régime de liberté.

Le taux du salaire dépend du nombre des travailleurs et des besoins des employeurs de main-d'œuvre, des divers conjonctures économiques, de la loi de l'offre et de la demande.

On a cherché à expliquer le jeu de cette loi de l'offre et de la demande s'appliquant au salaire variable.

Une théorie issue de l'école classique (Turgot-Ricardo), a été reprise par les socialistes et Ferdinand Lasalle lui a donné le nom de loi d'Airain. Pour lui, le salaire, prix de cette marchandise qui s'appelle la main-d'œuvre, est déterminé par le coût de production de cette main-d'œuvre même, c'est-à-dire par la valeur des subsistances nécessaires pour perpétuer la famille ouvrière, ou en résumé par le coût d'entretien de l'ouvrier et de sa famille.

Cette théorie donna lieu à de longs débats ; réservons-en l'examen pour un chapitre subséquent. D'après une autre théorie dite du fonds des salaires (wage-fund), le salaire est déterminé par le rapport entre le nombre d'ouvriers et le capital circulant qui sert à payer les salaires. Il ne peut y avoir d'amélioration des salaires que si le nombre d'ouvriers, de parties prenantes, diminue, ou que si le capital circulant augmente ; le capital augmentant moins vite que la masse ouvrière, celle-ci voit donc s'aggraver sa situation misérable.

Cette théorie contient une part de vérité, si l'on admet que l'abondance de demandes de travail, en présence d'une même quantité d'offres, fait baisser les salaires, et réci-

proquement ; mais elle est abandonnée, car elle est fausse dans sa conception rigide et trop brutale.

On fait observer justement que le fonds à partager n'est pas la masse des richesses existantes, mais la masse des richesses à créer.

Le salaire est un forfait.

Le patron cherche à le réduire. L'ouvrier à l'augmenter. L'ouvrier entend même revendiquer le profit gardé par le patron, l'estimant dérobé du salaire. C'est là la lutte entre le capital et le travail. C'est, avec la propriété, toute la question sociale.

On peut même affirmer que cette question de l'origine du profit et de sa revendication, lorsqu'il résulte d'une collaboration de facteurs distincts, le travail étant apporté par une personne autre que le capitaliste ou l'entrepreneur, que cette question est toute la question sociale et absorbe le problème, que nous ne voulons pas aborder dans cette étude, de la propriété mobilière ou immobilière.

La propriété est du capital. Le capital c'est du travail épargné. Le travail épargné est le plus souvent le bénéfice recueilli par l'entrepreneur ou le capitaliste. Le débat sur l'appropriation du profit porte sur le présent et sur l'avenir. Le débat sur la propriété porte sur l'appropriation du profit dans le passé. Laissons le passé et poursuivons notre examen.

Dans les chapitres suivants nous reviendrons sur ce débat si délicat, relatif à l'origine du profit.

Nous en examinerons les diverses théories plus ou moins opposées.

Nous avons pu déjà nous faire une idée assez claire de la définition du profit : excédent des recettes sur les dépenses. Nous avons vu que l'établissement des dépenses était assez complexe ; toutefois, la difficulté n'est pas invincible. Théoriquement, les dépenses outre les salaires, les matières premières, les frais généraux proprement dits : loyers, assurances, impôts, chauffage, éclairage, com-

prennent l'intérêt du capital et l'amortissement du capital fixe, c'est-à-dire du matériel.

La mesure du bénéfice sera prouvée par la balance du compte de profits et pertes.

Le chiffrage est possible et il s'exprime dans toutes les entreprises, puisque, sous le régime fiscal actuel il y a une cédula d'impôts sur les bénéfices industriels et commerciaux.

Le monde du commerce et de l'industrie, dans sa grande majorité, est hostile à ce mode d'impôt, et le considère comme inquisitorial ; il préférerait revenir à l'ancienne patente.

Etant donné les grands besoins du Trésor, il est tout à fait probable que l'Etat n'abandonnera aucune des colonnes cédulaires de son édifice fiscal, ni la coupole qui couronne l'édifice, nous voulons dire l'impôt général sur les revenus. L'Etat continuera d'exiger pour lui l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, et pour les budgets départementaux et communaux l'ancienne patente.

Ce que nous pouvons, dès à présent, retenir, c'est que disparaît l'argument longtemps présenté, consistant à dire qu'il était à peu près impossible de préciser le bénéfice d'une entreprise.

Cet argument serait valable si l'on voulait exiger une précision scientifique, mais on peut se contenter d'une détermination empirique, établie de bonne foi. Or chaque année, en France, tous les industriels, tous les commerçants, précisent dans leur déclaration au fisc, le chiffre exact de leur bénéfice.

CHAPITRE II

Le profit est l'œuvre exclusive du patron. Thèse de Dominus.

Tout le profit vient des efforts de l'entrepreneur.

Voilà donc le profit réalisé, précisé, chiffré.

Quelle est l'origine, la cause génératrice de ce profit ?

Quelle personne peut en revendiquer la légitime propriété ?

Ici commencent les difficultés...

Plusieurs thèses sont en présence.

Pour plus de clarté nous donnerons successivement la parole aux tenants de ces diverses théories.

Nous avons des amis placés sur divers échelons sociaux, acquis à des idées divergentes ; nous allons les confronter. Tout d'abord écoutons notre ami Dominus, qui est entrepreneur, chef d'industrie, capitaliste.

(Thèse Dominus (patron) sur le *Profit* :

Nous sommes tombés d'accord pour admettre que le profit était le solde bénéficiaire qui demeure dans une entreprise considérée lorsque, sur le prix de vente, tous les frais composant le prix de revient ont été défalqués.

Nous sommes d'accord aussi pour estimer particulièrement délicate la détermination de ce profit ; les coefficients qui interviennent sont multiples, variables, d'une précision quasi impossible ; l'appréciation empirique, arbitraire, intervient fatalement.

Nous acceptons de considérer comme le profit réellement réalisé par l'entrepreneur celui qu'il a déclaré au fisc pour la perception de l'impôt cédulaire.

Nous voulons à présent examiner l'appropriation de ce profit : à qui appartient-il légitimement ?

Je réponds : le profit appartient légitimement et en entier à celui qui l'a créé, à l'entrepreneur.

Mon propre exemple est topique :

Je suis fils d'ouvrier ; grâce aux sacrifices de mes parents et à mes efforts personnels, je suis sorti ingénieur d'une école d'Arts et Métiers.

J'ai travaillé comme salarié chez un industriel.

J'ai gagné en moyenne 10.000 francs l'an. Plusieurs de mes camarades, même parmi les simples manuels, ouvriers qualifiés, gagnaient autant, ou presque, et auraient pu faire ce que j'ai fait, s'ils avaient eu comme moi la volonté tenace d'arriver à une situation indépendante.

J'ai vécu modestement ; en douze ans j'ai fait 50.000 fr. d'économies. J'ai vu qu'une briqueterie, située près d'une gare, abandonnait son exploitation, la terre argileuse étant épuisée. J'ai pensé qu'il y avait là une installation pouvant servir pour une scierie mécanique et que cette industrie serait là bien placée, à l'orée d'une forêt qui l'alimenterait en matières premières, à proximité d'une gare pour l'expédition de ses produits.

Plusieurs de mes camarades pouvaient faire de même ; ils ont préféré jouir plus largement de la vie : table mieux servie, théâtre, café, jeu aux courses.

J'ai inspiré confiance à un capitaliste qui m'a prêté 150.000 francs. Je me suis décidé ; j'ai risqué là 200.000 fr. ; en cas d'échec je verrais disparaître mes économies. Je serais endetté d'une grosse somme, ma vie sera gâchée, assombrie.

J'ai réussi... J'emploie vingt ouvriers auxquels je verse annuellement 200.000 francs de salaires.

Je prélève mensuellement, comme traitement 1.500 fr. C'est à peu de chose près ce que je donnerais à un directeur technique ou commercial, ce que je pourrais gagner en cette qualité dans une autre entreprise.

A la fin de l'exercice annuel, ayant fait un million d'affaires, de recettes, et réglé tous les frais généraux ; loyer de l'usine, matières premières, amortissement du matériel, assurances, impôts, intérêt du capital emprunté, salaires et prélèvements, il me reste un bénéfice net de 40.000 francs.

J'en utilise une partie pour augmenter le matériel, améliorer mon entreprise ; une partie sert à rembourser une fraction du capital emprunté. J'espère en moins de 10 ans m'acquitter entièrement. Si tout va bien à 55 ans, cédant mon entreprise, j'aurai, après 30 années d'efforts incessants, dont 20 années comme entrepreneur, une fortune d'environ 500.000 francs soit 30.000 francs de rente. A côté de cette perspective il faut envisager l'hypothèse de circonstances économiques défavorables, d'événements malheureux, qui réduiraient de beaucoup le résultat de l'entreprise et même pourraient rendre stériles tant de luttes et de calculs et me laisser vieux et ruiné...

Et vous me demandez si l'appropriation de ce profit me paraît légitime, et comment je la justifie ?

Vraiment je ne suis pas embarrassé ; si je le suis c'est comme on l'est lorsque l'on veut commenter un axiome, une vérité évidente en elle-même.

Mes arguments sont ceux de l'Ecole libérale, ceux qui découlent des faits économiques, de leur logique même.

J'ai le mérite de l'invention ; j'ai observé, réfléchi, j'ai compris que l'emplacement de cette briqueterie abandonnée paraissant sans valeur pouvait être utilisée pour une industrie nouvelle ayant besoin du même cadre ; qu'une scierie mécanique serait là bien placée, tant pour les matières premières que pour les débouchés ; que le village voisin renfermait une population ouvrière trouvant plutôt malaisément l'emploi de ses bras, heureuse de rencontrer chez moi une occupation régulière avec une rémunération supérieure à celle qu'elle recevait jusque là. Ensuite il m'a fallu créer, organiser cette usine ; coordonner ses divers rouages ; la mettre en mouvement et la diriger techniquement.

Cela représente, vous me l'accordez, des efforts, des soucis, des inquiétudes, dépassant ceux que l'on peut demander normalement à un directeur appointé.

Il ne suffit pas de produire, il faut écouler dans de bonnes conditions le produit mis à jour. Il est nécessaire de posséder sous peine d'échec le sens de *la spéculation commerciale*.

Il y a concurrence. Je dois prendre une place au détriment des autres fabricants, vendre plutôt meilleur marché, trouver des débouchés.

J'ai vu que la contrée se livrant à la culture maraîchère et fruitière, faisant des envois par chemins de fer à Paris ou à l'étranger, utilisait de nombreux emballages ; j'ai offert aux maraîchers des environs des caisses de bois de différents modèles, bien étudiés, appropriés aux divers légumes ou fruits expédiés, et j'ai pu sur place les fournir à meilleur marché. J'ai créé là un débouché nouveau.

J'étudie la fabrication des boîtes à fromages. Le fromage aujourd'hui d'un prix si élevé, néanmoins très demandé, a fait naître de nombreux ateliers de production ; les boîtes à fromage coûtent cher ; je compte améliorer l'outillage, produire en série, à très bon compte et prendre une bonne place pour la fourniture de cet article.

Enfin, dernier argument : vous ne contestez pas que je coure le risque de perdre mon temps, mon argent, et l'argent emprunté. J'ai pu me tromper dans mes prévisions. Des circonstances inattendues peuvent surgir et paralyser mes efforts.

Je puis échouer, ne pas atteindre le résultat espéré et même me ruiner.

Tout cela ne justifie-t-il pas amplement l'appropriation du bénéfice ?

Vous me faites observer que le fait de créer, diriger, spéculer ne constitue pas un mérite.

J'aurai pu m'adresser à un ingénieur dirigeant un bu-

reau d'études et obtenir de lui qu'il m'étudie, me crée une affaire.

J'aurai pu mettre à la tête de l'usine un directeur technique appointé ? — et utiliser — si le technicien, comme il arrive très souvent, n'a pas d'aptitude commerciale — un directeur commercial appointé ?

Mais qui m'empêche d'être moi-même ce créateur, ce technicien, ce spéculateur, et de m'en appliquer les rémunérations.

Pourquoi voulez-vous que je mette mon capital dans cette affaire, m'endette pour le capital complémentaire emprunté, m'embarrasse d'une telle entreprise, si ce n'est que pour créer un emploi de leurs facultés aux ouvriers et techniciens, et m'appliquer comme directeur général des appointements égaux à ceux que j'obtiendrais ailleurs comme salarié, sans soucis ni inquiétudes ?

Et le risque indéniable couru, de voir réduit à néant tous mes efforts, se perdre mon capital, de rester débiteur de celui emprunté, justifie à lui seul l'appropriation du bénéfice.

Vous m'objectez qu'il suffirait d'inclure dans les frais généraux une prime d'assurance contre les risques de perte; ou de prendre sur les bonnes années de quoi compenser le déficit des mauvaises années, et qu'il reste un profit annuel que rien ne justifie, que je m'approprie à tort !

Mais c'est là le malentendu.

S'il y a des années déficitaires je suis heureux de trouver en compensation des années bénéficiaires.

S'il est possible et pratique d'appliquer dans les frais généraux une prime (d'ailleurs difficile à déterminer quant au chiffre), annulant tout risque de perte, je le ferai volontiers. Mais j'ai créé une entreprise avec le désir de n'avoir point d'années déficitaires.

Avec l'intention, l'espoir ferme, les années déficitaires évitées ou compensées, la prime d'assurance contre les risques de ruine appliquée, d'obtenir un bénéfice sup-

plémentaire, qui est la légitime récompense de l'effort accompli, de ce travail de création, de direction, de spéculation, de ce risque couru, quoique on en dise — car si vous parlez de prime d'assurance contre le risque, il y a de toute évidence le risque de ne pas gagner assez pour appliquer cette prime dans les frais généraux.

Pour parler sérieusement de risque de perte atténué, effacé par une prime d'assurance, il faudrait admettre qu'il existe un assureur auquel, avant d'entreprendre, j'expose mon affaire.

Je lui dis : « j'ai 50.000 francs on m'en prête 150.000, je monte une scierie dans telles conditions ; avez-vous bonne opinion de moi-même et de mon projet ? »

« Acceptez-vous de garantir ferme les 200.000 francs exposés ? pour quelle prime 2, 3, 5 0/0 ? »

« Soit, je vous donnerai 4, 6, 10.000 francs l'an. Voire, si nécessaire, une part des bénéfices réalisés, s'il y en a. »

Alors, estimant le risque disparu, vous dites que je ne puis l'invoquer comme raison légitime d'appropriation du bénéfice.

Vous admettez que j'inscrive aux frais généraux les 7 0/0 d'intérêts dus à mon capital et au capital emprunté ; vous m'allouez un traitement de 24.000 francs l'an, estimant qu'il représente largement la rémunération permettant d'obtenir le concours d'un homme de ma valeur.

Le bénéfice est de 40.000. J'en ai distrait 10.000 pour l'assurance risque de perte. Reste 30.000 qu'en faites-vous ? Voulez-vous par une sorte de scrupule extraordinaire le retourner à mes clients au prorata de leurs achats ?

J'ai fait un million de recettes, je restituerai à chaque client 3 0/0 de mes factures ? Ou bien préférez-vous que ce bénéfice soit dit un salaire supplémentaire à répartir entre la main-d'œuvre et mes prélèvements. Grosso modo salaire et prélèvements s'élevant à 30.000 francs. Il y aura un boni de 10 0/0.

Chaque ouvrier qui a gagné 10.000 francs recevra 1.000.
Moi-même je m'appliquerai 2.400 francs.

Parfait !

Mais comment développerai-je mon affaire ?

En y mettant des capitaux nouveaux si j'ai réalisé des économies ? En empruntant encore ? Trouverai-je crédit en disant à des capitalistes :

« Je vous servirai un intérêt de 7 0/0 et vous donne toute sécurité, car je suis assuré contre le risque de perte commerciale. »

Non vraisemblablement.

D'ailleurs vous ne trouverez pas d'assureur pour faire fonctionner ce système.

Enfin vous parlez sans votre hôte.

Avec un tel système mon ressort se brise. Je ne désire pas risquer mes 50.000 francs, me charger d'une dette de 150.000 francs, me préoccuper jour et nuit de cette création d'usine, de son organisation, de l'écoulement de ses produits. Si je prends une telle initiative c'est dans l'espoir de conquérir ce bénéfice, de développer mon affaire, d'acquérir la fortune... Vous me le défendez ? Alors, je resterai ingénieur salarié chez autrui, ferai des économies et jouirai en paix d'un petit avoir.

Plus d'initiative, d'entreprise, d'augmentation de richesses...

La société économique stagnera.

Bien mieux, comment croire qu'elle serait arrivée au stade actuel si votre système avait été admis ? L'entrepreneur chez lequel je veux rester salarié, ne serait pas né lui-même, car, ayant une mentalité qui est celle de tous, il n'aurait pas créé son entreprise.

L'industrie moderne ne serait pas née ; nous en serions encore à l'artisanat du Moyen âge et au juste prix des canonistes.

Quelques mots encore, ajoute Dominus :

J'ai omis de dire que dans mon système le contrat de

travail est libre, soumis à la libre concurrence, à la loi de l'offre ou de la demande, que lorsque j'ai payé à l'ouvrier le salaire promis, je suis quitte !

L'ouvrier a fourni pendant 8 heures un effort modéré et quoi qu'on en dise il a reçu en échange de quoi se loger, s'habiller, se nourrir, de façon suffisante et même de s'offrir des agréments somptuaires : apéritifs, tabac, cinémas, et même paris aux courses.

Ses huit heures achevées, pendant lesquelles il est resté indifférent, sinon hostile au succès de l'entreprise, il a l'esprit libre et dort tranquille ; moi, entrepreneur, jour et nuit je travaille, réfléchis, m'inquiète.

Ce que j'ai fait, ouvrier économe, devenu patron, plusieurs de mes collègues pouvaient le faire. Ils ont préféré une situation plus modeste exempte de soucis.

Les ouvriers pourraient le faire au moins en s'associant. Ils n'en ont pas la volonté tenace. L'association ouvrière de production, bien que favorisée par les pouvoirs publics (subventions, prêts, faveur des commandes) n'ont pas donné de résultat appréciable.

Jamais on n'a vu au sein de ces entreprises ouvrières naître un procédé nouveau, une innovation technique. Pourquoi cet état stagnant ?

Parce que l'ouvrier coopérateur a cherché dans ce groupement son indépendance relative, la disparition de ce qu'il croit être le joug patronal, et une légère augmentation de son salaire.

Mais il n'y a pas chez ces coopérateurs la volonté de créer, diriger, spéculer, risquer, faire naître un élément nouveau de production.

Il est donc certain que sans l'entrepreneur la production n'aurait pas pris un tel développement, et que sans l'appât du bénéfice l'entrepreneur ne serait pas né.

Sans le profit, étant donné la nature humaine, étant donné le caractère utilitaire des phénomènes économiques, la Société humaine serait demeurée au stade initial du

travail individuel ou familial, au troc en nature par commodité réciproque.

Ce que nous appelons la civilisation moderne ne serait pas née.

Tous en souffriraient, car tous sont indirectement les bénéficiaires de ces entreprises nées du stimulant du profit. Et pourquoi résister au phénomène le plus naturel, si adéquat au tempérament humain.

Ainsi Servus, vous êtes ouvrier dans mon usine. Vous êtes économe — vous faites connaître votre intention de vous installer comme artisan menuisier — vous désirez l'indépendance, vous y parviendrez j'en suis persuadé.

Vous dites que vous rêvez l'artisanat sans plus.

Vous travaillerez seul ; pas de patron à supporter, pas d'ouvriers à commander. Soit, cet état a son charme et au point de vue philosophique répond au conseil du sage : dans la médiocrité se trouve le bonheur.

Mais pensez-vous que le développement des sociétés modernes puisse se contenter de l'artisanat ?

N'êtes-vous pas vous-même le profiteur de tous ces produits fournis en quantité et à bon marché par les grandes usines ?

Vous auriez donc résolu votre cas particulier sans apporter aucune contribution à la solution générale que nous discutons. D'ailleurs il est vraisemblable que votre clientèle grandissant par la force des choses, vous vous adjoindrez un apprenti, puis un compagnon.

Vous emploierez à votre tour la main-d'œuvre.

Quelle sera alors votre attitude à l'égard de votre ouvrier ? Exactement celle que votre patron actuel a envers vous et que vous critiquez.

Sans doute étant donné votre douceur de caractère, votre largeur d'esprit, vous échapperez au mal fréquent « du parvenu » et traiterez votre ouvrier comme un collaborateur ; mais lui direz-vous : « je suis acquis aux théories de « Karl Marx, le profit de mon entreprise est un vol que je

« commets à votre détriment si je le conserve. Je ne veux pas
« être un voleur. Je vous restitue ce profit, à vous ouvrier ;
« il vous appartient tout entier. »

Direz-vous cela ?

Sûrement non, vous préféreriez rester ouvrier ici.

Vous tiendrez donc à votre ouvrier, vous, devenu patron, le même langage que moi, patron, je vous tiens actuellement, à vous ouvrier. Oh ! dites-vous, je serais plus soucieux du droit de l'ouvrier mon collaborateur.

Bien, nous vous verrons à l'œuvre. Déjà vous vous rendez compte que vous n'appliquerez pas la pure théorie marxiste que vous invoquez quand vous êtes ouvrier.

Il est donc probable que vous vous conduirez comme l'on fait avant vous tous les ouvriers qui sont devenus patrons.

CHAPITRE III

Le profit est l'œuvre exclusive de l'ouvrier. Thèse de Servus

Nous donnons maintenant la parole à notre ami Servus, ouvrier, qui nous dit :

Je suis ouvrier menuisier. J'ai fait un apprentissage prolongé. Je suis passé par une école professionnelle. Je suis ce qu'on appelle un ouvrier qualifié. Le travail du bois, dans toutes ses phases m'est familier. J'aime mon métier. Je suis apprécié par mon employeur. Je gagne 3 francs de l'heure, soit pour 8 heures chaque jour, 24 francs et pour un mois de 25 jours ouvrables, 600 francs, et, pour l'année entière, 7.200 francs.

J'ai une femme et 3 enfants.

Vous conviendrez qu'avec le coût actuel de la vie, le prix des loyers, des denrées, des vêtements, de toutes choses, il m'est assez difficile d'équilibrer mon budget et à peu près impossible de faire des économies.

Si je tombe malade, je ne touche plus de salaires ; c'est l'endettement, la misère ; sans doute, il y a bien, me dites-vous, des Sociétés de secours mutuels. Il n'est guère dans nos habitudes, ouvriers d'usines, d'en faire partie ; on sait que les allocations attribuées sont très faibles, 2 ou 3 francs par jour et seulement pendant une période restreinte, peut-être 3 mois.

Le médecin est imposé ; il reçoit pour sa visite une rémunération forfaitaire très faible ; on a l'impression d'être soigné « en série ». Nous aimons à choisir le médecin qui a notre confiance.

Si je suis blessé dans le travail, je reçois un demi-salaire et je puis choisir mon médecin.

C'est une amélioration appréciable par rapport à la situation odieuse où se trouvait placé l'ouvrier avant la loi de 1898.

Pourtant, puisque avec mon plein salaire, je boucle difficilement mon budget, vous concevrez qu'avec un salaire réduit de 50 0/0, si cela se prolonge quelques semaines ou quelques mois, je sois obligé de m'endetter.

Et combien difficile de m'acquitter puisque les ressources du travail suffisent à peine à entretenir ma famille.

Si je deviens infirme, en dehors du travail, c'est la misère noire. Je n'ai aucun secours à espérer de personne.

Si j'arrive à l'invalidité par la vieillesse, même situation.

Vous parlez de retraites ouvrières : peut-être le principe en est-il bon ? Elles ont eu peu de faveur dans notre classe ouvrière. Elles ont paru comme un leurre. L'ouvrier doit verser pendant longtemps, sans certitude d'en jouir, car dans l'armée ouvrière, peu de combattants connaissent l'heure de la retraite. L'allocation donnée est si faible, qu'on peut dire que presque rien équivaut à rien.

Pourtant, ouvrier, ne suis-je pas le créateur de toutes les richesses ? Ne suis-je pas l'abeille infatigable qui amasse le miel dans la ruche sociale ; mais l'hiver venu, ne suis-je pas écarté et ne vois-je pas des frelons se régaler du fruit de mon labeur et me laisser affamé ?

Vous, Dominus, homme instruit, vous m'avez expliqué la phrase du poète latin : *Sic vos non vobis mellificatis apes* ; qui s'applique exactement à ma situation.

C'est moi ouvrier qui crée la richesse et ce n'est pas moi qui la consomme.

Pourquoi cela ?

Parce que je suis le plus faible, le plus désarmé dans le combat économique.

Je suis démuné de tout capital.

Vous, Entrepreneur, vous avez en mains des capitaux ; ces capitaux, c'est du travail épargné, non votre travail, mais le travail des autres.

Si dans votre cas, il y a au début les 50.000 francs que vous dites avoir épargnés sur votre salaire, dans les 600.000 francs que vous laisserez à vos enfants, il y aura 550.000 francs qui seront le fruit du travail dérobé à vos ouvriers.

Ce que vous appelez votre profit, dû à vos mérites et récompense de vos soins et de vos risques, c'est uniquement la part de salaire que vous enlevez à vos ouvriers.

Vous connaissez aussi bien que moi — mieux peut-être puisque plus instruit — la théorie de Karl Marx qui m'a été révélée dans mon syndicat et dans mon groupe socialiste.

La valeur d'un objet doit être mesurée par les heures de travail que sa production a nécessitées.

Mais, vous ne me payez que la moitié des heures d'activité que je vous ai données. J'ai fabriqué deux chaises en 8 heures — chacune vaut 4 heures de travail. Vous ne me payez qu'une chaise, soit quatre heures pour le tout. Chaque heure appliquée par vous au prix de revient est de six francs. Vous me réglez 4 fois six francs, soit 24 francs, mais vous me dites : je vous paie 8 heures à 3 francs.

A l'acquéreur de la chaise, vous dites : 4 heures de travail à 6 francs (soit 24 francs) sont incluses dans le prix de revient. Vous vendez en conséquence et vous réalisez ainsi sur chaque chaise un profit de 12 francs, et sur ma journée, un profit de 24 francs.

C'est 24 francs que vous me dérobez chaque jour.

Vous me devriez 48 francs. Vous ne m'en donnez que 24. Et pourquoi ce dernier chiffre, pas plus ou pas moins ? Parce que c'est celui que fixe votre loi, toujours marquée par vous comme une loi naturelle et inévitable, votre loi de l'offre et de la demande. Et parce que c'est le minimum indispensable que l'ouvrier, le plus faible des deux contractants, doit recevoir pour subsister lui et sa famille.

C'est le phénomène que Lassalle appelle la loi d'airain.

Elle fléchit d'ailleurs, cette loi, au détriment même de l'ouvrier.

Il vous arrive de donner moins à la main-d'œuvre que ce minimum d'entretien, lorsque l'ouvrier poussé par la faim et la concurrence préfère recevoir un salaire même inférieur à la normale, plutôt que mourir de faim.

Vous le faites notamment lorsqu'il s'agit pour les femmes de trouver dans le travail un salaire d'appoint insuffisant par lui-même à assurer leur entretien considéré isolément.

Je ne puis donc admettre la légitimité du profit comme vous l'avez revendiquée.

Je soutiens que ce profit appartient entièrement à l'ouvrier et que l'Entrepreneur, par l'abus de sa force économique, le dérobe à l'ouvrier.

CHAPITRE IV

Le profit est le fruit d'une collaboration. Thèse de Benignus.

Thèse Benignus (moraliste) sur le profit.

Écoutons à présent notre ami Benignus, un professeur de l'Université, qui s'intéresse à ces questions et les étudie en théoricien ; voici ce qu'il nous dit :

Je ne puis accepter votre thèse, Dominus, revendiquant la totalité du profit comme étant née de vos seuls efforts, comme étant l'exacte compensation des risques courus par votre capital.

J'estime votre prétention excessive ; je l'admets si elle est moins exclusive et si vous accordez à la main-d'œuvre qu'elle a joué un rôle utile, un rôle de collaborateur.

Vos efforts, vos luttes, vos inquiétudes, votre mérite comme créateur et organisateur sont indéniables.

Mais regardez une société anonyme : votre fonction d'entrepreneur, telle que vous l'avez énoncée, n'existe pour ainsi dire pas.

Un homme a eu l'idée de l'entreprise et il l'a vendue ; elle lui a été payée par des actions de fondateur, le plus souvent très largement.

Le rôle de l'entrepreneur est théoriquement placé sur le capital investi, c'est-à-dire sur la tête d'actionnaires qui, presque tous, ignorent l'entreprise. En fait, ce rôle est rempli par des préposés salariés.

Là, vous accordez que votre première justification : invention, création, direction, spéculation, n'existe pas.

Le risque du capital reste comme seul argument que vous puissiez invoquer.

Or, lorsque dans une Société anonyme prospère, le capital a été remboursé à l'aide des profits, qu'il n'y a plus de capital exposé, l'actionnaire sous le couvert des actions de jouissance continue de percevoir tout le profit ; en fin d'exploitation, il s'attribue tout entier l'actif bénéficiaire.

Peut-être direz-vous que ce profit indéfini, appliqué à un capital qui est éteint, n'est que la récompense légitime du risque couru à l'origine ?

Je vous assure que la raison, examinant cela objectivement, considère que c'est là une solution léonine qui blesse la justice.

Si vous déclarez que les phénomènes de production sont des faits naturels, que l'économie politique est une science naturelle et non une science morale, que l'ouvrier a défendu son intérêt et cru devoir accepter un salaire qui est l'exact équivalent de la prestation fournie, que son travail est une marchandise comme une autre ; que vous n'avez pas à considérer si l'ouvrier est un homme comme vous, pensant et souffrant ; qu'il n'est pas plus à vos yeux qu'une machine qui aurait assez de conscience et d'indépendance pour exiger telle somme d'entretien, d'huile dans ses rouages.

Alors, vous pouvez triompher !

Mais par contre ne vous plaignez pas lorsque l'ouvrier — qui n'est pas, quoi que vous puissiez penser, une machine, une chose morte — agit en vous opposant les mêmes lois naturelles, en opposant la force à la force — vous impose un salaire plus élevé lorsqu'il le peut ; se met en grève subitement, au risque de vous ruiner ; apporte le minimum de soins à l'exécution du travail ; nourrit à votre égard des sentiments d'indifférence, ou même d'antipathie et parfois de haine et d'hostilité !

J'estime que vous faites erreur en vous plaçant sur le plan égoïste, vous faites jouer le seul moteur des intérêts, et

réduisez les relations du capital et du travail à une question de force.

Voici maintenant les arguments que je formulerais à l'encontre de la théorie de Servus en démontrant qu'il y a dans le profit quelque chose de plus que le mérite du patron et que la main-d'œuvre incorporée dans le produit.

Vous, Servus, êtes un honnête homme, un spécialiste qualifié et consciencieux ; vous exprimez avec logique le peu de satisfaction que vous donne la part qui vous est attribuée sur les résultats de la production dont vous êtes un collaborateur indispensable.

Par ailleurs, vous reconnaissez que votre instruction a été peu poussée ; vous n'avez pu étudier de façon approfondie ni les lettres, ni les sciences ; vous n'avez qu'une vague idée de ce qu'est l'économie politique et le complexe processus de la production.

Vous êtes syndiqué et membre d'un groupe politique. Cela est votre droit et, en quelque sorte, votre devoir. Vous voulez vous instruire, augmenter votre force par le groupement.

Examinons l'idée qui vous a été inculquée au sujet du profit.

On vous a dit avec Karl Marx que la valeur d'un objet était adéquate au nombre d'heures qu'il a fallu à l'ouvrier pour créer cet objet.

La valeur de l'objet, c'est du travail incorporé à l'objet. L'entrepreneur vendant l'objet un prix supérieur au travail par lui payé, il vole l'ouvrier de la différence.

Comme vous le disiez, l'ouvrier a travaillé 8 heures — le patron ne lui en paie que 3, 4 ou 5 seulement. Le surplus, ce qu'il a volé à l'ouvrier, est son profit.

La fraction qu'il a payée à l'ouvrier, c'est le minimum nécessaire à l'ouvrier pour subsister et se reproduire, c'est-à-dire pour vivre lui-même afin de continuer son travail et pour élever un enfant qui le remplacera lorsqu'il sera devenu invalide.

Or, en y réfléchissant, vous observerez qu'il y a des choses qui ont demandé peu de travail et qui se vendent très cher. D'autres qui ont demandé beaucoup de travail et se vendent bon marché.

Par ailleurs, — et je m'adresse à vous deux, Dominus et Servus, — le prix de vente contenant une marge de profit, n'est-il pas obtenu du consommateur qui consent à payer le produit au delà du prix de revient ?

L'entrepreneur ne bénéficie-t-il pas d'une sorte de monopole de fait, absence de concurrence suffisante pour réduire le profit à zéro, conjonctures inattendues, etc... Pourquoi attribuer le profit de cette chance à un seul des facteurs de la production, au seul patron, ou au seul ouvrier ?

Et ces titres d'appropriation exclusive du profit tiré des aptitudes de l'entrepreneur, créateur, organisateur, inventeur, directeur, spéculateur, disparaissent dans la Société anonyme. Là, il n'y a que des capitaux dont les propriétaires ignorent tout de l'Entreprise et font jouer le rôle d'entrepreneur par des techniciens salariés.

Pourtant ce capital absorbe tout le profit (dividende).

Le fils sans talent qui succède à son père dans une industrie pourvue de bons collaborateurs, continue de réaliser et d'absorber des bénéfices en totalité sans avoir développé aucun de ces talents initiaux de l'entrepreneur.

Son père lui a laissé l'entreprise, mais pas le talent ; le talent personnel ne peut donc être invoqué comme motif légitime d'appropriation et nous croyons que la collaboration des techniciens, des employés et des ouvriers est vraiment efficace et est un coefficient utile de la production !

Et la question se présente de l'amortissement du matériel humain qui devrait être compris dans les frais généraux de l'entreprise comme pour les chevaux et les machines.

Avec la loi de 1898 sur les accidents du travail, il y a en quelque sorte *entretien* du matériel humain ; on le répare dès qu'il est abîmé.

Mais pas d'amortissement, retraite, invalidité, ni entretien en cas de maladie ou de blessure hors travail.

Le patron répond que le salaire comprend une partie à économiser par l'ouvrier ; on sait que celui-ci, chargé de famille, ne peut distraire aucune partie de son salaire.

D'ailleurs, nous ne demandons pas au patron de donner cela parce que l'ouvrier est pauvre et par bonté.

Nous disons que les frais généraux de l'entrepreneur, qui laisse normalement un solde bénéficiaire, doivent logiquement, équitablement comprendre ces frais d'entretien et d'amortissement du matériel humain.

Nous semblons nous écarter de la question du profit ; non : il s'agit ici d'une participation interne.

Cette question est d'ailleurs résolue en Allemagne et en Alsace. Un projet de loi en France comblerait cette lacune, sauf pour le chômage.

L'idée qui sert de base serait, après quelque résistance, admise comme l'a été la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail.

Ecartons l'objection que l'on pourrait faire au sujet de cette réforme (ajournée sans doute encore quelques années, faute de ressources budgétaires pour la participation de l'Etat, agissant dans l'intérêt de l'ordre public), en disant qu'elle handicaperait l'industrie française, en face des concurrents étrangers, car l'industrie allemande supporte ces charges et l'on sait avec quelle habileté elle domine le marché mondial.

Les nations non pourvues de cette législation seront évidemment amenées à l'introduire chez elles sous la pression énergique des syndicats nationaux.

Mais une grave conséquence à laquelle on ne songe peut être pas, serait l'augmentation sensible du coût de la vie, d'où diminution importante du salaire réel.

Actuellement, l'ouvrier gagne 100 et achète X objets constituant son train de vie. La loi d'assurance est appli-

quée. L'ouvrier verse 5 0/0 — il ne reçoit donc plus que 95. Le patron verse également 5 0/0.

Il est évident que ce dernier insère ces 5 francs dans ses frais généraux et que l'objet qu'il fabrique a un prix de revient plus élevé — donc est vendu plus cher.

Ajoutons que l'Etat qui, de son côté, verse — supposons-nous — à cette caisse d'assurances sociales 5 0/0 des salaires, prend cette somme sous forme d'impôt dans la poche des contribuables.

L'ouvrier comme contribuable paiera si vous voulez 0,50 0/0 (0,25 si l'on veut). Il lui reste 94,75 ou 94,50.

Le patron, de son côté, paiera peut-être comme impôt 1 0/0, qu'il incorporera nécessairement dans ses frais généraux ; et cela chez tous les intermédiaires des matières premières et produits fabriqués.

Les articles que l'ouvrier achetait avec 100 coûteront donc 103, 104 ou 105.

Or, il n'a que 94,50.

Il voit donc sa consommation réduite de 10 0/0.

Il ne s'y résignera pas.

Admettons qu'il obtienne du patron une augmentation de 5 0/0, c'est-à-dire que malgré la retenue de 5 0/0 supportée dès lors par le patron, l'ouvrier continue de recevoir 100. La situation de l'ouvrier ne sera améliorée qu'en apparence. Le patron incorporera nécessairement ce salaire de 105 dans les frais généraux ; son prix de revient augmentera et son prix de vente au lieu de 105, comme nous disions, sera de 110. L'ouvrier avec 100 en face de 110 verra encore son salaire réel diminué de 10 0/0.

C'est donc lui qui supportera en définitive le coût de la réforme ?

Oui, avec le processus actuel et la mécontente actuelle du capital et du travail.

Non si, comme nous l'exposons plus loin, l'intérêt bien compris des patrons et des ouvriers (sans faire appel à leurs sentiments de bonté ou de justice plutôt incertains) les

amène à une collaboration qui *augmentera la production*; augmentera la rémunération de l'ouvrier considéré comme un collaborateur, augmentera le bénéfice du patron, tout en diminuant le prix de vente du produit, ce qui, pour l'ouvrier consommateur équivaut nettement à une augmentation supplémentaire du salaire réel.

DEUXIÈME PARTIE

La participation aux bénéfices

CHAPITRE PREMIER

Définition de la participation aux bénéfices

Préambule. Histoire de la participation aux bénéfices.

L'institution qui nous occupe est née, s'est développée dans le monde de la production industrielle et commerciale et pourrait se désigner avec plus de précision : La participation aux bénéfices dans les établissements industriels et commerciaux.

Dans le monde de la production agricole et maritime, le même principe a été appliqué longtemps auparavant.

Le code rural, parlant du métayage, système de collaboration qui était pratiqué depuis longtemps le définit :

« Un contrat par lequel le possesseur d'un héritage rural le remet pour un certain temps à un preneur qui s'engage à le cultiver sous la condition d'en partager le produit avec le bailleur ».

Toutefois on peut remarquer que le métayer est plutôt un entrepreneur en même temps qu'un fournisseur de

main-d'œuvre et qu'il obtient d'un capitaliste la mise à sa disposition du capital qui lui fait défaut. Il apporte dans l'exploitation ses qualités d'entrepreneur en même temps qu'il fournit le travail de l'ouvrier ; il rémunère le capital en lui appliquant la moitié du bénéfice.

Si, comme cela se passe souvent, le propriétaire, le maître, intervient, s'occupe de la façon d'exploiter le domaine, de vendre le produit, il semble que là encore le rôle d'entrepreneur est en plus grande partie rempli par le métayer.

Le capitaliste joue un certain rôle et surveille l'utilisation de son capital, partage si l'on veut la fonction d'entrepreneur, mais la situation du métayer dans cet emploi reste prépondérante.

Dans le monde maritime nous nous rapprochons davantage de notre institution moderne.

Stuart Mill (1) raconte qu'à son époque les patrons des navires qui faisaient le commerce avec la Chine avaient pour habitude de réserver aux matelots du bord une partie des gains de voyage et il ajoute que c'est à cette circonstance que l'on attribue la bonne conduite de ces matelots et la rareté des collisions entre eux et le peuple ou le gouvernement du pays.

On peut supposer que cette part sur les bénéfices de l'entreprise était surtout l'appât qui encourageait les matelots à supporter les fatigues et les risques graves de la navigation.

Dans cet exemple nous nous rapprochons singulièrement de l'institution actuelle.

L'armateur est non seulement le capitaliste, il est aussi l'entrepreneur ; il connaît l'entreprise, la crée, la dirige ; surtout en matière de commerce maritime il doit spéculer, c'est à-dire prévoir ; il court au sens très net du mot des

(1) STUART MILLE, *Principe d'Economie politique*, livre IV, chapitre VI, § 5, page 320.

risques de perte ; il peut soutenir qu'ayant versé aux matelots les gages convenus en échange d'une prestation convenue, il est quitte.

Mais pour s'attacher ce matelot, s'assurer de son zèle et de son dévouement, il estime fort utile à ses propres intérêts de lui accorder une part déterminée, convenue, du profit que l'entreprise laissera en définitive.

L'armateur se conduit comme Leclaire ; au lieu d'éviter le coulage dans l'emploi judicieux du temps et des matières premières, il s'agit d'éviter les négligences, les relâchements dans la conduite du navire et dans les soins de la cargaison.

Nous savons aussi qu'une sorte de métayage est pratiqué dans la pêche côtière.

Une partie de la pêche recueillie est attribuée à celui qui a fourni la barque et les filets ; l'autre moitié revient au pêcheur à charge par lui d'entretenir les filets en bon état.

Ici nous avons une situation analogue à celle du métayage d'un domaine agricole, si le propriétaire est resté à terre et laisse le pêcheur diriger son navire à son gré. Le pêcheur nous apparaît comme un entrepreneur sans capitaux qui rémunère par la moitié du profit le capital prêté.

Ce pêcheur, en même temps qu'entrepreneur assumant la direction de l'entreprise, fournit la main-d'œuvre.

Son salaire d'ouvrier, sa rémunération comme chef d'entreprises, sa part dans le bénéfice sont inclus, indivis ; dans la moitié des poissons pris qui lui est allouée.

S'il s'agit d'un patron de barque qui prend part à la pêche sur son propre bateau et donne une certaine part convenue à l'avance à des pêcheurs, ne disposant que de leur main-d'œuvre, nous sommes alors en présence d'une association en participation, le pêcheur-ouvrier se trouvant associé aux bonnes et aux mauvaises chances de l'entreprise.

S'il s'agit par contre d'un entrepreneur de pêche em-

bauchant des ouvriers pêcheurs, leur payant un salaire et leur promettant en outre, pour s'assurer de leur zèle, une part déterminée du produit net de la pêche, nous nous trouvons dans une situation équivalente à celle de l'armateur. Si par produit net on entend, et nous le comprenons ainsi, le bénéfice qui apparaît, tous les frais de production payés, nous sommes dans l'exacte application de la participation conçue et appliquée par Leclaire. Dans cette industrie (la pêche) il apparaît bien que la production est en corrélation étroite avec l'application, le zèle de l'ouvrier pêcheur, et la prévision du patron qui pratique la participation parce qu'elle est de son intérêt comme de l'intérêt de l'ouvrier, se réalise. M. Bohmert (1) affirme que la pratique de la participation (attribuant $1/4$ du produit net à l'équipage) avait porté la journée de chaque pêcheur de 3 fr. 70 à 5 fr. 56.

Il ajoute que le résultat était dû en partie à ce que, les ouvriers travaillant mieux, on avait pu diminuer leur nombre.

Ce dernier détail qui pourrait sembler insignifiant donne lieu si on y réfléchit, à quelques observations.

Un ouvrier syndicaliste, adversaire irréductible et irraisonné de la participation trouve là un argument qu'il estimera victorieux.

« Vous voyez, dit-il, le leurre de la participation ; l'entrepreneur obtient de l'ouvrier qu'il pousse son effort à la dernière limite, en échange de quelques sous de salaire supplémentaire. Et cela aboutit au chômage. L'ouvrier congédié, privé de travail et de salaire, devra tendre la main ou mourir de faim avec sa famille. »

Mais le partisan de la participation ne manquera pas de répondre : « Il ne faut pas juger tout un système sur une gêne momentanée qu'amène son instauration. Il faut voir l'ensemble du processus économique dans le temps et dans l'espace ».

(1) La Participation aux bénéfices ; traduction Albert Trombert.

Une machine est inventée ; elle permet de livrer un produit à un prix de revient inférieur de 75 0/0 au prix antérieur, elle débite dix fois plus ; le jour de son application elle mettra au chômage 7, 8 ou 9 ouvriers sur 10. Puis la consommation de l'article se développe avec le bon marché du produit. La production s'accélère, double, triple, décuple, et bientôt les dix ouvriers sont embauchés de nouveau. Ce bon marché profitera à tous les consommateurs, et ces ouvriers étant eux-mêmes consommateurs pourront également profiter de la baisse qui se produit sur cet article.

« Doit-on dire qu'on a bien fait d'inventer cette machine ? Oui, en dépit de la regrettable période de chômage que l'innovation a imposée.

N'est-ce pas l'histoire même du développement économique moderne de notre civilisation ?

Si le niveau général du bien être s'est élevé dans la société et dans toutes les classes d'une façon si appréciable en l'espace de 2 ou 3 générations ne le devons-nous pas aux inventions appliquées dans toutes les branches de la production ?

Comment obtenir, autrement, cette augmentation si sensible du confortable ?

Et bien, il en est de même dans l'exemple donné pour la pêche. On peut compter que la pêche même beaucoup plus active ne dépeuple pas les Océans.

Le résultat de l'entrepreneur de pêche qui a pratiqué la participation incitera d'autres entrepreneurs à fréter des bateaux de pêche ; les ouvriers congédiés seront de nouveaux embauchés.

La quantité de poissons livrée à la consommation sera plus importante et son prix moindre, l'abondance de l'offre faisant baisser les prix, tout en laissant aux pêcheurs une rémunération satisfaisante.

Done, le procédé employé, la participation aux bénéfices,

aura stimulé la production, amené un rendement plus grand, elle aura servi les intérêts de l'entrepreneur, servi les intérêts de l'ouvrier, servi les intérêts du consommateur.

Quel résultat meilleur exigerez-vous d'une institution économique pour dire qu'elle est saine, utile, louable ?

* * *

La participation aux bénéfices appliquée à l'industrie et au commerce est née en France.

Le premier industriel qui l'organisa dans son établissement fut Leclaire, entrepreneur de peinture à Paris en 1842. Né dans l'Yonne en 1801, il était fils d'un pauvre cordonnier. Il était venu à Paris, y avait fait son apprentissage d'ouvrier peintre et s'était établi rue Cassette, avec un capital infime, n'excédant guère mille francs.

Il avait toutes les qualités qui font le vrai chef d'industrie, le vrai entrepreneur. Ayant aux débuts exécuté de petits travaux, en 1830 il était lancé dans les grandes entreprises.

Son industrie comportait la dispersion dans Paris de plusieurs équipes occupées à des travaux neufs ou d'entretien. Nécessairement il ne pouvait exercer sur ses divers chantiers qu'une surveillance insuffisante.

Il avait remarqué que les ouvriers non surveillés, cédant naturellement à la loi du moindre effort, n'utilisaient pas leur temps de travail avec un zèle soutenu et qu'ils gaspillaient une partie des matières premières.

Il cherchait le remède à cette départition de la main-d'œuvre et de la marchandise.

Il songeait que l'ouvrier pouvait s'il le voulait, sans effort excessif, fournir dans sa journée un rendement supplémentaire équivalent à près d'une heure de travail, soit à cette époque 0 fr. 60 ; que l'ouvrier pouvait vraisemblablement dans une même journée économiser sur les matières employées une valeur de 25 centimes.

Ces deux sommes multipliées par les journées de travail donnaient en fin d'année un chiffre appréciable.

Ce chiffre multiplié par le nombre d'ouvriers occupés produit une grosse somme.

Il essaya d'abord de stimuler le zèle de ses ouvriers en leur accordant un salaire supérieur à celui des maisons concurrentes ; le rendement resta le même.

Il fit part de ses préoccupations, en 1835, à son ami Fregier (1) qui lui dit :

« Vous n'obtiendrez de vos ouvriers un effort utile que s'ils y trouvent leur intérêt. » Ces paroles furent un trait de lumière pour Leclaire et donnèrent une direction précise aux pensées qui flottaient dans son esprit. Il réfléchit longuement ; ce n'est qu'après cinq années de méditation que Leclaire eut la nette conception de l'œuvre à créer.

Il comprit qu'il obtiendrait de ses ouvriers cette économie de temps et de matières premières, possible et durable, s'il leur offrait au moins en partie le fruit de cette économie. C'était l'idée mère, l'idée essentielle de la participation aux bénéfices. Constatons-le, cette idée naissait non d'une pensée généreuse, d'une intention de faire le bien, par bonté d'âme, non d'une idée de justice, d'une intention de remettre à la main-d'œuvre la part de bénéfice qu'on lui devait, qui lui était légitimement acquise. Non ! l'idée naissait d'une conception utilitaire. Leclaire agissait par intérêt. Il se rendait compte que ses profits à lui augmenteraient s'il offrait à ses ouvriers d'agir aussi par intérêt. Il leur montrait que si, au lieu de travailler avec insouciance, ils travaillaient comme pour eux-mêmes, en utilisant mieux leur temps, leur façon de travailler, les matières premières, ils gagneraient davantage.

C'est net. Pas question de bonté, pas question de justice ;

(1) Chef de bureau à la Préfecture de la Seine, auteur d'un ouvrage intitulé : *Des classes dangereuses de la population dans les grandes villes.*

il est question de l'intérêt commun du patron et de l'ouvrier. Il faut ajouter toutefois que Leclaire qui, à un sens aigu des réalités joignait un cœur excellent, avait le vif désir de vivre en sympathie avec ses collaborateurs ; dans une brochure il disait : « J'ai voulu rendre plus cordiales les relations entre mes ouvriers et moi, car je souffrais avec des hommes dont les intérêts et les sentiments n'étaient pas en rapport avec les miens. »

Il importe, à notre avis, au fond des problèmes économiques de voir le ressort psychique. Dans tout ce qui se rapporte à l'homme on arrive en définitif à un fait de conscience, de volonté, de sentiment.

Donc Leclaire parle à ses ouvriers et leur offre l'application de ce nouveau contrat de travail.

Les ouvriers acceptent de tenter l'expérience.

Au bout d'un an Leclaire les rassemble et place sur la table, devant eux, un grand sac d'écus contenant 12.200 fr. Cette somme est la part qui revient aux 40 ouvriers ; étonnement et joie de ceux-ci. C'était le succès de l'institution.

Notons en passant, un autre aspect psychologique des faits sociaux.

La Révolution, brisant les anciens codes sociaux, avait supprimé les corporations.

Il ne restait que l'Etat d'une part, l'individu de l'autre. Pas d'organisme intermédiaire.

L'Etat ne croyait faire l'individu vraiment libre qu'en lui refusant la liberté de se grouper.

Et lui, l'Etat, ne se croyait vraiment à l'abri de toutes attaques que si tout groupement de forces individuelles était évité.

Si bien que Leclaire, groupant ses ouvriers, ne fût-ce que pour assurer un meilleur rendement du travail et du salaire, portait ombrage à l'autorité supérieure.

La liberté de réunion n'existait pas en 1842. Leclaire,

pour réunir ses ouvriers avait demandé autorisation à la Préfecture. Le commissaire de police Basset fit au sieur Leclaire « expresse défense » de former des réunions sous aucun prétexte, sous les peines de droit ».

Leclaire passa outre et ne fut pas inquiété.

Pendant plusieurs années la répartition fut faite à titre gracieux. En 1869 un acte notarié créa la participation contractuelle. L'entreprise individuelle Leclaire passa aux mains de trois associés : Leclaire, Defourneau, La société de Prévoyance et de secours mutuels. Pour établir le cadre de l'armée individuelle de sa maison Leclaire avait institué ce que l'on appelle le noyau, composé d'une centaine de membres, d'ouvriers éprouvés par leur capacité et leur conduite exemplaire.

Pour faire partie de ce noyau il fallait certaines conditions d'âge, de présence dans la maison et être agréé par l'Assemblée générale. Des actes passés postérieurement, en 1872 à la mort de Leclaire, devenu millionnaire, puis en 1875 et 1891 ont modifié ou complété les dispositions primitives.

Actuellement l'entreprise porte le nom de Brugniot Laurent et C^{ie} ; c'est une véritable association coopérative ayant à sa tête trois gérants élus, associés en nom collectif, et un seul commanditaire qui est la Société de Prévoyance et de secours mutuels.

Les gérants sont élus en Assemblée générale par les membres du noyau unis aux sociétaires.

Le premier gérant apporte une somme de 200.000 francs. Les deux autres gérants chacun 100.000. Le commanditaire (La Société de Prévoyance et de secours mutuels) apporte 400.000. Au total un capital de 800.000 francs.

La Société de Prévoyance et de secours mutuels est maintenant très riche. Son avoir se monte actuellement à 3 millions.

Elle fournit au sociétaire malade le médecin et les remèdes et lui assure en plus un salaire de 2,50 par jour, à

moins que la maladie ne provienne de l'ivresse ou de la débauche.

Des pensions viagères de retraite de 1.500 reversibles par moitié aux veuves et aux mineurs, sont accordées après 20 ans de service et 50 ans d'âge, ou même plus tôt en cas d'infirmité.

L'Avoir de cette société se compose :

D'un droit d'admission de 20 francs, de la part allouée dans les bénéfices de l'entreprise, et des amendes infligées pour contraventions.

Pour être membre de cette société de Prévoyance il faut être employé dans la maison cinq ans au moins, faire partie du noyau et avoir une conduite et une moralité exemplaires. Cette Société de Prévoyance, reconnue personne civile, doit d'après les statuts continuer à subsister sous la surveillance de l'Assistance publique au cas où l'entreprise individuelle viendrait à disparaître.

Voici maintenant de quelle façon se produit dans l'entreprise la répartition des bénéfices :

Avant tout partage, un prélèvement de 10 0/0 est fait pour les fonds de réserve, 25 0/0 sont attribués à la gérance, dont la moitié au premier gérant et un quart à chacun des deux autres. 75 0/0 vont aux ouvriers et employés, dont 50 0/0 sont distribués sous forme de parts individuelles à tous employés ouvriers ou auxiliaires, d'après le montant des salaires et traitements et 25 0/0 à la Société de Prévoyance de secours mutuels.

La somme à distribuer est parfois énorme.

Dans l'exercice 1889-1890 elle s'est élevée à 456.000 fr.

« C'est de la munificence et même de la munificence royale » disait de Courey, surtout si l'on songe que les ouvriers sont payés d'après les prix établis pour les travaux de la ville de Paris.

Le contrôle est obligatoirement exercé par la Société de Prévoyance commanditaire ; de plus les membres du noyau ont le droit d'élire des délégués pour vérifier l'inventaire.

Il n'y a pas, à proprement parler, de clause de déchéance.

Le sociétaire qui quitte volontairement la maison obtient le remboursement des 20 francs qu'il avait versés comme droit d'admission à la Société de Prévoyance, et en outre une prime de 10 francs par année qu'il a passée au sein de cette Société de Prévoyance.

Le Sociétaire a le même droit quand il est renvoyé. Toutefois s'il est congédié pour cause d'improbité il perd ses droits.

Leclaire eut des imitateurs. Disons dès à présent que chez ces adeptes de la participation aux bénéfices le ressort psychologique faisant agir les patrons ne fut pas uniquement comme chez Leclaire, l'intérêt bien compris, facteur de la production, mais plutôt au premier plan un sentiment généreux, une idée de bienveillance à l'égard du personnel employé.

C'était ce qu'on appelle « Le Paternalisme ». C'était une attitude, morale, louable, de quelques patrons, s'écartant de cette exploitation excessive de la main-d'œuvre qui avait caractérisé l'avènement des manufactures en Angleterre et en France.

Accessoirement à l'idée de bonté se greffait la préoccupation légitime de la prospérité de l'entreprise par l'attachement du personnel à cette entreprise, l'absence ou la moindre fréquence des grèves.

Mais soulignons-le, pour le rappeler plus tard, l'idée de justice pure, de restitution à l'ouvrier d'une part légitimement due à sa collaboration n'est point mise en mouvement et n'apparaît pas.

M. Laroche-Joubert, fabricant de papier à Angoulême, en 1843, suivait l'exemple de Leclaire ; en 1844 la Compagnie d'Orléans, sur l'initiative de M. François Bartholomi, inscrit dans ses statuts de la participation aux bénéfices pour tous ses employés.

Après déduction des vingt premiers millions, 15 0/0 des bénéfices serviront à la constitution des retraites.

En 1906, les sommes ainsi attribuées au personnel atteignaient près de 7 millions.

En 1847, M. Steinheil, industriel à Rotlhau, et M. de Thunen propriétaire français à Tellow (Luxembourg), adoptent le système.

En 1848 M. Deberny (fonderie de caractères) fait de même.

1848. Révolution politique en France.

La participation aux bénéfices apparaissait comme un remède au malaise social ; elle est agitée dans les réunions publiques, on la discute au Luxembourg dans la Commission du gouvernement pour les travailleurs. En dépit des efforts de Louis Blanc, aucune solution pratique n'intervient dans le domaine législatif.

En 1850 M. Alfred de Courcy administrateur de la Compagnie d'Assurances générales introduit la participation dans sa Compagnie.

En 1854, M. Charles Robert, directeur de l'Union Incendies fait de même.

Tous deux furent des promoteurs convaincus de la nouvelle institution ; sous le second empire, la maison Leclaire, ayant réussi admirablement, la propagande fut très active.

En 1865, M. Bord introduit le système dans sa fabrique de pianos. Après les désastres français de 1870-71, nouveau développement.

En 1878, les chefs de maison acquis à l'institution se rassemblent pour coordonner la théorie, unifier le mouvement et fonder un bulletin trimestriel qui devient le moniteur de la participation aux bénéfices.

Enfin, le 1^{er} mars 1879, naît la Société pour l'étude pratique de la participation aux bénéfices, reconnue d'utilité publique par décret du 12 mars 1889.

Elle n'a eu, jusqu'à ce jour, que deux présidents :

Charles Robert qui dirigea ses travaux de sa fondation jusqu'au 21 juillet 1899, et M. Paul Leclombre, ancien

ministre du Commerce et de l'Industrie, qui la préside encore actuellement.

Les membres en vue de cette association furent Albin Chaix, directeur de l'Imprimerie-Librairie qui porte son nom, Edouard Goffinon, Emile Cheysson, Albin Chaix, Tulen, Laroche-Joubert, Roger Merlin, Fillot, directeur des Magasins du Bon Marché, L'actif secrétaire de l'Association est M. Albert Trombert, directeur honoraire du Service de la librairie de la maison Chaix, qui est l'écrivain le plus qualifié ayant traité la matière en France.

Il a notamment traduit, en 1888, une vaste étude du professeur allemand Böhmert.

En 1895 un concours institué grâce aux libéralités du comte de Chambrun fit apparaître 23 ouvrages sur la participation aux bénéfices.

Le rapport du jury, que présidait Charles Robert, fut fait par le savant historien des classes ouvrières, M. Emile Levasseur, qui profita de la circonstance pour faire un exposé lumineux et approfondi de l'institution.

Cette institution avait semblé à ses généreux propagandistes posséder une vertu suffisante pour résoudre tous les conflits nés jusqu'alors entre les Patrons et les ouvriers.

Les résultats n'ont pas jusqu'à présent, justifié leurs espoirs.

En 1889 lors de l'Exposition universelle, près d'un demi siècle après l'innovation de Leclaire, qui avait eu un retentissement mondial, en recensait en France 126 maisons appliquant le système.

L'Office du Travail, en 1893, indiquait le même chiffre, mais M. Charles Robert, dans l'almanach de la Coopération française de 1893, donnait le chiffre de 145 applications.

En 1900, M. Trombert n'en comptait que 84 pour la France et 238 pour le monde entier.

En 1912, le guide pratique pour l'application de la participation aux bénéfices comptait 114 établissements français.

Il apparaît donc que cette institution, si intéressante puisse-t-elle sembler, ne joue qu'un rôle infime en quelque sorte nul, dans le processus de la production.

Le chiffre des établissements qui l'ont adoptée comparé au chiffre des établissements existant en France, dépassant le million, donne bien l'impression que l'action de cette institution est infinitésimale.

La même impression serait donnée par la comparaison du chiffre des ouvriers bénéficiaires de la participation avec le chiffre total des ouvriers français. Même impression encore, si l'on comparait le total des salaires améliorés par la participation au total des salaires payés en France.

Jusqu'à ce jour les chiffres n'ont pas été publiés.

La moyenne du pourcentage du boni distribué est d'environ 8 0/0 des salaires. Elle représente à peu près la moitié des bénéfices réalisés.

Cela montre que les bénéfices réalisés dans les entreprises n'excède pas en général 15 à 20 0/0.

Si donc l'ouvrier pouvait appliquer la théorie de Karl Marx et s'attribuer tout le bénéfice il verrait son salaire augmenté de 10, 15, peut-être 20 0/0.

C'est appréciable sans doute, mais ce n'est pas une grosse somme.

Et bien peu d'ouvriers ont réfléchi à ces choses ; ils s'imaginent confusément, que la part qui leur est dérobée est considérable !...

50, peut-être 100 0/0 du salaire reçu !...

Si l'ouvrier avait une éducation économique plus approfondie, il se rendrait compte que l'entière solution du problème qu'il veut résoudre — et sa prétention ne peut être blâmée d'obtenir plus de bien-être, de liberté, de dignité, — cette solution n'est pas entière dans la conquête intégrale du profit actuellement retenu par le patron.

Un résultat aussi avantageux, il pourrait le trouver dans une organisation de la production mieux comprise.

Et il pourrait encore obtenir une amélioration aussi importante s'il se préoccupait de sauvegarder ses intérêts comme consommateur.

CHAPITRE II

Le Patronat y est hostile. Thèse de Dominus.

Dominus dit :

Mon précédent entretien sur le profit, né, selon moi, des seuls efforts de l'entrepreneur vous a laissé deviner mon opinion sur le partage de ce profit, sur cette théorie, présentée comme une solution des conflits sociaux et dite « participation aux bénéfices ».

Puisque ce bénéfice est la rémunération légitime du risque couru par l'Entrepreneur, il ne saurait être question d'autoriser l'ouvrier à en revendiquer une part quelconque.

Le contrat de travail est librement débattu.

L'ouvrier, en échange de son travail, accepte une rémunération fixe, déterminée. Il a travaillé, il a reçu son salaire. Il arrange son budget comme il l'entend. Il fait des économies s'il le veut et s'il le peut.

Il n'est pas intervenu dans la création de l'entreprise, dans sa direction, l'invention continue, la spéculation commerciale que l'entreprise nécessite.

Il n'a mis aucun capital dans l'affaire. Il ne court aucun risque, n'a aucun souci à se faire et se désintéresse totalement du sort de l'entreprise.

Si elle périclité, dites-vous, il perd son emploi ; sans doute, mais sa situation n'est en rien comparable à celle de l'entrepreneur qui, même méritant, capable, peut être victime de conjonctures imprévisibles et se trouver ruiné.

L'ouvrier est victime en quelque sorte d'un cas de force majeure ; il a reçu son salaire jusqu'au dernier jour. Il se

retire avec sa force-travail intacte. Un patron de perdu, dix de retrouvés.

Vous me dites que des entrepreneurs sérieux, mûs par un sentiment généreux, ont accordé à leurs ouvriers une part de leurs bénéfices ; vous ajoutez que leurs intérêts loin d'en être compromis, s'en sont trouvés favorisés. Parfait, libre à eux. Rendons hommage à la délicatesse de leurs sentiments. Ils ont après mûre réflexion, fait une bonne action. Mais ce n'est pas là de l'économie politique. C'est dans un traité sur l'art de faire le bien qu'il faut placer l'étude de la participation aux bénéfices. N'avez-vous pas remarqué que ce procédé généreux est mis en pratique par des industriels dont la situation est ancienne, assise, de tout repos, dans des entreprises d'un rendement certain. Les uns, comme Boucicaut et Godin sont de véritables philanthropes ; au lieu de fonder des maisons de retraites, des hospices, des bibliothèques, ils s'appliquent à faire accéder au capital leurs ouvriers et employés ; ils leur font des cadeaux.

Allez-vous décréter que tout industriel sera doublé d'un philanthrope ? Espérez-vous par la persuasion amener les patrons à jouer ce rôle ?

D'autres industriels, également assurés de la stabilité de leur entreprise, ayant une fortune personnelle qui les met à l'abri des coups du sort, « donneront » une part de bénéfice à leurs collaborateurs, et, me dites-vous, leur propre bénéfice n'en est pas réduit.

Cela montre qu'ils ont une industrie d'un rendement assuré qui leur permet de se montrer généreux. Mais notez que l'octroi de cette part de bénéfice est une faveur qu'ils se réservent de supprimer le cas échéant.

Aucun d'eux n'a donné à ses ouvriers une part d'associé véritable, entraînant la participation à la direction de l'entreprise, et la participation, en cas de liquidation, au capital de l'entreprise.

Ce n'est, malgré les apparences de régularité, de continuité, qu'une gratification renouvelée.

Cette façon d'agir peut convenir à certaines maisons. Elles ne font compte dans l'ensemble de la production que pour une somme insignifiante.

Ce système ne s'étend pas. Vouloir l'imposer, légalement, serait tuer la production.

J'ai déjà tant de peine à réaliser mon entreprise que si vous m'imposez de donner à mon personnel une part de mon profit, je sens mon ressort brisé, je renonce à monter mon usine...

Non ! le salariat est un libre contrat qui n'amointrit pas la liberté ni la dignité de l'ouvrier syndiqué ; il est aussi fort que son patron et sait défendre ses droits.

Généralisons si vous voulez, le travail aux pièces. Intéressons davantage l'ouvrier au rendement de la production ; parfait. Organisez ces lois d'existence sociale qui protégeront l'ouvrier contre les aléas de sa situation peu fortunée : caisses de retraites, d'invalidité, de maladie. Organisez même des caisses pour le chômage involontaire, alimentées par l'ouvrier, le patron et l'Etat.

Alors, le travailleur ne sera pas à plaindre.

S'il est sobre, sérieux, il pourra faire quelques économies qui ajouteront leur sécurité à la sécurité de ces lois sociales. S'il a la volonté d'entreprendre, de risquer, libre à lui, à son tour, de gravir un échelon et d'arriver au rôle d'entrepreneur, ou au moins d'artisan.

Ne cherchons donc pas une solution impossible à un état de choses imparfait, sans doute, mais conforme aux lois naturelles et à la nature de l'homme.

CHAPITRE III

La classe ouvrière y est hostile. Thèse de Servus

Servus à son tour dit :

Moi non plus je n'ai pas à m'écarter de mon précédent langage.

Je vous ai expliqué, démontré, je crois, que le bénéfice était pris par le patron à l'ouvrier.

Quand l'ouvrier sera suffisamment organisé et puissant, il reprendra ce qu'on lui a pris.

En attendant ce jour que j'espère prochain, je n'ai que faire d'accueillir avec empressement un cadeau du patron, qui ne sera qu'un trompe l'œil, qui aura pour résultat d'amollir mon esprit de lutte, de revendication, d'affaiblir ma volonté d'affranchissement. Si mon patron déclarait instituer chez lui la participation de l'ouvrier aux bénéfices annuels de l'entreprise, il commencerait par déclarer qu'il donne gracieusement ce supplément aux salaires, et qu'il se réserve de supprimer son don, si le fonctionnement de ce système lui donne des mécomptes.

Puis il organiserait mon admission à cette distribution de bénéfices — il faudrait tant d'années de présence — et montrer un zèle soutenu — ne pas réclamer d'augmentation de salaire, etc... Si bien que les 200 ou 300 francs qui me seraient alloués en fin d'année seraient compensés et au delà par l'effort supplémentaire qu'il aurait fallu donner, le maintien du salaire à un taux inférieur, la soumission plus grande que de coutume à la direction.

Non ! Ce serait un marché de dupes. Ma liberté actuelle

est réduite et précaire, mais elle existe au moins dans une certaine mesure.

En adhérant à un système illusoire de prétendu partage de bénéfices, j'annihile cette parcelle de liberté, je n'ai plus le droit de discuter, de débattre les conditions du travail. Je vends mon âme, non au diable, mais à mon patron pour une illusoire pièce d'or.

Je préfère rester dans le pur salariat avec l'espoir de le faire disparaître, de le remplacer par un régime plus avantageux et plus juste.

C'est la thèse de mon syndicat.

Le IX^e Congrès de la Fédération de l'alimentation (Lyon, septembre 1919), a jugé « la participation aux bénéfices, impraticable d'abord, ensuite n'apportant aucune solution sérieuse pour la classe ouvrière ».

Le Congrès du bâtiment (Paris, juillet 1918), l'avait repoussée plus catégoriquement encore, en soulignant « la duperie de la participation individuelle ou collective fragmentaire aux bénéfices par laquelle le patronat essaie de détourner la classe ouvrière de ses revendications. Il ne saurait l'admettre que comme une contribution déterminée du patronat aux œuvres nationales d'entraide et de solidarité sociale (assurances sociales) ».

CHAPITRE IV

Les moralistes-théoriciens en sont partisans. Idée de justice.

Thèse de Benignus.

Benignus à son tour parle :

Je vous entends l'un et l'autre, adversaires irréductibles.

Je me rends compte que tous deux vous êtes aveuglés par l'intérêt personnel. Chacun de vous a, dans son système, une part de vérité qui le justifie de s'attribuer une part de ce profit réalisé en commun ; mais l'égoïsme l'entraînant, chacun de vous force l'argument, valable pour partie. il le dit valable pour la totalité. Alors Dominus dit « Tout le profit est mon œuvre exclusive et m'appartient exclusivement ». Servus s'écrie : « Le profit naît entièrement de mes mains, il doit me revenir en totalité ».

Ne pouvez-vous, l'un et l'autre, oublier votre situation particulière dans le processus économique, voir les choses objectivement ?

Votre risque, Dominus, est évident, vos mérites certains ; le profit est bien le mobile de votre action, il est le stimulant de votre initiative ; je reconnais qu'il vous appartient.

Mais il ne vous appartient pas en entier.

Le produit est l'enfant de vos efforts communs, à vous et à la main-d'œuvre. Pourriez-vous produire sans main-d'œuvre ?

Vos talents comptent, c'est entendu, mais pas exclusivement. Ne vous ai-je pas fait remarquer que dans les sociétés par actions, il n'y avait pas d'entrepreneur véritable, que le capital (et un capital en quelque sorte aveugle

revendiquait tout le bénéfice. Ce capital aveugle osez-vous dire qu'il est plus utile que la main-d'œuvre ? et le dites-vous encore lorsqu'il a été remboursé et continue (sous le nom d'actions de jouissance) de prétendre à la totalité du bénéfice-dividende. Il a couru un risque dites-vous ; son risque est disparu, mais vous est imezque couru un instant il mérite une récompense sans limite ?

Et ce rôle proéminent de l'entrepreneur, l'invoquerez-vous encore pour le fils qui hérite d'une situation toute faite et qui, sans valeur personnelle, sans contribuer par un véritable effort à la marche de l'affaire, suppléé par des chefs de services capables, continue d'accaparer tout ce profit qui a déjà récompensé pendant un demi-siècle le mérite du fondateur de l'entreprise ?

Non ! la justice ne saurait admettre cela ! et vous devez honnêtement considérer l'ouvrier comme un collaborateur, accepter qu'il participe au partage du bénéfice réalisé ; d'autant plus que le bénéfice ne vient pas seulement de votre intelligente direction ; il vient aussi de conjonctures favorables, d'une sorte de rente constituée par l'absence de concurrents, par la bénévolence des consommateurs qui se soumettent à vos prix.

Si la concurrence était maxima, si le consommateur était conscient, organisé, le Profit, vous disent les économistes tendrait à zéro !

Il est fort au-dessus de zéro ! Soyez raisonnable, faites profiter pour partie, de cette aubaine, celui qui avec vous, l'a fait naître.

Et vous Servus, réfléchissez aussi ; cessez de vous laisser influencer par une thèse simpliste qui flatte vos désirs, mais ne répond pas aux réalités.

Peut-on dire que la valeur des choses repose uniquement sur le travail qui s'y trouve incorporé ?

N'y a-t-il pas des choses qui ont coûté plus de travail qu'une autre et ont moins de valeur ?

.. N'y a-t-il pas des choses qui ont coûté peu de travail et sont payées cher ?

Niez-vous que pour produire en quantité des objets utiles et à bon marché la collaboration du capital soit précieuse, indispensable ; contestez-vous que le capital soit tout simplement du travail épargné, accumulé, et qu'il soit fort utile à la civilisation, au progrès, au consommateur moderne, qu'il y ait beaucoup de ce travail épargné ?

Niez-vous que l'entrepreneur qui a l'idée de monter une affaire, le souci de la mener à bien, joue un rôle utile et ait un certain mérite ?

Accordez-vous que le profit, comme je le disais à Dominus, ne naît pas seulement de votre travail, ni de la collaboration du talent et du capital, qu'il vient aussi de l'insuffisance de concurrence, de la soumission du consommateur ?

N'est-il pas excessif alors de dire que seul le travail a le mérite de la production et que seul il doit en absorber le bénéfice ?

N'en accordez-vous pas une part légitime aux autres facteurs de la production ?

Si vous refusez d'admettre cette répartition qu'impose le bon sens, l'équité, je vous dirai alors :

Puisque selon vous le capital joue un rôle secondaire dans l'œuvre de la production, que le rôle de l'entrepreneur est de beaucoup exagéré, qu'attendez-vous pour supprimer leur malversation ?

Vous êtes syndiqués, ouvriers, par centaines de mille.

Serait-il difficile qu'à la prochaine paie un millier d'entre vous fassent le sacrifice d'une somme de dix francs chacun. Cela fera dix mille francs. Ces fonds vous seront remis à vous Servus, vous vous établirez chef d'entreprise ; débuts modestes, c'est entendu, mais vous vous développerez, car vous aurez comme collaborateurs des ouvriers syndiqués qui ne boudront pas à l'ouvrage.

Vous saurez jouer le rôle d'entrepreneur, puisque, dites-vous, c'est un rôle que tout le monde peut remplir.

Vous réaliserez des bénéfices. Selon votre règle empruntée à Karl Marx, vous les distribuerez intégralement à vos collaborateurs ouvriers.

Vous prélèverez pour vous, chef d'entreprise un salaire égal à celui d'un bon contremaître. Je suppose que vous serez d'accord avec vos collaborateurs pour participer vous-même, au prorata de vos appointements, à la répartition du bénéfice.

Poussons le détail jusqu'à dire que vous avez servi, à titre de frais généraux un intérêt de 6 0/0 l'an à vos prêteurs, et que ceux-ci, ou vos collaborateurs, gagnant plus qu'ailleurs, vous auront avancé les fonds nécessaires à une extension logique de votre affaire.

Vous même, si vous êtes économe, pourrez mettre quelque argent dans votre fonds et vous servir un intérêt de 6 0/0.

Il ne semble pas que vous pourrez jamais devenir plein et unique propriétaire de votre fonds puisque vous ne réalisez pas de bénéfices ; car ils appartiennent à la main-d'œuvre et vous les lui remettez honnêtement.

Vous en recevez d'ailleurs vous-même une parcelle, si vous admettez que, quoique entrepreneur (à émolument limité), il y a lieu de vous traiter aussi favorablement qu'un ouvrier. En mettant tout au mieux si vous faites des économies sur votre salaire, peut-être pourrez-vous en 10, 15, 20 ans rembourser vos prêteurs et devenir unique possesseur de votre matériel.

Vous serez là un capitaliste. Vous aurez mettons 20, 30.000 francs et emploierez 9 ouvriers. Votre théorie, toujours efficiente vous aurez droit à inscrire à vos frais généraux 6 0/0 d'intérêts, soit 1.800 francs l'an.

Comme participant aux bénéfices, vous assimilant à un ouvrier utile, vous aurez droit outre votre prélèvement

salaire à un dixième de profit (9 ouvriers et vous cela fait dix parts).

A moins qu'à un moment donné vos collaborateurs ouvriers ne fassent remarquer que l'intérêt de 6 0/0 prélevé par votre capital est bien gros, que votre rôle comme entrepreneur est peu utile ; qu'on trouverait pour tenir cet emploi un collaborateur se contentant d'une rémunération un peu inférieure à celle d'ouvrier manuel ; vous seriez alors invité à vous contenter de cette rémunération réduite.

Même en écartant cette dernière hypothèse, aimeriez-vous créer une entreprise, vous charger de tous les soucis qu'elle entraîne : recherche de la clientèle, achat de matières premières, règlements des échéances, et voir tout le profit tomber aux mains de vos ouvriers, initiés comme vous à la théorie de Karl Marx sur la plus-value ?

Si vous répondez affirmativement, admettons que votre exemple sera renouvelé ; vos collaborateurs, recueillant des bénéfices, pourront plus aisément prêter des fonds à d'autres concurrents.

Tache d'huile ! Le prolétariat s'émancipera peu à peu lui-même, et selon le précepte admis par lui comme une règle d'or :

« L'émancipation du prolétariat ne peut être que l'œuvre du prolétariat lui-même. »

Il est vraisemblable que vous vous lasserez de ce rôle et que vous finirez par apercevoir certaines imperfections dans la théorie marxiste.

En fait, que va-t-il se passer dans votre propre vie économique ? Vous êtes travailleur, économe, fêru d'indépendance. Dans quelques années vous vous établirez menuisier.

Artisan, travaillant seul, dites-vous ; il est probable que la clientèle augmentant, désireux d'agrandir votre champ d'action, vous utiliserez le concours de quelques ouvriers.

Comment les traiterez-vous ? Exactement comme Do-

minus vous traite. Leur ayant réglé le salaire convenu vous vous estimerez quitte envers eux. Le profit réalisé vous appartiendra comme la légitime récompense de vos efforts, de vos périls, de vos risques. Et vous raisonnerez alors comme Dominus, parce que vous aurez acquis la mentalité de Dominus, une façon de voir tout à fait contraire à celle que vous avez énoncée tout à l'heure.

Et vos ouvriers, à ce moment, vous succéderont dans le développement de la thèse marxiste ; au moins aussi longtemps qu'ils seront ouvriers, car si l'un d'entre eux à son tour accède au patronat, il raisonnera alors comme Dominus et comme vous, Servus, patron. On n'a pas d'exemple d'une conduite contraire.

Sans parler de Dominus qui a tenu peut-être la théorie ouvrière, quand il était ouvrier, et la tiendrait sans doute à nouveau, s'il redevenait ouvrier.

Je suis donc porté à penser que mon jugement désintéressé, objectif, est plus près de la vérité que celui de chacun de vous qui est exclusif et se transforme en thèse contraire lorsqu'un de vous change de situation sur l'échiquier économique.

Mon cher Servus, votre rêve ne semble pas devoir de sitôt prendre corps. Rendez-vous compte que la justice se rencontre avec votre intérêt bien compris pour accepter le rôle de collaborateur qui relève votre dignité, quoi que vous en disiez, et vous attribue la part — ou une fraction de la part — qui vous revient légitimement. Et ce procédé de participation aux bénéfices vous rendra la besogne plus attrayante et plus productive.

Le prix de revient du produit pourra s'abaisser, de ce côté, comme consommateur, vous recueillerez un nouvel avantage.

Et puis, les préventions entre votre patron et vous s'atténueront ; vous vous apprécierez mieux, vous connaissant mieux ; peut être la confiance et l'estime naîtront elles d'une collaboration plus intime.

Peut-être peu à peu obtiendrez-vous une part de contrôle, puis de gestion qui vous amènera au plein rôle d'associé.

Votre éducation économique se faisant vous vous rendrez mieux compte alors si la transformation du régime économique est désirable et possible.

CHAPITRE V

Quelques patrons la pratiquent, mais basée sur l'idée de bonté. Thèse de Benevolus

Ayant entendu ces trois thèses divergentes, nous pensions avoir fait le tour de la question du bénéfice et de son partage.

Il nous restait à réfléchir et à nous former une opinion personnelle.

Mais voilà qu'intervient un quatrième personnage.

Notre ami Bénévolus avait assisté à notre discussion. Il y avait pris le plus vif intérêt tout en demeurant silencieux. Il s'écrie :

Permettez-moi d'apporter une contribution topique à votre discussion doctrinale.

Je suis entrepreneur (j'exploite une fabrique de chaussures) et je pratique la participation du personnel ouvrier aux bénéfices de l'entreprise.

Je suis un fervent adepte de cette institution, de ce procédé économique et l'estime propice à amener l'entente entre le capital et le travail.

Pourtant je ne suis en complet accord avec aucun de vous trois. Il est donc à propos que je vous précise mes conceptions.

Avec Dominus je pense que le profit est bien l'exclusive rémunération des risques, des soucis, des mérites de l'entrepreneur.

Mais, contrairement à lui, j'estime que le patron peut en donner une partie à son collaborateur ouvrier.

Je pourrais alors paraître adopter la thèse de Benignus ; non ; j'en suis fort loin.

Benignus déclare que le profit est un fruit commun et c'est au nom de la justice qu'il en souhaite la répartition.

Je dis que le patron, propriétaire exclusif et légitime du profit total, peut le partager avec son ouvrier ; je lui conseille de le faire ; mais ce n'est pas au nom de la justice : c'est par pure bonté, par bienveillance.

Il se trouve qu'en fait l'agissement généreux du patron ne réduit pas son bénéfice ; son attitude lui amène l'attachement de son personnel, celui-ci laisse s'éteindre cette vieille antipathie qui règne d'ordinaire entre employeur et employé, il s'éloigne des grèves et des syndicats de lutte sociale, il s'intéresse davantage à la marche de l'entreprise ; il économise la matière première ; il fait connaître à son patron les améliorations qu'il voit possibles dans le processus technique.

Un rapprochement s'opère, le rendement est meilleur ; le patron et l'ouvrier s'en trouvent bien.

Je puis donc me féliciter de ma façon d'agir, mais je vous le répète, ce n'est qu'un acte de bienveillance que j'ai accompli — si j'admettais que ce partage est imposé par l'idée de justice ; que c'est un droit pour l'ouvrier, je mettrais en péril tout l'édifice économique.

L'ouvrier serait logiquement amené, en tirant de ce droit acquis toutes ses conséquences, à revendiquer un droit de contrôle, puis un droit de direction ; finalement il serait incité à annihiler le rôle de l'entrepreneur, puis à l'exproprier, gratuitement ou onéreusement.

Je m'élève donc contre les principes énoncés par Benignus, que je considère comme aveuglé par son désir de rapprocher les facteurs antagonistes.

S'il arrivait à convaincre Dominus, si celui-ci admettait

qu'il *doit* partager le bénéfice avec Servus, ce dernier aurait vraiment tort de boudier plus longtemps.

Qu'il accepte alors ; ayant un pied dans la place il en aura bientôt pris quatre, et Dominus s'apercevra, qu'il a placé lui-même autour de son cou, la corde qui doit l'étrangler...

TROISIÈME PARTIE

Etude critique des diverses opinions présentées

CHAPITRE PREMIER

Qu'est l'homme ? Il vit sur cinq plans différents

Nous avons, dans les pages précédentes, exposé le mal économique profond dont souffre la société actuelle ; nous avons indiqué, ce que tous nous savons, que la guerre avait créé ce malaise ; nous avons ajouté qu'il était entretenu par l'antagonisme des collaborateurs de la production ; nous avons dit qu'un retour à la vérité économique serait d'autant plus lent, d'autant plus difficile, que le défaut d'entente persisterait entre l'entrepreneur et le salarié.

Nous avons précisé que le désaccord portait surtout, presque uniquement, sur la notion du profit et sur son attribution.

Sur le profit et sur la participation à ce profit des divers facteurs de la production, nous avons fait connaître les éléments du problème et les opinions divergentes des parties en cause et des théoriciens.

L'ouvrier dit que le profit est uniquement du travail qu'on lui a dérobé, : il considère comme illusoire toute offre de restitution d'une part de ce profit, sous forme de parti-

icipation aux bénéfices ; il espère et prépare une révolution économique qui lui restituera la totalité du fruit de son travail, seul élément important de la production.

Le patron dit que le profit est exclusivement dû à son initiative, à ses mérites, qu'il est la légitime récompense de ses efforts : il le garde en entier, il n'a pas à le partager, il s'est entièrement acquitté envers l'ouvrier en lui payant le salaire convenu en échange de la main-d'œuvre fournie.

Nous avons entendu le théoricien, le moraliste, dire :

Le profit est le fruit d'une œuvre commune, il est dû pour partie à des conjonctures extérieures favorables ; concurrence insuffisante, bénévolence du consommateur. Il est juste qu'il soit partagé selon une modalité équitable à instaurer, entre les divers facteurs de la production.

A côté de ces trois personnages, nettement campés, avec attitudes à la fois précises et divergentes, nous en avons un quatrième, au second plan : c'est un patron dissident ; il partage les opinions de son collègue : le profit est l'œuvre de l'entrepreneur et lui appartient exclusivement.

Mais ce deuxième patron, obéissant à un sentiment de bienveillance à l'égard de son collaborateur ouvrier, estime à propos de lui « donner » gracieusement, quoique n'y étant pas tenu, une part plus ou moins importante de son bénéfice.

Cela est pour lui une grosse satisfaction morale ; accessoirement il considère que son geste généreux n'entraîne pas pour lui de perte réelle ; il obtient de son partenaire une attitude meilleure, une collaboration plus attentive ; il constate avec plaisir qu'il a aidé, sans nuire à ses intérêts, à l'apaisement social, à la rareté des grèves, à l'amélioration de la production (d'où profit pour la société entière) ; à plus de bien-être chez ses collaborateurs. Il se trouve fortifié dans son attitude qu'il estime préférable de beaucoup à celle de son collègue l'entrepreneur intransigeant ; qui a jalousement absorbé tout le profit lui appartenant.

Soulignons seulement que ce quatrième personnage a été

mû, non pas par une idée de justice qui détruirait toute la thèse patronale qu'il adopte avec son collègue intransigeant, mais bien par un sentiment de pure générosité.

Pour ne rien laisser dans l'ombre, nous pourrions aussi parler d'un cinquième personnage, plus effacé encore.

A côté de l'immense majorité des ouvriers (au moins dans les milieux militants) qui ont parlé par la bouche de Servus, il y a des ouvriers socialistes-réformistes ou catholiques-sociaux qui sont favorables à l'entente avec le patronat, qui acceptent la participation aux bénéfices.

Ceux-ci, autant que leur attitude soit réfléchie, raisonnée, basée sur des principes étudiés, peuvent être considérés comme adoptant la thèse du théoricien Benignus ; ils estiment que le profit est le fruit d'une œuvre commune et ils en demandent le partage, conformément à l'idée de justice.

Ces trois thèses principales et ces deux thèses accessoires exposées, nous voulons essayer d'en entreprendre la critique, et de discerner quelle part de vérité chacune peut contenir, et quels principes peuvent nous conduire vers la disparition ou l'atténuation de cette crise économique, pour la commune satisfaction des antagonistes, entrepreneurs et salariés, et aussi du consommateur qui subit les conséquences du conflit. Ce consommateur d'ailleurs, disons-le en passant, n'étant généralement que l'envers du producteur, si bien que le Patron ou l'ouvrier qui verra améliorer sa situation comme producteur ne manquera pas, le plus souvent, d'en ressentir une amélioration également appréciable comme consommateur.

La question envisagée du profit et de son partage est, on nous l'accordera sans doute, avec la question de la propriété que nous n'examinerons pas ici, le point le plus délicat de l'économie politique.

Or, il n'y a une économie politique, ou une économie sociale, que parce qu'il existe des hommes vivant en société ; pour l'homme vivant isolé, il n'y aurait pas d'éco-

nomie sociale, le problème du profit et de son partage n'existerait pas.

Donc l'économie politique c'est un aspect du problème social, et la société n'est que la réunion de plusieurs hommes, et le problème social, c'est le problème humain.

Pour comprendre ce qu'est la Société, et dans la société l'économie politique, il nous faut savoir ce qu'est l'homme. Qu'est-il ?

Nous avons là, sous les yeux, un être humain.

Il vit sur cette planète terraquée.

Cette planète est son domaine, elle semble faite pour lui.

Mais lui est bien comme le produit, le phénomène, le résultat le plus élevé, le plus complexe, le plus délicat de ce milieu.

Il y a bien interdépendance, interpénétration entre ce milieu et l'homme. Plutôt que de voir une opposition, une antithèse entre l'homme et la nature, il nous semble plus logique de voir dans la planète, dans la nature planétaire, une œuvre unique, un ensemble harmonieux où l'homme occupe le sommet.

Et si enfantin que cela puisse paraître, qu'on nous permette de voir chez l'homme une succession d'aspects, de plans, qui s'élèvent en valeur et en délicatesse, qui comprennent les règnes visibles de la nature et quelque chose en outre.

Cette gradation de plans superposés, nous sera précieuse pour établir notre critique sur le point traité : le profit et son partage.

De l'ensemble, nous arriverons à un détail, sans rupture d'harmonie, et les lois de l'ensemble nous rendront plus aisé le jugement à porter sur le point particulier considéré.

A notre appréciation, l'homme possède en lui les trois règnes de la nature terrestre.

Il est un minéral : il l'est par son ossature, composée de molécules de chaux.

On sourit, en nous lisant, on nous fait remarquer : l'os

de l'homme s'est développé, a grandi, se nourrit. Bien sûr; mais chez l'adulte, le squelette n'est-il pas à peu près immuable; il reçoit des éléments nutritifs qui renouvellent et conservent ses cellules; mais, compte tenu de l'extrême lenteur de leur évolution, les minéraux ne sont-ils pas aussi soumis à des influences extérieures qui les transforment.

Par sa respiration, phénomène essentiel de sa conservation vitale, l'homme encore appartient au monde minéral.

La combustion qui s'opère dans ses poumons, oxygénant le sang, rejetant l'acide carbonique, n'est-elle pas un phénomène purement chimique, tout comme la chaleur du foyer produite par l'union du carbone du combustible et de l'oxygène de l'air ?

Un verre d'eau absorbée par l'homme rafraîchit son sang, lave ses reins et est rejeté au dehors, toujours à l'état liquide; ce liquide est bien du règne inférieur, minéral: il n'est ni plante, ni animal.

Donc, un peu gêné d'énoncer une idée qui paraîtra naïve, ridicule même, mais vainquant notre gêne et ayant le courage de notre conviction, nous disons :

L'homme renferme en lui, pour partie, le règne minéral (1).

(1) Notre travail déjà achevé nous trouvons un appui dans les lignes suivantes extraites du feuilleton médical du « *Temps* » du 18 mars 1923, signé du docteur François Helme :

Reportons-nous aux débuts du monde, à l'heure solennelle où la vie va éclairer la planète silencieuse de son flambeau immortel. La Bible nous dit que Jéhovah ayant pétri le limon de la terre en fit le premier être vivant. Je ne suis pas exégète pour deux sous et ma compétence en livres révélés s'est limitée au petit catéchisme de mon enfance: il me sera cependant permis d'affirmer, parce que les faits sont là pour le prouver, que l'homme fut réellement formé du limon de la terre.

Pour parler un langage plus moderne et plus scientifique, la nature ayant à créer la vie a fait, comme l'a dit le regretté Delage, « ce qu'elle a pu, avec ce qu'elle a pu et comme elle a pu ».

Comment a-t-elle opéré ? Elle a choisi dans le milieu extérieur

Nous trouvons aussi chez l'homme un aspect, une imitation du règne végétal : son système pileux ne donne-t-il pas l'impression de plantès, de celles qu'on rencontre dans l'échelle biologique à la limite des minéraux et des animaux. La chevelure de l'homme croît aussi vite, plus vite que les mousses et les lichens ; coupée, comme l'herbe des champs fauchée, elle repousse à nouveau.

Le phénomène de la nutrition, l'osmose qui fait passer les sucs utiles du chyle intestinal dans le torrent sanguin, ne peut-il se rapprocher de l'opération des radicules pompant dans le sol les sucs qui nourriront la plante et la feront croître, lui permettant de se reproduire.

Nous croyons pouvoir dire qu'il y a chez l'homme après le plan minéral, le plan végétal.

Nous arrivons au troisième plan : l'homme est un animal ; il a des organes physiques complexes, il a des muscles, il se déplace, il agit sur tout ce qui l'environne.

Remarquons que l'homme, comme beaucoup d'animaux, se nourrit d'animaux et de végétaux ; que les animaux se sont nourris de végétaux, que les végétaux ont puisé leur substance dans les minéraux ; qu'il y a donc entre ces trois règnes, non point superposition ou juxtaposition en phénomènes distincts, mais bien superposition avec absorp-

terrestre au marin, les éléments, métaux et métalloïdes, les plus directement à sa portée. D'abord la flamme de l'oxygène qui est partout dans l'air ; puis le carbone, l'hydrogène, l'azote, le calcium, le soufre, le phosphore, le sodium, le potassium, le chlore, le magnésium, le fluor et le fer : en tout, treize éléments qui sont à la base de tous les organismes, mono ou pluricellulaires, si simples ou si compliqués qu'ils soient.

Elle a utilisé aussi l'eau, ce maître-Jacque des organismes et qui tantôt sépare et tantôt réunit : là, elle prête ses deux molécules d'hydrogène pour quelque combinaison heureuse avec l'azote, et plus loin elle cédera aux humeurs son oxygène source de toute vie. Ah ! la bonne servante !

L'expérience et le bon sens montrent, en résumé, que la nature s'est servie des métaux et métalloïdes les plus communs à la surface de la croûte terrestre.

tion, et que le végétal renferme en soi le minéral dont il tire sa substance et sans lequel il n'existerait pas, et que l'animal renferme en soi le minéral et le végétal sans lesquels il n'existerait pas.

Nous nous estimons fondés à dire, même si cela semble enfantin ou banal : l'homme renferme en lui les 3 plans superposés de la nature : le plan minéral, le plan végétal, le plan animal.

Et cette gradation nous a paru propice à préparer l'examen de plans supérieurs.

Ces trois plans sont comme un socle sur lequel va se placer une œuvre plus délicate.

L'homme est un animal ; il n'est pas seulement un animal...

Dans l'homme nous constatons une région supérieure, supra-animale, supra-physique ; que nous pouvons appeler la région psychique ou région divine.

Dans cette région nous apercevons deux plans distincts ; tout d'abord, au-dessus du plan animal instinctif, nous voyons l'homme doué d'intelligence, de raison, de liberté.

L'homme comprend, discerne, apprécie, juge.

Sa raison lui fait distinguer le juste et l'injuste.

Le juste est l'équivalent du raisonnable, du logique.

La justice est la règle de bon sens qui s'impose dans les rapports sociaux, la seule règle qui assure la persistance du groupement social. Elle est au monde moral ce qu'est la loi de la pesanteur dans l'ordre physique.

En vain objecterait-on que la société humaine a pu durer malgré de nombreuses et graves injustices.

Ce n'a été jamais que de l'injustice relative ; il a toujours subsisté un peu de justice, juste assez pour laisser le groupe humain perdurer.

L'injustice absolue c'eût été un seul homme accaparant tous les biens, n'en laissant aucune parcelle à ses semblables qui seraient tous morts de faim.

L'injustice absolue aurait détruit la société.

L'injustice relative l'a laissée subsister dans la souffrance. Nous dirons donc qu'il y a chez l'homme au-dessus du troisième plan, du plan animal, égoïste, un quatrième plan : celui de la raison, de la justice...

Au-dessus nous apercevons un cinquième plan : celui des sentiments, des affections, de la générosité, de la bonté.

C'est le règne supérieur ; là l'homme s'éloigne davantage de l'animal ; il se rapproche de la nature divine si l'on conçoit un monde supérieur au nôtre.

Ce cinquième plan, celui de la bonté, nous le plaçons en dessus du plan de la justice, parce que dans celui-ci l'homme accorde à son semblable ce qu'il lui doit, logiquement. Dans le plan sentimental l'homme donne à son semblable plus qu'il ne lui doit. Là il se détache des misères, des nécessités du règne animal, il s'élève au-dessus des règles et des obligations sociales.

Il est presque un pur esprit. Et c'est sur ce plan qu'il goûte les joies élevées que donne la musique. La musique, langage divin, nourriture psychique, qu'on est étonné de voir accorder aux hommes, car elle implique une nature tellement supérieure qu'elle devrait, semble-t-il, demeurer l'apanage des dieux.

N'est-il pas surprenant de voir l'homme attaché aux règnes inférieurs, ayant besoin sous peine de cesser de vivre d'une nourriture quotidienne, d'un sommeil quotidien, comme tout animal, et de le voir apte à goûter profondément les voluptés immatérielles de la musique ?

Voici l'homme se montrant à nous avec ses cinq plans superposés, avec ses trois natures : animale, raisonnable, sentimentale.

Cela va nous aider à mieux comprendre ses actes.

Lorsque nous voudrions comprendre la logique de sa conduite, il nous faudra discerner s'il agit sous l'impulsion de son égoïsme, sur le conseil de sa raison ou sous l'influence de son sentiment.

Est-il besoin d'ajouter que ces trois natures humaines, ces trois plans, ne sont pas comme des planchers métalliques, rigides, sans communication.

Ils sont plutôt comme les couches géologiques que les secousses sismiques ont mélangées, ou comme des couches de nuages superposées d'épaisseurs inégales, plus ou moins entremêlées.

Et le difficile, justement, est de discerner, dans tel ou tel acte humain, sur quel plan s'appuie le ressort qui fait agir l'homme, ou dans quelle mesure chacun de ces plans sert d'appui aux ressorts agissants.

Mais la distinction de ces plans, présente à l'esprit, aidera beaucoup à discerner les mobiles des agissements humains.

En ce qui concerne les phénomènes économiques, et plus particulièrement les opérations de production et de répartition qui nous préoccupent, la séparation des plans saute aux yeux.

Jusqu'à ce jour, le processus économique s'est opéré sur le troisième plan, le plan animal, physique, égoïste, amoral.

Et nous saisissons alors la logique de la thèse de Dominus et de celle de Servus. L'un et l'autre se tiennent sur ce troisième plan. Nous comprenons pourquoi Benignus tient un langage différent, auquel Dominus et Servus demeurent réfractaires. Il se place, lui, sur le quatrième plan, sur le plan de la raison, de la justice.

Sur ce même plan, se placent, plus ou moins inconsciemment, les ouvriers réformistes et les catholiques sociaux qui partagent la façon de voir de Benignus.

Sur ce plan encore, les patrons s'il en existe, qui admettent la thèse de Benignus. Le profit fruit d'un labeur commun, partagé.

Nous comprenons également l'attitude de Bénévolus ; il se place sur le cinquième plan.

Il adhère, quant aux principes économiques, aux conceptions de Dominus, patron s'attribuant exclusivement le

bénéfice ; il rejette l'idée de justice invoquée par Benignus.

Mais il a une âme généreuse, il est porté à faire le bien ; il veut donner, il donne plus qu'il ne doit.

Il offre gracieusement à ses collaborateurs une part de « son bénéfice ». Et souhaitant de voir la paix parmi les hommes, il constate avec joie que son geste généreux a contribué à un peu plus de paix sociale ; il constate avec satisfaction que sa bonne action a reçu une récompense qu'il n'avait pas absolument escomptée : ses intérêts n'ont pas souffert, tout au contraire.

CHAPITRE II

.La préoccupation des causes premières. Il faut s'en tenir aux causes secondes.

Toutes les choses, dirait M. de la Palice, ont un commencement, un milieu et une fin.

Mais derrière une affirmation d'apparence banale, on peut trouver une pensée profonde, donnant lieu à des réflexions sérieuses.

Le globe terrestre ; l'homme, c'est le milieu... Il y a quelque chose avant, il n'y a pas seulement l'année 1923, une planète terraquée, des hommes vivant sur cette planète ; l'esprit humain recherche d'où vient ce monde dont il fait partie.

Et lorsque l'homme cessera de vivre, lorsque la planète, selon les prévisions admises sera refroidie, la source de chaleur éteinte, il y aura quelque chose, et l'esprit humain cherche à deviner ce que cela sera.

Or, ce commencement, cette fin, la science humaine les ignore ; elle ne peut se constituer, cette science, justement que parce qu'elle se borne à voir le milieu des choses ; elle se limite à observer ce qui est (non ce qui a été ou ce qui sera), à constater le jeu des causes et des effets, dans ce « milieu » des choses et a en formuler ces lois générales qui constituent la science elle-même.

Un esprit curieux n'est-il pas incité à vouloir tout comprendre, à ne pas se contenter du milieu des choses, à vouloir connaître non seulement le comment, mais aussi le pourquoi des choses, estimant qu'il ne comprend com-

plètement le comment que s'il connaît aussi le pourquoi ?

Cet esprit curieux interroge ceux qui l'ont précédé dans la carrière.

Sa curiosité ne sera pas pleinement satisfaite.

Il voit devant lui trois hommes qui lui tiendront un langage différent.

Le premier lui dira : « il n'y a jamais eu que de la matière et du mouvement ; tout s'explique par les combinaisons de la matière et du mouvement. »

Le second lui dira : « il est aisé de voir dans l'harmonie universelle une volonté consciente qui a délibérément constitué l'univers sur des bases déterminées une fois pour toutes. Toutefois, cette volonté consciente ne s'est pas révélée à nous, faibles créatures. Nous ne pouvons que la deviner et l'admirer par intuition. »

Le troisième lui dira : « Ce spiritualiste a raison, il y a un créateur ; mais il ne possède qu'une part de vérité, nous en savons plus long que lui. Nous connaissons l'identité, le caractère, le domicile de ce créateur ; bien mieux ; nous sommes ses mandataires par procuration authentique et nous pouvons en son nom, au moins dans la faible mesure de nos facultés humaines, vous faire connaître sa façon de procéder et son but, donc vous révéler le commencement et la fin des choses ».

Il se retourne alors vers un quatrième personnage qui, lui, est un être humain limitant ses observations sur le milieu des choses, un savant se contentant de bâtir sa science humaine sur des causes secondes, sur ce qu'il a à sa disposition.

Il lui dit : « lequel mérite crédit, du matérialiste, du spiritualiste ou du dogmatique ?

Comment les départager ?

Quelle méthode employer pour peser leurs arguments et savoir si l'un des trois en formule qui soient réellement irréfutables ? »

Et le mentor de lui répondre : « Tu n'as qu'à faire de

vouloir résoudre un tel problème, qui dépasse les facultés humaines.

En tous cas, tu y passerais de longues années, sans arriver à le résoudre ; des penseurs éminents l'ont abordé vainement, c'est-à-dire sans pouvoir fournir une solution qui s'impose à tous. Chacun d'eux, dans l'une des trois voies entrevues tout à l'heure, ne fait que se confirmer soi-même dans la conviction où le pousse son sentiment, son tempérament.

Veux-tu tenter un travail scientifique, une thèse d'économie politique ? Qu'il te suffise d'employer la méthode dont se servent tous les savants. Etudie sur causes secondes, appuie-toi sur les faits constatés, admis unanimement, sur les lois certaines, constantes, découlant de l'enchaînement des causes et des effets, qu'on peut reproduire ou tout au moins constater chaque jour, sans déconvenue aucune. Et ta science, ton balbutiement de science, comme toutes les sciences humaines cadrera nécessairement avec les trois thèses de tes premiers interlocuteurs, à supposer successivement chacune des trois hypothèses irréfutablement démontrée. Il est aisé de voir que la science humaine, modeste, basée sur ce que l'homme voit et observe, s'y adapte et s'enchaîne sans hiatus.

Ainsi l'astronomie constate l'attraction des astres, leur circulation régulière ; les lois découvertes, précisées, n'ont pas à être modifiées selon qu'on adopte la thèse du matérialiste, du spiritualiste ou du dogmatiste.

Etudie les phénomènes économiques comme un astronome étudie les phénomènes célestes, objectivement, et comme lui laisse à la porte du laboratoire toutes opinions philosophiques, politiques et sociales. »

L'esprit curieux que nous avons mis en scène se rangera évidemment à ce sage avis ; faisons comme lui.

Toutefois, avant de nous mettre à l'ouvrage selon les règles purement objectives de la science, qu'on nous permette d'exprimer ce regret :

« Nous aurions été heureux de pouvoir résoudre le problème métaphysique tout d'abord, nous aurions contenté notre soif de tout savoir, de tout comprendre. »

Il nous semble que si la connaissance des causes premières était accessible à l'esprit humain, l'étude des sciences prendrait un intérêt beaucoup plus palpitant.

Un astronome éprouve les plus vives joies intellectuelles à découvrir les règles qui président à l'équilibre harmonieux du perpétuel mouvement des astres.

Sa satisfaction intellectuelle ne serait-elle pas poussée à un degré plus élevé s'il savait pourquoi les choses sont ainsi, s'il connaissait la cause de cette attraction universelle.

Songez à la loi de la pesanteur qui régit toute notre vie planétaire. Une seconde de distraction, un instant de suspension de la règle et notre monde n'existerait plus, l'atmosphère se détacherait du globe, l'homme n'aurait plus les pieds au sol, les plantes ne seraient plus attachées par leurs racines à la terre, dont tous les matériaux se disperseraient.

Savoir pourquoi il y a des étoiles et des planètes et pourquoi elles se font équilibre, pourquoi la vie se continue sur notre globe, mais cela, pensons-nous, rendrait la science astronomique, déjà si captivante, d'un intérêt extraordinaire.

De même si l'on savait qui a fait l'homme et pourquoi il est d'une telle nature, cela donnerait au processus économique une compréhension totale, une logique entière qui rendrait l'étude de la sociologie intensément curieuse.

Nous ne serions plus incités à dire : pourquoi l'homme agit-il d'une façon qui semble si contraire à son bonheur, à l'idée de justice, à la logique apparente.

Tout serait clair, évidemment...

Mais le sage mentor nous dit : « enfant ! Comment souhaiter, étant un être borné, éphémère, d'avoir la connaissance infinie, qui ne peut s'adapter qu'à un être infini.

Ainsi fixé, vous ne pourriez plus vous contenter de la condition d'être borné et éphémère. Votre tête éclaterait, vous perdriez la raison, peut-être seriez-vous poussé au suicide. »

Bien sûr, nous n'avons qu'à nous incliner, à accepter les conseils d'un homme plus instruit et plus sage.

Mais tel le liège remontant invinciblement sur l'eau dès qu'il est libéré, notre esprit est toujours ramené à ce point d'interrogation :

« Pourquoi les choses et les hommes sont-ils ainsi ? »

Il semble bien qu'une telle disposition n'est pas une tare dont il faille s'excuser et se libérer, car on voit ce souci persister dans l'esprit de grands savants qui, tout en étudiant, en développant les sciences sur causes secondes, aiment à les rattacher aux causes premières que leur sentiment (le cinquième plan) les incite à considérer comme admissibles.

A ce propos, qu'on nous permette de détacher cet extrait du discours lu par M. Georges Goyau, le 15 février 1923, lors de sa réception à l'Académie Française, comme successeur de M. Denys Cochin :

« Il n'y a pas de générations spontanées, Denys Cochin l'avait lui-même vérifié. Dans son livre *L'Evolution et la Vie* publié en 1886, il transmet aux philosophes ce message de Pasteur. Comment croire désormais, comme le prétendait Spencer, que le monde minéral, le monde de la vie, le monde moral, ne fussent, sous des modes différents, qu'une même force mystérieuse, inconnaisable, et mystérieusement transformée par d'inconnaisables avatars ?

« M. Cochin, chimiste, établissait que la matière inerte et le germe vivant, forment deux ordres différents ; toute une moitié du système de Spencer succombait. Et M. Cochin, philosophe, avait dès lors la partie belle pour affirmer, contre l'autre moitié de ce système, l'existence d'un troisième monde, d'une troisième création, le monde moral, l'âme humaine.

« Il revient à la charge, en 1895, dans son livre *Le Monde*
« *Extérieur*. Devant les savants qui, volontiers, se fussent
« passés de métaphysique, il convoquait idéalistes et sen-
« sualistes ; les premiers disaient en souriant : La matière
« n'est pas ; et les seconds en ricanant : le monde des idées
« n'est rien. Et les savants étaient au rouet, doutant tour
« à tour et même simultanément de leurs sens et de leur
« pensée. Mais Denys Cochin les rassurait, les réconfortait,
« leur montrait comment au delà du monde des sensations
« la raison reconstitue la matière pure et reconstruit un
« monde réel. Ils avaient donc à se réjouir qu'elle ne fût
« point cette raison, je ne sais quelle aveugle transforma-
« tion d'une force inconnaissable, mais qu'elle fût au
« contraire, une puissance distincte, puissance qui connaît,
« qui maîtrise, et qui règne — qui règne en se soumettant,
« lorsque se soumettre c'est encore régner ; et c'est en
« proposant à la raison des savants un acte de foi dans la
« véracité divine que Denys Cochin leur rendait con-
« fiance dans les données mêmes de leurs sens, et dans
« la possibilité d'une science. La science, concluait-il,
« reste étroitement liée à la métaphysique, on peut
« même dire qu'elle en fait partie. »

Ces paroles démontrent le souci chez ces savants, doublés de philosophes, de rattacher la science à quelque chose qui la dépasse.

Ces paroles nous encouragent à soutenir qu'il serait intéressant de pouvoir rattacher le problème économique, qui est un problème humain, au problème métaphysique supra-humain.

Nous ne le ferons pas, regrettant de pouvoir le faire avec certitude.

Nous sommes incapables de départager M. Denys Cochin et M. Spencer.

Toutefois, nous constatons que notre démonstration des cinq plans, des attitudes successives de l'homme agis-

sant selon le ressort égoïste, raisonnable et sentimental, cadre aussi bien avec la thèse évolutionniste-matérialiste, qu'avec la thèse spiritualiste-dogmatique, et même la thèse intermédiaire spiritualiste non dogmatique.

CHAPITRE III

L'économie politique envisagée comme science naturelle ou science morale.

En examinant la notion de profit et la participation aux bénéfices, nous traitons une question scientifique.

De quelle science traitons-nous ?

D'économie politique.

Mais comment classons-nous l'économie politique ? La dirons-nous une science exacte, ou tout au moins une science naturelle ?

Ou penserons-nous préférable de la classer parmi les sciences morales et sociales ?

Selon que nous la rangerons dans l'une ou l'autre catégorie, des méthodes différentes interviendront ; le point, de vue, pour l'examen des questions qui nous préoccupe, variera, et l'on aboutira ainsi à des conclusions divergentes.

Il semblerait que la question ne doit pas se poser et que l'économie politique ait toujours été classée parmi les sciences morales et sociales.

Pourtant, en dépit de cette étiquette, il apparaît bien que cette discipline est exposée, selon des points de vue, avec des méthodes qui, chez certains doctrinaires, lui donnent plutôt figure de science naturelle, et chez d'autres de science sociale et morale.

M. Gide, à la page 3 de son cours d'*Economie politique* s'exprime ainsi :

« Cette science tend à se diviser aujourd'hui en deux disciplines ou ordres d'études :

« D'une part, l'*Economie politique pure* (qu'on appelle parfois l'*Economique*) étudie les rapports spontanés qui se forment entre des hommes vivant en masse, comme elle étudierait les rapports qui se forment entre des corps quelconques. « Ces rapports nécessaires qui dérivent de la nature des choses, » comme disait Montesquieu. Elle ne se propose pas de les juger, pas plus au point de vue moral qu'au point de vue pratique, mais seulement d'expliquer ce qui est.

« Par là, elle déclare se constituer comme science exacte et même prétend pouvoir employer la méthode mathématique.

« D'autre part, l'*Economie sociale* étudie plutôt les relations volontaires que les hommes créent entre eux, sous forme d'associations, de législations ou d'institutions quelconques, en vue d'améliorer leur condition. Elle se propose de rechercher et d'apprécier les meilleurs moyens pour atteindre cette fin. Par là, elle participe plutôt au caractère des sciences morales en recherchant *ce qui doit être*, et au caractère des arts, en recherchant *ce qu'il faut faire*. Aussi est-elle désignée parfois, surtout par les économistes allemands, sous le nom de *Politique sociale* ».

« L'*Economie sociale* ou *Politique sociale* ne doit pas être confondue avec l'*Economie politique appliquée*.

« L'*Economie politique appliquée* indique les meilleurs moyens d'accroître la richesse d'un pays, tels que banques, chemins de fer, systèmes monétaires ou commerciaux, etc... tandis que l'*Economie sociale* cherche surtout à rendre les hommes plus heureux en leur procurant non seulement plus d'aisance, mais plus de sécurité, plus d'indépendance, plus de loisirs, et, par conséquent, s'occupe plus spécialement de la classe ouvrière.

« Ces deux sœurs vivent dans deux mondes différents et ne sympathisent guère : l'une dans le monde des affaires, et l'autre dans les comités de réformes sociales. »

Par ailleurs, nous lisons dans le cours d'*Economie sociale* de Ch. Antoine (p. 5), les lignes suivantes :

« L'objet propre de l'économie politique est donc l'activité de l'homme dans l'ordre des intérêts matériels.

« Les intérêts matériels, la richesse, peuvent être envisagés d'une manière abstraite, étudiés *en soi* sans aucun rapport avec l'ordre moral, le bien social ou l'intérêt national. C'est ainsi que la plupart des économistes contemporains, appartenant à l'enseignement officiel en France, considèrent la science économique. Pour ces auteurs, l'*Economie politique* est la science des richesses tout court », science matérielle, science d'observation, science indépendante qui déduit les phénomènes, classe les faits, constate beaucoup, prévoit très peu, et abandonne à l'art économique le souci de la morale, le soin de l'intérêt national et du bien social. Cette conception nous paraît étroite, car l'économie politique est essentiellement sociale ».

Nous pourrions multiplier les citations ; les deux ci-dessus suffisent à justifier notre préoccupation : faut-il classer l'économie politique comme science naturelle ou comme science morale ?

Nous ne répondrons pas, quant à présent, à la question.

Nous constaterons seulement que, selon le classement choisi, on emploiera une méthode différente, aboutissant à des conclusions différentes.

Si l'on dit l'économie politique science naturelle, il ne saurait être question de moralité ou d'immoralité, on étudiera des forces en présence, on constatera leurs effets.

Si l'on dit l'économie politique science morale, on rapportera les faits à la règle éthique et l'on dira telle solution est commandée par l'idée de justice.

Or, l'étude critique que nous voulons aborder des thèses exprimées plus haut par Dominus, Servus, Benignus et Bénévolus sera rendue plus aisée, si l'on détermine tout d'abord à quelle discipline obéit l'opinant.

CHAPITRE IV

Examen critique. Jusqu'à ce jour l'économie politique a été science naturelle.

Dans les pages précédentes, nous avons, dans la mesure de nos moyens, rappelé la définition du profit et celle de la participation aux bénéfices, exposé les diverses théories qui prétendent expliquer la nature, l'origine, la légitime appropriation du profit ; développé les divers systèmes expliquant les uns la participation aux bénéfices dans l'application qui en a été faite, les autres en préconisant l'extension, facultative ou obligatoire ; d'autres encore la repoussant, ceux-ci se partageant en camps antagonistes, basant leur hostilité sur des motifs diamétralement opposés.

Nous avons observé que les uns s'appuyaient sur un mobile d'intérêt étroit et égoïste, les autres sur un mobile d'intérêt plus largement compris, les troisièmes sur un sentiment de bienveillance ; les quatrièmes sur une idée de justice.

Nous avons eu l'occasion d'exposer qu'il était possible de considérer l'Economie politique soit comme une science naturelle, soit comme une science morale.

Cette distinction nous a paru précieuse comme permettant de comprendre le développement d'un phénomène et sa logique, si on examine ce phénomène à l'aide de la discipline qui lui convient.

Nous avons, cédant à la pente naturelle de notre esprit, voulu relier notre étude à l'examen des causes premières, ayant l'intuition que le physique a un lien mystérieux avec

le métaphysique, lien qu'il serait précieux de connaître.

Nous avons renoncé à cette recherche — interdite à nos faibles moyens intellectuels — en admettant toutefois avec netteté que nos conclusions sur causes secondes, que nos résultats dans notre recherche sur le domaine scientifique, demeureraient valables, quelque soit le système métaphysique qu'on serait tenté d'adopter : dogmatique, spiritualiste, ou matérialiste. Nous avons montré que l'être humain, outre une nature animale, que nous avons défini le plan physique, égoïste, portait en lui une nature supraphysique (autrement dit psychique ou divine) que nous avons décomposée en deux plans : d'abord le plan de l'intelligence, de la raison, de la justice, puis le plan du sentiment, de la bonté.

Cette décomposition en trois plans : physique, raisonnable, sentimental, nous servira pour pénétrer les mobiles des agissements humains dans le domaine de l'économie politique, science naturelle, et dans le domaine de l'économie politique, science morale ; elle nous rendra mieux saisissable l'attitude des tenants des divers systèmes que nous aurons à examiner au sujet du profit, de son origine, de son appropriation exclusive ou de son partage.

Nous voulons à présent nous livrer à un examen critique des systèmes et des idées précédemment exposées. Nous avons à étudier, si nous voulons classer et voir successivement les divers systèmes énoncés, cinq attitudes principales :

Chacune d'elles porte à la fois sur la question du profit et sur la question de son partage.

Les deux questions sont liées ; le parti qui est pris sur le profit sert de base, de point de départ au parti qui est pris au sujet de la participation. Toutefois, si chaque thèse sur la participation découle d'une conception préalable de l'idée de profit, répétons qu'une même conception de l'idée de profit peut servir de point de départ à des opinions divergentes sur la participation.

Première thèse :

L'économie politique est une science naturelle.

Le profit appartient en entier à l'entrepreneur.

Le profit ne doit pas être partagé.

C'est la thèse patronale sur plan égoïste.

Nous l'appelons : théorie patronale de l'intérêt étroitement envisagé.

Deuxième thèse :

L'économie politique est une science naturelle.

Le profit appartient en entier à l'ouvrier.

Il lui est dérobé, on doit le lui laisser.

L'ouvrier n'aurait pas à le partager.

C'est la thèse ouvrière sur plan égoïste.

Nous l'appelons : théorie ouvrière de l'intérêt étroitement envisagé.

Troisième thèse :

L'économie politique est une science naturelle.

Le profit appartient en entier au patron.

Mais le patron a intérêt à en abandonner une partie à son collaborateur-ouvrier. La production est améliorée ; la part de profit du patron n'est pas diminuée ; il obtient en outre et accessoirement une satisfaction d'ordre sentimental : ses rapports avec son collaborateur sont améliorés, plus agréables.

C'est la thèse patronale sur plan égoïste, mais avec une vue plus large et avec une faible part de sentiment.

Nous l'appelons : théorie patronale de l'intérêt largement envisagé. C'est le système Leclaire ; c'est la première application de la participation aux bénéfices.

Quatrième thèse :

L'économie politique est une science naturelle, mais l'entrepreneur qui, dans le domaine de la production, est soumis à cette discipline de science naturelle, est en même temps un être vivant moralement, soumis par ailleurs à la loi morale. Il peut et il doit dans son rôle d'entrepreneur,

concilier ses devoirs moraux avec ses droits économiques.

Le profit appartient en entier à l'entrepreneur.

L'entrepreneur n'est pas tenu, obligé, ni par la logique du processus économique, ni par la loi écrite, ni par la loi morale, d'accorder une part de son profit à son ouvrier.

Mais ayant une haute culture morale, retirant de son entreprise un profit légitime qui lui assure plus que le nécessaire, il se place sur le cinquième plan, sur le plan sentimental ; il cède à un sentiment généreux, à une idée de bienveillance, et il estime à propos « de donner » à son collaborateur ouvrier, à titre bénévole, une part de son profit.

Il a écouté la morale édictant la règle de charité.

Son industrie est ancienne, assise ; son personnel sérieux ; il ne craint pas de prendre un engagement ferme et de durée indéfinie ; il se réserve toutefois de pouvoir modifier sa façon d'agir s'il le juge utile un jour ou l'autre. C'est un engagement unilatéral, une sorte de donation, valable d'année en année, renouvelée, mais pouvant cesser à la volonté du donateur.

Il est donc inutile d'envisager l'institution de la participation aux bénéfices comme une société. Ce n'est pas même un contrat de louage amélioré ; il n'y a qu'apparence de contrat consensuel ; c'est une donation renouvelée chaque année.

Ce patron altruiste, bienveillant, s'engage avec prudence, après réflexion, études, essais.

Il se rend compte que sa bienveillance ne sera pas onéreuse. Ses collaborateurs-ouvriers, reconnaissants, ont plus de cœur à l'ouvrage.

Le patron constate que, malgré cette amputation bénévole, la part de bénéfice qui lui reste est aussi forte qu'avant l'application de ce système ; ou si son solde bénéficiaire annuel est légèrement diminué, il s'en trouve largement récompensé par la satisfaction morale qu'il ressent, les rapports plus cordiaux qu'il entretient avec son personnel.

De plus, il constate que les risques de grèves se trouvent sensiblement atténués ; son entreprise marche mieux et plus agréablement.

C'est la thèse patronale sur plan sentimental avec accompagnement accessoire d'une vue utilitaire.

Nous l'appelons : thèse de la bienveillance patronale.

Cinquième thèse :

L'économie politique, ou économie sociale, est (ou devrait être) une science morale. Le profit est le résultat des efforts et des mérites communs de l'entrepreneur et du salarié et aussi des conjonctures extérieures favorables.

Le profit doit être équitablement partagé entre le patron et l'ouvrier, selon des modalités à instaurer, suivant un accord honnêtement débattu.

C'est la thèse des théoriciens, idéalistes, moralistes, sur plan de justice.

Nous l'appelons : théorie des moralistes s'appuyant sur l'idée de justice.

Nous avons vu, dans ces cinq thèses, les intérêts s'affronter et parfois l'idée de justice intervenir et l'idée de bonté apparaître. Mais nous avons laissé dans l'ombre un personnage dont l'action pourtant n'est pas négligeable : l'Etat.

Dominus, le patron de la première thèse, imbu d'économie politique libérale dit à l'Etat : « laissez faire », bornez-vous à assurer la sécurité publique.

Servus l'ouvrier de la deuxième thèse déclare : je veux m'emparer du pouvoir politique ; l'Etat ce sera moi, l'ouvrier, seul facteur utile de la production ; devenu l'Etat je dirai : Tout appartient à la collectivité ; l'ouvrier administrera cette propriété commune ; tout le fruit de son travail lui appartiendra ; il n'y aura plus de bénéfice, car il sera incorporé dans la rémunération du travail.

Le tenant de la troisième thèse, Leclair, si l'on veut ;

dit à l'Etat : laissez-nous, mon ouvrier et moi, nous arranger au mieux.

Le tenant de la quatrième thèse, Chaix si l'on veut, tient le même langage.

Quant aux partisans de la cinquième thèse, il faut distinguer.

Les uns se limitent à dire à l'Etat :

Favorisez l'avènement de l'idée de justice dans les rapports économiques. Faites des lois qui encouragent à la participation aux bénéfices.

Les autres, d'un zèle plus ardent, diront à l'Etat :

Puisque l'idée de justice impose le partage du profit; mettez le droit écrit en accord avec l'idée de justice ; rendez la participation obligatoire.

En fait, subissant ou non ces invitations, ces prières, ces objurgations, qu'a fait l'Etat ?

La Révolution française (ne remontons pas au delà; puisque le problème qui nous occupe est fils du XIX^e siècle), a répondu au vœu de l'école libérale et restauré l'entière liberté de l'industrie, du commerce, du travail.

L'Etat régent les plans politiques, financiers, judiciaire; de sécurité, de police, mais il « laisse faire » sur le plan économique.

La grande industrie se développe.

La main-d'œuvre est traitée comme une marchandise, l'ouvrier est opprimé. Les enquêtes opérées en Angleterre et en France (D^r Villermé), révèlent les abus criants du patronat. Nous sommes là, en plein sur le plan égoïste; c'est la lutte de forces brutales antagonistes.

L'Etat se rend compte qu'il doit intervenir.

Une loi est votée pour protéger, bien timidement, l'enfance ouvrière.

C'est la première intervention de l'Etat.

Il importe de déterminer, comme nous l'avons fait pour les cinq thèses précédemment exposées, sur quel plan se place l'Etat, quelle idée l'incite à agir.

Ce n'est pas l'idée de justice pure qui meut l'Etat ; il ne se place pas — au point de vue économique tout au moins — sur ce quatrième plan où nous avons placé la raison et la justice.

Ce serait en matière de production et de répartition accepter un rôle bien difficile à remplir, entrer dans le détail de toutes les questions économiques et en régler le jeu.

Ce serait même une tâche impossible ; on n'oserait la confier à un chef d'Etat autoritaire, maître absolu, à le supposer aussi « bon tyran » qu'on le voudra.

L'Etat ne se place pas non plus sur le troisième plan, purement égoïste ; on ne peut guère le considérer comme une force en lutte avec celles étudiées, n'ayant comme elles d'autres soucis que de réaliser des gains.

L'Etat se place à côté, ou si l'on veut à un degré intermédiaire, à une sorte d'entresol entre le troisième et le quatrième plan. L'Etat s'en tient à son rôle d'administrateur public, assurant les services utiles à tous. Son souci primordial est d'assurer la sécurité et l'ordre public. L'ordre maintenu, il laisse les forces économiques s'affronter.

Mais si l'ordre public est menacé, l'équilibre social rompu, la société menacée dans son armature, alors l'Etat intervient, cherche la cause du mal, et si le remède exige son intrusion dans le processus économique, il n'hésite pas à le faire, à intervenir par des mesures exceptionnelles ; le salut public l'exige.

Une calamité atteint une industrie nationale, une région ; l'Etat accorde des secours, prend des mesures douanières ou autres pour tarir ou atténuer le mal. La guerre éclate : l'Etat fait plier pour le salut général le principe de la propriété intangible : il réquisitionne, exproprie ; il paiera plus tard ou même, comme pour les loyers, ne donnera qu'une indemnité partielle et parfois refusera toute indemnité.

En dehors de ces secousses violentes, l'Etat aperçoit un mal qui se développe lentement et menace de ruiner ou d'affaiblir la nation : il intervient, il légifère.

Permettre l'emploi de la main-d'œuvre sans limitation de durée, c'est consentir au dépérissement des classes laborieuses ; l'Etat limite la durée du travail.

Les conditions défectueuses d'installation des ateliers vont produire un résultat néfaste : l'Etat ordonne des conditions d'hygiène et de sécurité.

Le machinisme se développe et les accidents dans le travail se multiplient : beaucoup d'ouvriers, rendus infirmes, n'ont pu établir une faute de leur patron et sont réduits à la misère.

Cela constitue un malaise social, point de départ d'une agitation croissante dans la classe ouvrière et chez les doctrinaires interventionnistes. L'Etat apporte remède à ce malaise par la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail.

Nous pourrions multiplier les exemples.

Les libéraux disaient à l'Etat : ne vous occupez de rien en matière économique, laissez se faire le jeu naturel des forces.

Les moralistes disent à l'Etat : votre devoir est de faire régner l'idée de justice dans le monde de la production ; intervenez constamment et partout.

L'Etat, cédant seulement à la nécessité d'assurer l'ordre social, n'est intervenu jusqu'à présent que dans la mesure où il le fallait pour éviter le trouble social.

Peut-être pourrait-on soutenir que l'Etat est acquis aux moralistes, aux interventionnistes et qu'il pousse à l'exécution de leur programme en édictant des lois d'ordre économique comme la loi de 1917 sur l'actionnariat ouvrier.

Il semble bien que ce n'est qu'une apparence.

L'Etat, sachant qu'il y a lutte entre le capital et le travail et que cette lutte peut, par la suite, mettre l'ordre public en péril, estime sage d'appliquer des remèdes pré-

ventifs : il conseille l'accommodement, la transaction et il offre aux parties litigantes un modèle de transaction.

En réalité, l'Etat ne prend pas la décision de régenter les phénomènes économiques, d'arbitrer entre le Capital et le Travail ; il se borne à sa fonction essentielle : maintenir l'ordre public, et il intervient dans les luttes économiques juste dans la mesure où il estime indispensable d'agir pour atteindre son but : faire durer la société dans l'ordre.

Nous constatons donc que pour l'Etat, jusqu'à ce jour, l'économie politique est une science naturelle ; il y a des forces naturelles ; dans des conditions normales, elles s'affrontent et créent le fait ; le droit édicté par l'Etat sanctionne le fait.

Ceci dans des conditions normales ; une perturbation se produit, un malaise se révèle : alors l'Etat intervient, légifère ; mais c'est pour rétablir le cours naturel des choses, la situation normale, dans laquelle les forces économiques continueront de se heurter.

L'Etat reste neutre dans le conflit que nous étudions.

Il garantit la liberté, c'est tout.

Dominus peut revendiquer la totalité du profit et l'absorber : il agit dans la liberté et dans le droit.

Servus s'efforce de reprendre une part de ce profit ; il dit qu'il l'obtiendra plus tard en totalité ; il agit dans la liberté et dans le droit.

Leclaire et ses ouvriers font un accord intéressé : liberté encore.

Chaix, par pure bonté, donne une part de ses bénéfices à ses collaborateurs : liberté toujours.

Surviennent les moralistes : les uns disent à l'Etat : l'idée de justice commande un partage du profit, usez de votre influence, poussez les intéressés à entrer dans cette voie.

L'Etat répond : l'entente des facteurs de la production au sujet d'une répartition mieux comprise sera évidemment

un élément d'ordre et de progrès. Je conseille volontiers aux intéressés d'entrer, librement, dans cette voie.

D'autres moralistes disent à l'Etat : votre devoir strict est d'imposer les règles de justice dans le monde économique; faites une loi rendant la participation obligatoire.

Cette fois, l'Etat répond : je refuse d'intervenir ainsi, despotiquement. La liberté est l'atmosphère indispensable à la vie économique, je ne dois agir qu'en cas de péril général.

* * *

Avant de pousser plus avant notre analyse, qu'on nous permette à propos de l'étude de ces questions de profit et de participation, un parallèle en l'état d'esprit où cette étude pouvait être abordée avant 1914 (de 1842 à 1914) et après la dernière guerre.

En 1913, l'examen du profit, de son origine, de son appropriation exclusive ou de son partage, apparaissait bien comme un problème relatif à la production ; en réalité, c'était le problème de la *répartition* qui attirait et retenait l'attention des écrivains économistes.

La production s'était constamment développée avec le machinisme ; cette production était suffisante et répondait à tous les besoins ; il y avait plutôt surproduction et cette surproduction donnait lieu à des crises périodiques, que nous n'avons pas le loisir d'étudier ici : cela déborderait le cadre que nous nous sommes tracé.

Les économistes, en étudiant le profit et sa répartition ne songeaient guère qu'à résoudre ce problème ardu, jusqu'à ce jour estimé insoluble, du conflit permanent existant entre le capital et le travail.

En 1923, le problème se présente sous un jour très différent. Il ne s'agit pas seulement du conflit — d'ailleurs plus aigu que jamais — entre les facteurs de la production. Ce phénomène est inclus, en quelque sorte noyé, dans un phénomène beaucoup plus grave, plus profond et plus vaste ;

ce mal dont la société entière (toutes les classes comprises, patrons et ouvriers, producteurs et consommateurs) souffre profondément, c'est l'insuffisance de la production.

Jusque-là, la Société ressentait un malaise de cet antagonisme permanent entre le capital et le travail ; aujourd'hui, la Société ressent une souffrance beaucoup plus vive du fait de la sous-production ; capital et travail souffrent à la fois et de leur vieil antagonisme et de cette sous-production ; ils souffrent plus encore du mal nouveau que du mal ancien.

Mais, cela se voit, le mal nouveau est aggravé, entretenu par le mal ancien.

Et le mal ancien est rendu plus aigu par l'avènement d'une situation économique déficitaire. Dès lors, en 1923, l'étude du profit et de la participation ne peut se limiter à un frottement douloureux dans l'ordre de la répartition ; elle ne peut aborder utilement son objet qu'en portant ses investigations sur le malaise profond qui règne dans l'ordre de la production.

Les deux maux dont souffre la société actuelle s'aggravent l'un l'autre ; un remède n'est efficace que si guérissant ou atténuant l'une des maladies, il guérit ou atténue l'autre.

Il s'ensuit que nous ne pouvons, comme nos devanciers, nous limiter à accumuler les faits d'expérience trouvés dans une Société économique normale, équilibrée, relativement prospère, et en dégager la lente évolution d'une institution économique telle que la participation aux bénéfices.

Si nous voulons faire une œuvre objective, dégager quelques éléments de vérité, il nous faut prendre les faits nouveaux que révèle l'époque actuelle, déséquilibrée ; constater le mal profond qui règne autant, et plus peut-être, dans la production que dans la répartition.

Ces faits nouveaux nous découvrent des conceptions différentes de celles admises jusque là, des pratiques nou-

velles ; nous sommes amenés, pour connaître le fond des choses, à discuter les idées autant que les faits, celles-là d'ailleurs génératrices de ceux-ci et les faisant comprendre.

* *

Nous disons que les deux faits : malaise dans la production, malaise dans la répartition, s'interpénètrent.

La production — pour un certain nombre de motifs nés de la guerre — est très difficile, insuffisante.

Il s'ensuit que le bénéfice de l'entrepreneur est rendu plus malaisé ; ce bénéfice est restreint, parfois nul ; pour beaucoup, n'ayant pas de réserves suffisantes, c'est la ruine.

L'ouvrier est atteint par le chômage ; la concurrence de la main-d'œuvre fait baisser le salaire.

Si l'ouvrier parvient à maintenir ou à faire augmenter son salaire, c'est pour lui un résultat décevant ; la production insuffisante fait élever le coût de la vie et le salaire réel s'en va en décroissant.

Par ailleurs, le conflit persistant entre le patron et l'ouvrier empêche une franche collaboration entre ces facteurs de la production ; l'ouvrier cède à la loi du moindre effort ; le patron persiste à traiter la main-d'œuvre selon le mode ancien.

Donc, la production ne s'accélère pas, la crise de sous-production ne se dénoue pas !

Entrepreneur et salarié sont, par leur antagonisme, dans une certaine mesure, les auteurs de cette insuffisance de production et ils en sont les victimes. /

Le pire est que ni l'un ni l'autre ne voit la réalité de ce cercle vicieux.

La solution du différend entre ces deux facteurs de la production présente donc en 1923 une importance, une urgence infiniment supérieure à ce que l'on pouvait envisager en 1913. Et si les uns et les autres étaient instruits,

conscients du mal et de ses causes, ils verraient que leurs souffrances communes ne peuvent s'atténuer que par la compréhension d'un intérêt commun, d'un effort commun et d'une récompense commune.

* * *

Examinons dans un premier chapitre les première et deuxième thèses.

Ces thèses s'opposent quant à l'origine du profit, quant à son appropriation et s'accordent ou plutôt se juxtaposent pour conclure également à l'impossibilité de partager le profit.

L'entrepreneur dit : le profit est à moi, je n'ai pas à le partager.

L'ouvrier dit : le profit devrait me revenir en entier, sans que j'aie à le partager.

Dominus et Servus nous ont fait connaître leurs arguments respectifs.

Demandons-nous de quel côté est le droit écrit actuel, et s'il est du côté où il doit être, logiquement.

Pour résoudre la question, plaçons-nous en face des faits. De l'origine jusqu'à nos jours, le processus économique s'est développé sur le plan égoïste.

Ce n'a été entre les facteurs de la production qu'une question de force.

Les faits ont été tels que la force les a établis.

Le droit écrit a sanctionné les faits.

Restant sur ce plan, dans la réalité de l'histoire économique et de la nature humaine, cela doit être ainsi ; cela est bien ainsi ; ou plutôt il n'y a pas à dire, cela est bien ou cela est mal, puisque la science économique, science naturelle, est amoral. Il suffit de dire : cela est ainsi. Le droit écrit, œuvre des hommes, ne peut que cristalliser, confirmer ce qui est la conception et la pratique des hommes.

Si, dans la lutte des forces économiques en présence, le

travail devient le plus fort et impose ses conditions au capital, s'attribue une part plus forte dans le profit, la force aura créé des faits nouveaux et le droit écrit sanctionnera ces nouveaux faits.

Nous sommes toujours dans l'économie politique, science naturelle.

Donc, force, fait, droit écrit, seront adéquats.

Et ce sera vraiment le droit.

Nous ne disons pas : cela sera bien, ou cela sera mal, nous disons : cela sera le droit.

Il s'ensuit que dans la discipline de l'économie politique, science naturelle — comme elle l'a été jusqu'à ce jour, nous n'avons pas à porter de jugement sur la validité d'une thèse ou de l'autre.

C'est une question de forces antagonistes.

Celle qui l'emporte crée le fait.

Le fait est sanctionné par le droit.

S'il y a équilibre ou transaction, fait et droit seront adéquats à cet équilibre ou à cette transaction.

* * *

Abordons la troisième thèse.

Le système Leclaire en est l'illustration concrète.

Nous sommes toujours sur le plan égoïste. L'économie politique demeure science naturelle.

Deux forces antagonistes sont en présence.

Mais ici, elles composent, elles transigent ; elles entrent en équilibre. Toutes deux retirent un profit de cette transaction. Leclaire dit « je paie 6 francs votre collaboration main-d'œuvre ; nous sommes quittes ; le bénéfice de l'entreprise m'appartient ; mais j'observe ceci : chiffrant par 6 le résultat de votre effort quotidien, il vous serait possible par un effort plus soutenu, par un soin plus minutieux dans l'emploi des matières premières, de donner un résultat chiffré par 7.

Si vous consentez à donner cet effort supplémentaire, je vous donnerai 6 1/2, ou, système perfectionné, qui vous donnera satisfaction autant qu'à moi, je continue de vous payer 6, mais à la fin de l'exercice annuel, je vous répartirai 50 0/0 du bénéfice de l'Entreprise. L'ouvrier accepte ; il fournit son effort supplémentaire. L'année écoulée, il reçoit une part du bénéfice qui lui fait grand plaisir.

Ce système lui plaît ; il y persévère ; le patron également ; l'institution se développe, réussit.

Plus de grève, plus de heurt, plus de conflit.

Il y a là un accord qui donne satisfaction aux deux parties.

Pouvons-nous être plus exigeants qu'eux ?

Nous sommes toujours sur le troisième plan : égoïsme, intérêt.

Il y a jeu de forces ; fait déterminé par les forces ; le fait est sanctionné par le droit écrit qui permet ce procédé.

Force, fait, droit, sont encore adéquats.

Seulement, ici, il y a accord des forces, transaction, équilibre, et les parties en présence admettent ce jeu des forces, le fait qui en résulte, le droit qui sanctionne le fait.

Dans la première et la deuxième thèses, une force domine, opprime ; l'autre force, moins puissante subit, est contrainte : la lutte continue. Ici, dans la troisième thèse, les forces composent, s'accordent : la lutte cesse.

* *

Nous sommes maintenant en présence de la quatrième thèse.

Elle est fille de la troisième thèse ; mais il y a une différence de caractère entre la mère et la fille.

Il faut nous livrer ici à une analyse plus délicate et plus subtile.

L'illustration concrète de cette thèse, où se combine des éléments très différents, nous est fournie par les maisons qui pratiquent la participation aux bénéfices selon la formule actuelle de la Société pour l'étude de la participation aux bénéfices, par exemple, par la maison Chaix.

Ici, nous affirmons encore que l'économie politique est une science naturelle ; que le profit est l'œuvre exclusive de l'entrepreneur ; le profit est la prime appliquée aux mérites exceptionnels et aux risques de l'entrepreneur : il la perçoit tout entière, légitimement.

Il semblerait jusqu'à présent que nous sommes encore dans l'exposé de la troisième thèse et que M. Chaix c'est M. Leclaire.

Non, une différence va apparaître ; pas dans le système économique, mais dans la mentalité de l'entrepreneur. M. Chaix est un entrepreneur qui ne ressemble ni aux entrepreneurs systématiquement et étroitement attachés à leurs intérêts égoïstes, ni à Leclaire, entrepreneur d'esprit plus large se rendant compte qu'il a lui, intérêt à surexciter l'intérêt de l'ouvrier en lui faisant fournir un effort supplémentaire, récompensé par un salaire supplémentaire.

Leclaire est un ouvrier venu de son village de l'Yonne à Paris, où il fait son apprentissage d'ouvrier peintre ; il s'établit à 27 ans avec un petit capital. Il a toutes les qualités d'ordre, de méthode qui font l'excellent entrepreneur ; il est persévérant, tenace. Il réussit. Il a gardé contact et franc-parler avec la classe ouvrière d'où il est issu ; il souhaite du bien à ses collaborateurs. Il a un caractère droit et un cœur bon. Mais ce n'est pas un mystique, ni même un idéaliste. Il est homme d'action et homme de bon sens ; il se rend compte qu'il y a antagonisme, ou au moins indifférence entre l'ouvrier et le patron et que le résultat productif en est altéré. Il pressent que le meilleur remède à ce malaise est d'intéresser l'ouvrier, de lui donner une part de bénéfice ; le patron et l'ouvrier s'en trouveront mieux. On sait le reste.

M. Chaix, lui, est un bourgeois. Il a reçu une instruction, une éducation soignées ; il est probablement catholique pratiquant. Il ne vit pas seulement sur le troisième plan, sur le plan des intérêts matériels et égoïstes. Il vit intensément dans la région supraphysique, psychique, divine.

Il a une raison droite et obéit aux règles de la justice. Il a le cœur généreux et obéit aussi aux règles de la charité ; il se trouve porté spontanément à donner à ses semblables plus qu'il ne leur doit en toute justice ; il aime à faire le bien.

A qui songera-t-il de préférence, si ce n'est à ceux qui l'approchent, qui collaborent au succès de son imprimerie ?

Il pense à ses ouvriers.

Ce n'est pas sur le terrain économique que naissent ses réflexions.

Il a été élevé dans les idées de l'économie politique orthodoxe, classique, libérale.

Pour lui, l'économie politique est bien une science naturelle. S'il y mêle une notion de droit, c'est une notion de droit naturel pour lui, et cela est aussi voulu par la Providence, qu'il y ait des riches et des pauvres, des patrons et des ouvriers. Un libre contrat détermine les conditions d'embauchage de la main-d'œuvre ; en échange de son travail, l'ouvrier reçoit le salaire convenu ; il n'a aucun aléa, aucun risque, aucun souci. Il ne peut rien réclamer au delà de son salaire.

Le bénéfice est l'exclusive et légitime rémunération de l'entrepreneur. Faire de l'économie politique une science morale, ce serait faire apparaître l'idée de justice dans les rapports entre le capital et le travail, où elle n'a que faire, permettre la discussion, mettre en question tout le problème social.

Si, contre notre interprétation, on veut supposer que M. Chaix admet l'économie politique comme une science morale, il faudra convenir que faisant application de l'idée de justice aux rapports entre le Patron et l'Ouvrier, il

décide que le contrat librement consenti et le salaire payé sont une application parfaite de l'idée de justice. Et dire que la justice commande d'envisager un partage du bénéfice entre le Capital et le Travail, ou l'entrepreneur et le salarié, cela il ne peut l'admettre un instant. Ce serait nier les lois naturelles que le droit écrit sanctionne. Ce serait alors remettre en discussion tout le problème social, ébranler la société. Non, cela, il ne l'admet pas.

Mais à côté de ses droits stricts d'entrepreneur, il croit devoir obéir à la voix du sentiment.

Il veut faire le bien ; sa bienveillance, il la témoignera à ses collaborateurs.

Bénévolement, sur son profit, qu'il pourrait légitimement conserver en entier, il lui plaît de prélever une part et de la « donner », de la répartir à ses employés.

Ne voulant pas faire le bien par saccades, ayant mûrement réfléchi à ces choses, il décide de prendre envers ses ouvriers l'engagement de persévérer dans son attitude bienveillante.

Il promet de leur verser cette même part de bénéfice chaque année.

Toutefois, il formule cette réserve : si les circonstances, la conduite de son personnel, ou d'autres motifs qui ne relèvent que de sa conscience, l'incitent à modifier son attitude, il aura toute latitude de supprimer cette prestation généreuse. De plus, il n'accorde à son personnel aucun droit d'intervenir dans la gestion de l'entreprise.

Le résultat répond à l'attente de M. Chaix ; il n'éprouve pas de déception ; son personnel apprécie son geste.

M. Chaix a agi par bonté ; au bout de l'exercice, il s'aperçoit que la bonne volonté de son personnel a amélioré le rendement ; la part attribuée aux ouvriers prélevée, il lui reste un bénéfice égal ou supérieur à celui de l'année précédente. Si bien que son intérêt s'accorde avec son sentiment et l'incite à persévérer.

Mais, soulignons-le, M. Chaix a agi par bienveillance,

poussé par un sentiment généreux. L'intérêt recueilli n'est qu'un accessoire éloigné.

Les salariés, heureux de travailler pour un patron à l'âme généreuse, se réjouissent de cette offre, l'acceptent, collaborent avec conscience à l'entreprise et reçoivent un supplément de salaire fort appréciable sous forme de répartition d'une part des bénéfices.

Ici, comme dans la troisième thèse, nous sommes dans l'économie politique, science naturelle.

Nous avons des forces en présence.

Ces forces, au lieu de se combattre, s'accordent, s'équilibrent ; mais alors que dans la troisième thèse, les intérêts adversaires transigent en se plaçant tous deux sur le plan égoïste, ici, nous voyons d'une part les ouvriers demeurant sur ce plan égoïste pour accepter le supplément offert (avec une pointe de gratitude, peut-on croire, prenant naissance sur le plan sentimental) et d'autre part, un patron qui « donne » une part de son bénéfice à ses collaborateurs, en partant du plan sentimental, en agissant par bonté, par bienveillance, mais refusant nettement de se placer sur le plan intermédiaire où règnent raison et justice ; ou, pour plus de précision, si l'on veut qu'il se place un instant sur ce plan de justice et réfléchisse, il conclura : « le bénéfice est le fruit de mon initiative ; il est en pleine justice l'exclusive récompense de mes mérites, de mes soucis, de mes risques. » C'est ce que nous avons dit déjà plus haut.

Le patron reçoit bien, par surcroît, outre la satisfaction de sa conscience, une compensation dans le plan intérêt, le rendement de l'entreprise accru, le bénéfice qu'il s'applique non diminué, les relations avec le personnel plus confiantes, les grèves écartées ; mais cela est accessoire et secondaire.

Les forces sont en équilibre ; le fait est ce que nous venons de voir ; le droit sanctionne le fait.

* * *

Nous arrivons finalement à la cinquième thèse, dont l'examen sera, de toutes, le plus délicat.

Ici, contrairement à ce qui s'est passé pour les quatre thèses précédentes, l'économie politique est mieux dénommée économie sociale et cette science est nettement une science morale.

Jusque-là, nous avons vu un monde amoral, où s'affrontent des forces ; le résultat de la lutte est constaté comme un fait d'ordre biologique ; le fait est sanctionné par le droit écrit ; le droit se modifiait avec le fait, le fait se modifiait selon le triomphe de l'une ou l'autre force, ou selon leur équilibre ; ici, nous avons des antagonistes qui ont des droits et des devoirs ; une règle de justice qui s'impose à tous, qu'aucun ne doit enfreindre. Plus de forces amORAles en lutte aveugle ; des intérêts justifiés, légitimés dans une mesure connue ; le fait déclaré bon s'il est adéquat à la règle de justice, mauvais s'il s'en écarte.

Ici, le droit écrit est invité à s'appliquer à la règle de justice et non au fait, si le fait s'écarte de cette règle.

Tout d'abord, il faut demander au théoricien, au moraliste sur quels arguments il s'appuie pour décréter l'économie sociale science morale, ce qui entraînera l'application de l'idée de justice, justice obligatoire, devant être, ira-t-il jusqu'à dire, sanctionnée par la loi ; application de l'idée de bonté non obligatoire, exerçant simplement pression sur la conscience de chaque individu.

Le moraliste nous répond :

La morale, vous en êtes d'accord, c'est la science de ce qui existe ou devrait exister dans les rapports des hommes entre eux, ou de l'homme envers lui-même ou de l'homme envers la divinité, s'il croit à l'existence de la divinité.

Ne prenons que la première partie : rapports des hommes entre eux.

La morale porte-t-elle seulement sur une partie des

rapports inter-humains, ou sur l'ensemble de ses rapports ?

Sur l'ensemble, évidemment.

Or, les rapports économiques font partie de cet ensemble.

Un savant étudie les phénomènes que présentent la création de la richesse, sa circulation, sa répartition, sa consommation.

Par qui cette richesse est-elle produite ? transportée ? à qui est-elle répartie ? Par qui est-elle consommée ?

Par l'homme !

Si les hommes n'existaient pas, ou ne vivaient pas en société, il n'y aurait pas d'économie politique. La production des richesses n'a de réalité et de raison d'être que parce qu'elle vient de l'homme et s'applique à l'homme.

Puisque l'homme pour subsister a besoin de consommer des produits ; que ces produits sont d'autant plus divers, nombreux et perfectionnés que l'homme a développé sa civilisation, il en découle qu'étudier l'homme, c'est aussi étudier ses méthodes de production économique en rapport avec la psychologie de ses besoins, de ses mœurs familiales et politiques.

La science économique n'est qu'un aspect de la science de l'homme. Or, l'homme n'étant pas un animal ordinaire, mais un animal raisonnable, un être moral ; la production économique ne peut être étudiée comme la biologie examine les manières d'être ou d'agir des plantes ou des animaux ; elle doit être étudiée en fonction de l'homme, être moral, et non en fonction de l'homme, simple être physique.

Or, l'école classique et les écoles qui l'ont précédée considèrent l'œuvre économique comme si elle se suffisait à elle-même ; si on nomme l'être humain, c'est comme un élément passif du processus de la production, comme on parlerait d'un élément sans individualité, sans personnalité psychique, tels que la chaleur solaire, la pluie, le vent.

Dans l'économie politique, science morale, les phénomènes de la production sont considérés en vue de l'homme,

sont subordonnés à l'homme, n'ont d'intérêt, d'utilité que dans la mesure où ils servent l'homme.

Et le meilleur système économique sera celui qui rendra le plus heureux possible le plus grand nombre d'hommes possible.

Cette conception moraliste de l'économie sociale recueille de nombreux adeptes.

Elle semble bien avoir l'avenir pour elle.

La conséquence de ce premier postulat entraîne l'étude de l'idée de justice appliquée à l'origine du profit. Les références que nous donnerons à l'appui de la thèse du profit, œuvre de collaboration du capital et du travail vaudront pour la thèse de l'économie sociale, science morale, car la seconde idée sert de point de départ à la première.

Ces références vaudront aussi pour justifier la conception de la participation aux bénéfices, car cette troisième idée découle des deux précédentes.

Nous trouvons dans cette cinquième thèse l'enchaînement de ces trois idées :

1^o L'économie politique est une science morale ;

2^o Le profit est l'œuvre commune du capital et du travail ; dans une certaine mesure, il résulte de conjonctures extérieures dont l'avantage peut raisonnablement s'appliquer à l'un comme à l'autre ;

3^o Il y a lieu de faire participer le travail aux bénéfices de l'entreprise.

Ces trois idées sont défendues par de nombreux théoriciens qui battent en brèche la vieille économie classique et semblent devoir l'emporter sur elle dans un avenir relativement prochain.

Toutefois, l'économie classique libérale peut résister longtemps encore, car ces nouvelles idées ne sont encore que du domaine de la théorie.

Dans le domaine des faits, ces principes nouveaux n'ont pas encore pénétré.

Ces idées avancées ont des parrains nombreux que l'on

rencontre chez des doctrinaires placés à tous les points de l'arc-en-ciel philosophique et politique.

Pour nous limiter, nous citerons quelques auteurs pris dans deux camps qui s'accordent sur cette cinquième thèse tout en étant adversaires irréductibles sur le surplus des questions philosophique, politique et sociale.

D'une part : les catholiques sociaux ; d'autre part, le parti radical-socialiste.

Le rapprochement est curieux : c'est une surprise de constater que l'on pourrait interchanger les signatures, attribuer aux uns ce qui est sorti de la plume des autres. Le lecteur ne s'apercevrait probablement pas de la supercherie.

Le fait que cette cinquième thèse a pour partisans résolus des doctrinaires qui se tiennent des deux côtés de la barricade politique semble indiquer que cette thèse répond à un mouvement profond des idées et pourra peut être s'imposer dans l'avenir.

Dans son ouvrage *l'Association de l'ouvrier aux profits du patron et la participation aux bénéfices*, couronné par le Musée Social en 1896, M. Paul Bureau, après avoir exposé la théorie de Karl Marx sur les bénéfices dérobés à l'ouvrier et la théorie des économistes classiques qui déclarent que le salaire reçu, l'ouvrier n'a plus rien à réclamer, écrit les signes suivants :

« Il peut y avoir en effet dans une industrie — et le
« plus souvent il y a — un quantum de bénéfices qui ne
« doit être attribué, ni aux qualités du patron, ni à celle
« des ouvriers, mais dont l'origine ne se rencontre que
« dans des circonstances extérieures.

« Ainsi, un industriel fabrique un produit dont la ma-
« tière première est tombée à vil prix sans que la valeur de
« l'objet manufacturé ait baissé proportionnellement ; ou
« bien un inventeur découvre une machine nouvelle qu'il
« est facile d'adopter et qui permet à cet industriel de réa-
« liser pendant un laps de temps, assez court d'ordinaire,

« des bénéfices importants ; ou encore une onde de prospérité succédant à une période de crise et de liquidation, se répand dans le monde et, sans que l'on sache pourquoi, le mouvement des transactions commerciales se dévaloppe soudainement ; dans toutes ces hypothèses, les bénéfices augmentent, sans que ceux qui les recueillent aient fait un effort spécial qui explique cette hausse (1).

« D'autre part, il convient de tenir compte de la contribution importante de l'ouvrier dans la production des bénéfices ; sans doute l'ouvrier reçoit un salaire pour son travail, et s'il accomplit sa tâche de manière que l'employeur puisse réaliser un bénéfice, il ne fait que justifier l'attente de son patron. Ce raisonnement est exact, toutefois les forces musculaires et intellectuelles d'un homme ne ressemblent pas aux machines que les cultivateurs louent pour le battage des récoltes. A côté du taux normal de labeur et d'efforts que le salaire moyen peut approximativement rémunérer, il existe un large champ où peuvent se manifester librement les qualités spéciales d'un ouvrier, son habileté technique, la rapidité de son travail, son désir d'économiser les matières premières ; et aucun patron ne contestera que la bonne volonté et la capacité technique de ses auxiliaires salariés ne puissent dans une large mesure accroître le montant de ses bénéfices.

« La théorie des profits nous paraît donc moins simple que les économistes n'ont coutume de le dire et, à notre avis, ils sont le produit de trois éléments réunis : d'abord

(1) Ainsi nous connaissons un industriel qui, il y a quelques années, construisit une seconde usine pour la fabrication d'un produit chimique vendu alors 80 francs la tonne ; à ce prix, la marge des bénéfices était belle, mais pendant le temps que dura la construction de cette usine, le produit baissa à 40 francs, et le profit était presque nul ; récemment cette marchandise est remontée au cours de 70 francs aussi cet industriel s'est-il remis à fabriquer plus activement et il réalise des bénéfices importants.

« la faculté de combinaison et d'organisation de l'entrepreneur, puis les qualités techniques et morales de l'ouvrier, enfin les circonstances favorables du marché et les conditions économiques. Il est impossible de fixer *a priori* la part relative de chacun de ces éléments par rapport aux autres et il est certain que cette part varie suivant les industries et dans une même industrie suivant les établissements ; il suffit en ce moment d'indiquer que chacun de ces éléments a une part et de tirer la conclusion.

« Voici cette conclusion : les bénéfices qui dérivent des qualités du patron doivent revenir au patron, ceux qui dérivent des aptitudes spéciales de l'ouvrier doivent revenir à l'ouvrier, et ceux enfin qui ont une autre origine sont un don de la fortune et doivent être partagés entre tous ceux qui concourent à la production, l'employeur et les employés. »

Dans l'encyclique *Rerum novarum*, le pape Léon XIII dit :

« Il faut par des mesures promptes et efficaces, venir en aide aux hommes des classes inférieures qui sont dans une situation d'infortune et de misère imméritée. » Il ajoute :

« La concentration entre les mains de quelques-uns, de l'industrie et du commerce, devenus le partage d'un petit nombre de riches et d'opulents, impose un joug presque servile à l'infinité multitude des prolétaires. »

L'abbé Tiberghien, commentateur, déclare en note :

« Ce qui constitue le Paupérisme, ce n'est pas une misère accidentelle et passagère, mais une *situation*, un *état* de misère ; ce n'est pas la misère de quelques-uns, mais la misère d'une *classe*. On pourrait le définir « un état permanent de désorganisation qui ne permet pas aux gens d'une classe sociale, ayant bonne volonté et se trouvant dans des conditions normales, d'obtenir leur part légitime de félicité temporelle ».

« Le paupérisme est un mal social. Il pose donc une
« question *sociale* et requiert, comme remède, une réorga-
« nisation *sociale*. Il est insuffisant de lui opposer « l'au-
« mône. » Celle-ci, même organisée et collective, reste
« d'ordre privé, et sa fonction normale est de faire face aux
« misères accidentelles et individuelles. La machine sociale
« doit être d'abord bien ajustée. L'ajustage si précis soit-il,
« ne rendra jamais inutile l'huile de la charité. Mauvais
« ingénieur social qui prétendrait suppléer au manque
« d'ajustage par un excédent d'huile !

« De fait les remèdes au mal social, indiqués par l'En-
« cyclique, dans sa troisième partie, sont d'ordre social. »

Le pape Léon XIII dit encore :

« Avant tous les autres devoirs, il faut placer ceux qui
« dérivent de la justice.

« Les patrons ne doivent pas traiter l'ouvrier en es-
« clave ; il est juste qu'ils respectent en lui la dignité
« de l'homme, relevée encore par celle de chrétien.

« Le travail du corps, au témoignage commun de la
« raison et de la philosophie chrétienne, loin d'être un
« sujet de honte, fait honneur à l'homme, parce qu'il lui
« fournit un noble moyen de substenier sa vie.

« Ce qui est honteux et inhumain, c'est d'user de
« l'homme comme d'un vil instrument de lucre et de ne
« l'estimer qu'en proportion de la vigueur de ses bras. »

« Il dit aussi que l'Etat doit intervenir pour améliorer
« le sort de la classe ouvrière ; ce faisant, l'Etat sert l'in-
« térêt commun.

Il s'exprime ainsi :

« Pour ce qui est des intérêts physiques et corporels,
« l'autorité publique doit tout d'abord sauvegarder les
« malheureux ouvriers en les arrachant des mains de ces
« spéculateurs qui, ne faisant point de différence entre un
« homme et une machine, abusent sans mesure de leurs
« personnes pour satisfaire d'insatiables cupidités. »

Et plus loin :

« Si contraint par la nécessité, ou poussé par la crainte
« d'un mal plus grand, l'ouvrier accepte des conditions
« dures que d'ailleurs, il ne peut refuser, parce qu'elles
« lui sont imposées par le patron ou par celui qui fait
« l'offre du travail, il subit une violence contre laquelle
« la justice proteste. »

En juillet 1920, à la session de la Semaine sociale de France, le R. P. Desbuquis, directeur de l'Action Populaire, étudia les revendications du travail.

Sympathique à la participation aux bénéfices, il n'en parle toutefois qu'avec prudence, et place son fondement dans l'idée de bienveillance, c'est-à-dire en conformité avec la quatrième thèse que nous avons exposée.

Pourtant, il souligne avec force le mouvement des idées et la nécessité d'un remède au profond malaise que nous étudions ; il prononce les paroles suivantes d'autant plus impressionnantes qu'elles émanent d'un homme instruit, réfléchi, essentiellement conservateur :

« Avec le capital et la direction, la bourgeoisie tient en
« main depuis un siècle le pouvoir politique. Aussi a-t-elle
« pratiquement dirigé la vie publique des masses comme
« elle a dirigé leur travail. Et même par l'école, placée
« sous l'égide du pouvoir, par la presse aussi, son bien et
« son instrument, elle a dirigé leur éducation intellectuelle,
« morale et spirituelle. Or, dans l'éducation comme dans
« la formation politique du peuple, elle a mis en valeur,
« tandis qu'elle maintenait un régime économique d'entière
« sujétion pour l'ouvrier, où il n'avait pour toute parole
« à dire que l'acceptation du contrat ou le cri de violence
« des grèves, elle a exalté l'esprit d'indépendance et d'éga-
« litarisme, un avidedésir de croître et de jouir d'où
« naissent l'orgueil et l'envie et toutes les convoitises ;
« inconsciemment elle a, de ce fait, livré l'âme populaire
« au socialisme qui la ravage aujourd'hui par le dégoût

« du travail, par le mépris de toute inégalité, par l'horreur
« de la dépendance poussée jusqu'à l'esprit de révolte.

« En même temps le régime s'est prêté, par la faute de
« ses chefs politiques et de ses chefs économiques, au
« développement d'une puissance financière parasitaire,
« qui tyrannise la production et la répartition, qui ran-
« çonne à son profit — et à quel profit monstrueux — le
« travail du patronat et de la banque honnête, le travail
« du technicien et de l'ouvrier.

« Tel est le milieu, tels sont les cadres dans lesquels se
« pose le problème du travail. Tout autour, la révolution
« éclate ou menace. Vraies sont plus que jamais les pa-
« roles de Léon XIII : « Partout les esprits sont en suspens
« et dans une anxieuse attente... Cette situation préoccupe
« à la fois le génie des savants, la prudence des sages, les
« délibérations des réunions populaires, la perspicacité des
« législateurs et les conseils des gouvernements. En ce mo-
« ment, il n'est pas de question qui tourmente davantage
« l'esprit humain. » Rapprochons de ces augustes paroles
« la lettre patronale de S. E. le cardinal Bourne, en 1918 :
« « Tout le monde admet qu'un nouvel ordre de choses, de
« nouvelles conditions sociales, des relations nouvelles entre
« les diverses catégories sociales surgiront amenées par la
« destruction de l'ancien état de choses. Durant la guerre,
« l'esprit du peuple a profondément changé : à la morne
« acceptation de l'injustice a succédé un profond méconten-
« tement actif. » En Espagne, la Lettre collective de l'Epis-
« copat, du 15 décembre 1917, demande à tous « de faire
« déborder sur le champ de la lutte une double vague de jus-
« tice et de charité afin de satisfaire aux revendications
« légitimes et d'éteindre d'injustes haines. » Analysant notre
« régime économique, le Congrès national des syndicats,
« catholiques, organisé sous la haute direction du cardinal
« archevêque de Tolède, disait dans une déclaration de prin-
« cipes, en mars 1919 : « Une société dont l'organisation en
« vue de la production est telle que la plupart des produc-

« teurs aient intérêt à produire peu ou n'aient pas d'intérêt
« à produire beaucoup et bien, est une société mal organisée.
« Tel est le régime du salariat. En conséquence, nous le con-
« sidérons comme un régime imparfait de transition et nous
« aspirons à le voir cesser (1). » Aux Etats-Unis le Conseil
« national catholique de la guerre s'exprime ainsi dans un
« manifeste signé de quatre évêques : « ... Le droit du travail
« à s'organiser et à s'entremettre avec les patrons par l'in-
« termédiaire de représentants ne sera plus jamais, il faut
« l'espérer, mis en discussion par les patrons. En outre, le
« travail doit graduellement obtenir, avec une plus grande
« représentation dans l'administration des affaires : le con-
« trôle des méthodes et de l'outillage, la production, l'enga-
« gement et le renvoi des ouvriers, les heures de travail, le
« taux des salaires, le boni, l'hygiène du travail, la discipline
« des ateliers, etc... Point de possibilité véritable d'aug-
« menter la production tant que les travailleurs en majo-
« rité resteront de simples salariés. La plupart d'entre eux
« doivent, d'une manière ou d'une autre, devenir proprié-
« taires, tout au moins en partie, des instruments de pro-
« duction. Ils peuvent arriver graduellement à cette situa-
« tion au moyen de sociétés coopératives de production et
« par des combinaisons d'association où ils aient une part
« substantielle des fonds communs et exercent un con-
« trôle raisonnable sur l'administration. »

« Dans un récent article, la *Civiltà Catolica*, tout en
« rappelant la légitimité du salariat, développait cette con-
« sidération : Le salariat présente, de fait, dans la société
« actuelle, de graves inconvénients, car il se prête aux pro-
« cédés avides du capitalisme et permet trop aisément de
« fouler aux pieds la dignité humaine de l'ouvrier ; il nuit à
« la production ; il renverse la fonction sociale du travail
« en séparant, au lieu de les unir et de les mettre en har-
« monie, les classes laborieuses et les classes patronales.

(1) *Boletino del Instituto de Reformas sociales*, août 1919, p. 171.

« La Revue ajoute : « On commence aujourd'hui à réparer
« ces maux par des mesures efficaces, et déjà s'annoncent
« de plus radicales réformes qui attestent le progrès
« triomphal de l'idée qui fait du capital, non le tyran,
« non le maître, mais l'instrument du travail. »

« Nous pensons donc, en ramassant les faits et les vérités
« réunis en ces quelques instants, qu'il est bon, qu'il est
« mieux, en ce moment de notre histoire économique,
« sociale et politique, de ne pas poser en principe qu'il
« importe de défendre, tel quel, comme une citadelle, le
« régime actuel du salariat, et d'enfermer dans son
« enceinte les réserves de l'ordre économique et social.

« Dans ce régime, le travailleur ne s'intéresse pas à l'en-
« treprise ni même à son travail. Faisons tout pour l'y
« intéresser, ce qui ne s'obtiendra pas par de nouvelles
« hausses de salaire : non, il y a là plus qu'une question d'ar-
« gent ; il y a une cure d'âme à opérer. Ceci ne suggère-
« t-il pas que tous les éléments de l'entreprise soient étroi-
« tement unis et associés, que l'ouvrier participe le plus
« possible, selon la mesure de son apport et dans le champ
« où s'exerce son activité, à la vie de l'entreprise ? »

Il dit encore, rattachant cette fois nettement la question sociale à sa croyance religieuse dogmatique :

« Sur terre, nous discernons dans les âmes soulevées
« par les revendications du travail deux conceptions si
« différentes qu'un abîme sépare le socialisme matéria-
« liste du syndicalisme chrétien. D'ailleurs, en face du
« travail, se dresse un capital au service, lui aussi, d'une
« double conception de la vie, l'une rivée au matérialisme,
« l'autre soumise à la discipline spiritualiste. Sans doute
« les mêmes devises, le droit, la justice, se rencontrent sur
« toutes les lèvres sans exception et gardent sur toutes
« quelque chose de leur sens impérissable ; mais à les son-
« der, à en exprimer la sève, on constate dans les deux
« camps, travail et capital, que pour les uns le dernier mot
« est à l'esprit, à l'âme, à ses droits irréductibles ; pour

« les autres, à la matière, à la force, aux appétits, à l'oppression. Et cette conclusion se dégage, étincelante : l'apaisement des conflits ne se fera entre le travail et le capital qu'à la condition pour eux d'être spiritualistes, de prendre l'esprit chrétien, de s'imprégner des principes déposés par Dieu, par Jésus-Christ, au sein de la Société humaine. Sinon c'est la guerre à mort. »

A cette même semaine de Caen, M. Louis Deschamps, industriel, fait entendre des paroles plus décisives. Il se place, lui, sur le plan de la justice et estime que l'ouvrier a droit à sa part des bénéfices. Écoutons M. Deschamps :

« Nous avons ici un proverbe bien normand qui dit : « Ce qui est bon à prendre, est bon à garder. » Sans doute, tant qu'on peut la garder ; or, le patron pourra-t-il garder bien longtemps la totalité des bénéfices ? Cela est douteux. Déjà l'Etat est venu s'asseoir à la table des propriétaires et des actionnaires ; il s'est servi le premier et très abondamment : *Quia nominor leo*. L'ouvrier veut s'asseoir à son tour à cette même table et prendra sa part du gâteau.

« Nous disons, nous, qu'il y a droit. Les socialistes déclarent qu'il a droit à tout le gâteau. Parmi nos amis, il en est qui ont tellement peur de n'être pas à la page qu'ils emboîtent volontiers le pas des socialistes ; l'un d'eux, et non des moindres, au Congrès de la Jeune République à Rouen, nous rééditait la phrase connue : « Autrefois c'était le Capital qui prenait le Travail à loyer, maintenant ce sera le Travail qui prendra le Capital à loyer. » Phrase lapidaire peut-être, mais les Normands ne se laissent pas beaucoup émotionner par les phrases lapidaires et les surenchères leur déplaisent souverainement. De leur côté, les politiciens hochent la tête et songent à la matière électorale. Que vont-ils décider : l'obligation ou la liberté ? Nous n'en savons rien. Mais pour légiférer, ils vont légiférer, car ils ne voudraient pas manquer à leur fonction. Il est seulement fâcheux que nos législateurs n'aient pas l'habitude

« de la méditation quotidienne ; ils retireraient grand fruit
« de réflexions faites chaque matin sur le sujet suivant,
« entre autres : « De l'impuissance des lois et du faible
« rendement de la contrainte légale. »

Il dit encore :

« A le bien prendre, et dussé-je vous paraître paradoxal,
« le partage des bénéfices n'est que d'un intérêt restreint
« pour l'ouvrier, parce que le partage lui-même doit être
« restreint en des limites assez étroites, si l'on ne veut pas
« compromettre l'assise financière des entreprises. Il reste
« donc que c'est surtout une question de sentimentalité. Le
« partage doit se faire parce qu'il est juste en soi, parce
« que l'ouvrier ressent vivement la légitimité de sa revendi-
« cation ; il la sent mais il ne peut la mesurer, et il est
« assez humain qu'il s'exagère la portée de ses droits. Tout
« sentiment qui n'est que partiellement satisfait a souvent
« une tendance à s'irriter et à s'exaspérer, et là est, pour
« moi, la grande difficulté du problème. Nous voulons faire
« une loi de justice et de pacification sociale, et nous
« risquons de n'y pasréussir.

« Ce ne sont pas les patrons qui feront avorter ce nou-
« veau progrès. Les principaux d'entre eux sont tout dis-
« posés à l'adopter, dans la mesure où il ne compromettra
« pas l'avenir de leurs maisons ; plusieurs l'appliquent
« déjà ; l'ensemble du Patronat ne fera pas d'opposition
« systématique.

« Et voyez (soit dit en passant), comme cette attitude est
« révélatrice d'une modification profonde de la mentalité
« patronale. Lorsque les premières lois ouvrières ont été
« votées, les patrons d'alors ne cessèrent d'y faire opposi-
« tion et de multiplier les protestations. La loi, pourtant
« si juste et si humaine, sur les accidents, devait être la
« ruine des industries ; c'était la ruine encore avec la loi
« sur l'hygiène des ateliers ; la ruine toujours, et bien défi-
« nitive cette fois, avec la loi sur les retraites ouvrières.
« Il ne s'agissait en tout cela que d'augmentations peu

« importantes du prix de revient, et voici maintenant de
« bien plus grosses concessions que les patrons d'aujour-
« d'hui, non plus fils de la tradition, mais fils des temps
« nouveaux, acceptent libéralement ; hier les Caisses de
« sursalaire familial, demain peut être, une répartition
« équitable des profits.

« Certes, les énormes bénéfices réalisés depuis l'ouverture
« des hostilités facilitent les générosités ; mais il y a bien
« autre chose. L'évolution continue des conditions écono-
« miques, et par conséquent des relations sociales, modifie
« peu à peu, et sans que nous nous en apercevions, nos
« conceptions du juste et de l'injuste, nous sentons que
« l'ordre actuel est instable, nous cherchons les fondements
« de l'ordre nouveau, notre esprit n'arrive pas à les saisir
« parce que nous ne sommes pas appelés à être les ouvriers
« de la cité future. A nos enfants est réservée cette tâche
« dont nous entrevoyons à peine l'étendue. Qui eût deviné
« en 1879 les transformations si profondes qu'allait subir
« la Société française, et à sa suite le monde entier ? Nous
« sommes au même point. Aux Codes de la période impé-
« riale qui nous régissent encore, très peu améliorés, succé-
« deront d'autres Codes, dont le Code du Travail ne sera
« pas le moins important. Les rapports entre employeurs
« et employés seront déterminés suivant des conceptions
« juridiques, sans aucun doute différentes des nôtres ; et
« il est possible que les obligations légales que nous repous-
« sons aujourd'hui établissent l'équilibre que nous cher-
« chons en vain entre les divers facteurs de la produc-
« tion ; il est possible que le partage des bénéfices, que
« nous discutons aujourd'hui, s'effectue non seulement
« pour les ouvriers de la grande industrie, mais pour
« chaque travailleur d'après des règles encore insoupçon-
« nées de nous.

« En tous cas, et sans nous égarer plus longtemps en
« des vues spéculatives de l'avenir, nous devons constater
« que la guerre, par les sacrifices subis en commun et par

« le sang versé de toutes les classes sociales, devait amener
« des dispositions plus favorables des esprits et des cœurs,
« un désir profond d'entente et de paix. Les ennemis de
« l'intérieur, continuant l'abominable besogne des ennemis
« du dehors, s'efforcent de détruire ces bonnes dispositions
« plus pour que et d'empêcher les ententes salutaires. C'est
« une raison de le Patronat remplisse le devoir très simple,
« mais impérieux, de consentir tous les sacrifices compa-
« tibles avec la vie des entreprises dont il a la charge, en
« vue de maintenir l'union et l'ordre. Si le partage des
« bénéfices est l'un de ces sacrifices, qu'il soit accepté
« franchement et généreusement. »

M. Deschamps ajoute qu'à son avis, la participation ouvrière aux bénéfices est un mirage, en ce sens qu'elle ne répondra pas aux espoirs en quelque sorte illimités que ses partisans nourrissent.

Nous sommes dans une certaine mesure de l'avis de M. Deschamps et nous expliquerons plus loin sur ce point.

Toutefois, sur le principe de justice, M. Deschamps est très ferme et il réitère :

« Par la participation aux bénéfices l'on veut répondre à
« un double postulat ; l'on veut satis faire d'abord un
« sentiment de justice d'autant plus légitime que tous, qui
« que nous soyions, patrons et ouvriers, nous nous rendons
« compte que, dans presque toutes les entreprises, les résul-
« tats dépassent de trop les efforts patronaux et le risque
« des capitaux ; les uns et les autres sont récompensés au
« delà de leur mérite ; et il est tout indiqué que le travail,
« intellectuel et manuel, touche sa part dans des profits
« qu'il a largement contribué à assurer.

« L'on veut satisfaire aussi l'intérêt national qui exige
« un accroissement toujours grandissant de la production.
« Faire participer les ouvriers aux bénéfices paraît un
« procédé favorable pour développer, chez eux, le désir de
« produire davantage. »

A Caen, Mgr Julien, évêque d'Arras, prononce cette phrase :

« Le régime de la production a péché depuis cent ans contre les règles de la morale. »

Il dit ensuite :

« La production est une affaire qui n'a qu'un seul but : les gros bénéfices. Le capital et la direction se font la part du lion. La main-d'œuvre est payée selon ce qu'elle vaut, non pas en elle-même, mais selon les cours du marché et suivant la loi de l'offre et de la demande. Comment un tel système a-t-il pu prévaloir si longtemps dans une société qui se croyait chrétienne ? »

Il dit encore :

« Le salariat est-il appelé à disparaître et à rejoindre dans le musée des institutions sociales les vieilles formes périmées de l'esclavage et du servage ? Je n'y vois pas d'inconvénient, du point de vue de la morale évangélique (la chose est d'ailleurs plus facile à dire qu'à concevoir), pourvu que le salaire ouvrier ne soit pas remplacé par le traitement du fonctionnariat collectiviste. Laissons faire le principe réhabilité de la dignité du travail humain, mais sauvégarçons contre une tyrannie, pire que l'ancienne, la fécondité des initiatives individuelles et le juste rapport entre l'effort donné et la rétribution de l'effort. »

Il dit enfin :

« Le respect du travail humain par l'industriel et par le travailleur lui-même, le sens de la justice dans la répartition des salaires et des bénéfices, voilà les règles essentielles que la morale catholique propose pour la solution des problèmes soulevés par les conflits qui s'élèvent autour du fait économique de la production. Les conflits sont inévitables, en raison des intérêts qui s'opposent et que les intéressés sont portés à appeler des droits. »

A la semaine sociale de France, tenue à Strasbourg, en

juillet 1922, M. Jean Lerolle s'exprime ainsi quant à la répartition des bénéfices de la production :

« Quant à la répartition des bénéfices de la production, la C. F. T. C. estime « qu'un progrès social serait réalisé si les divers éléments associés dans la production l'étaient aussi dans le partage du produit, en dehors et en complément de la rétribution due à ces différents éléments. » Elle ne croit pas, cependant, qu'une telle réforme puisse être organisée de façon identique et par voie légale pour toutes les professions. C'est dans chaque profession aux organisations professionnelles qu'il appartiendra de discuter et de régler les modalités de cette répartition. »

* * *

Nous allons maintenant donner un large extrait du rapport présenté par M. Michel Milhaud, au neuvième congrès du parti républicain radical et radical-socialiste tenu à Nantes du 7 au 10 octobre 1909, sur la question du minimum de salaire et de la participation obligatoire aux bénéfices.

M. Michel Michaud s'exprime ainsi :

« Un deuxième palliatif, de portée plus large, en ce qui concerne la répartition des richesses, que le minimum légal des salaires, repose dans la mise en pratique par la loi de cette idée vraie, élémentaire, nécessaire, que tout homme a droit au produit intégral de son travail. Trois éléments concourent à la production, sont les facteurs indispensables de la richesse : l'intelligence qui conçoit, crée, dirige ; le travail qui exécute ; le capital, nerf de l'entreprise. Ces trois éléments sont également nécessaires ; ils sont sous une mutuelle dépendance ; isolés, ils sont impuissants. Pourquoi dès lors une inégale répartition des richesses produites ? Sans doute il y a une unanimité touchante pour dire que le travail est le précieux allié du

« capital, son associé. Mais, au moment de la répartition
« des bénéfices, lui donne-t-on la part qui lui revient ?

« Par une stricte opération de comptabilité, les résultats
« d'une affaire devraient être répartis au prorata des efforts
« respectifs. Toute personne employée à une affaire, quelle
« qu'elle soit, devrait toucher dans les produits de l'affaire
« une part en rapport avec la collaboration intellectuelle ou
« matérielle par elle fournie. Le patron ne devrait pas pou-
« voir frustrer l'ouvrier d'une part de son produit. Appliquée
« au travail, la formule de Saint-Simon est heureuse : « A
« chacun suivant ses capacités, à chaque capacité suivant
« ses œuvres ». En l'état actuel des choses la participation
« des ouvriers et employés aux bénéfices des entreprises
« auxquelles ils sont attachés, constituera une rémunéra-
« tion plus juste du travail.

« Outre le salaire fixe, dont le minimum légal sera déter-
« miné par la loi, nous demandons que les salariés touchent
« un tant pour cent des bénéfices de l'exploitation dont
« le quantum sera déterminé par la loi. La rétribution de
« l'employé comprendra deux parts, la première fixée
« d'avance, et la seconde aléatoire, dépendant des résultats
« de l'entreprise. Ainsi entendue, la participation n'est pas
« la négation du salaire, elle ne le détruit pas, elle s'y
« superpose ; elle est un sursalaire. Cette participation
« n'entraîne pour le salarié aucune obligation aux pertes.

« La loi qui consacrera la participation aux bénéfices
« aura d'excellents résultats. L'intérêt étant le grand, le
« légitime mobile des actions, le gâchis, le coulage en
« seront de beaucoup diminués, les frais généraux amoin-
« dris, les profits accrus.

« Les malheureux qui n'ont pas de quoi vivre ne sau-
« raient avoir l'âme bien courageuse, bien hardie au tra-
« vail ; les intérêts de l'affaire ne peuvent les passionner
« bien fort. Pourquoi se préoccuperaient-ils de travailler
« mieux, plus vite ? En quoi les progrès de l'entreprise
« pourraient-ils les intéresser ? Qu'il y ait ou non du

« gâchis, de la perte, que leur importe ? N'ont-ils pas au
« contraire une certaine satisfaction à un certain coulage ?
« Pourquoi la jalousie ne naîtrait elle pas en eux ? Pour-
« quoi le contraste entre la pauvreté de leur vie et la
« richesse d'autrui ne leur suggérerait-il pas des idées
« pouvant aller jusqu'au sabotage ? Qu'on ne cherche pas
« ailleurs les raisons de la lutte de classes.

« L'entreprise a d'autant plus de chances de réussir
« que tous ses membres sont, à tous les degrés, intéressés
« à son succès selon la place qu'ils y tiennent et les ser-
« vices qu'ils rendent.

« L'attention sera plus soutenue, la vigilance plus rigou-
« reuse, l'attachement à l'œuvre commune plus grand, le
« travail sera plus fécond. Il en résultera un surcroît de
« production et de richesse. Des affaires nouvelles se créé-
« ront ; certaines qui périssent, rebondiront. L'argent
« devant restituer à la collaboration sa part légitime recher-
« chera toutes les affaires où il peut fructifier. Le fait qu'il
« ne percevra plus tous les profits incitera ceux qui le
« possèdent à multiplier les affaires où il sera employé.

« Qu'importe au mineur dans la mine, à l'ouvrier maçon
« qui construit un immeuble, que les deniers des mines rap-
« portent à l'actionnaire quatre ou cinq mille fois le prix
« initial, que l'entrepreneur devienne très riche. Sans doute
« la prospérité du commerce français intéresse le salarié, il
« est fier d'y contribuer. Combien serait-il plus fier s'il
« édifiait en même temps sa propre fortune ! Pourquoi, dans
« ces immenses bazars, où des régiments d'hommes et de
« femmes sont entassés, n'ayant que des salaires insuffi-
« sants, les capitaux reçoivent-ils des millions de béné-
« fices qui vont le plus souvent à des actionnaires oisifs,
« alors que chefs de rayons, employés, vendeurs, ven-
« deuses, comptables, parqués toute leur existence dans
« ces casernes, n'ont proportionnellement pas de quoi
« vivre ? Pourquoi travailleraient ils pour fournir des divi-
« dendes énormes à des actionnaires inconnus ? Faut-il

« rappeler la mort récente de l'un d'eux dans la « splendeur de l'imbécillité », selon l'expression si heureuse du « grand tribun socialiste ?

« Notre théorie ne touche pas à l'individualisme : elle « oblige l'individu, ce grand accapareur, à restituer à autrui « ce qui lui revient.

« N'est-il pas légitime, équitable, naturel, humain, que « tout homme qui consacre son intelligence, ses forces, « ses efforts, sa santé, son existence entière à une œuvre « touche une quote-part des produits de cette œuvre, « en rapport avec le travail qu'il a fourni ? Qui soutien- « drait que dans toutes les affaires qui donnent des bénéfices, le travail intellectuel et matériel est rémunéré au « prorata des concours apportés ?

« Pourquoi refuserait-on d'écouter les revendications « des salariés ?

« Pourquoi ne seraient-ils pas ambitieux pour eux, « pour les leurs ? Le bien-être contribue au développement « intellectuel, moral de l'homme.

« Il est nécessaire qu'un barème établisse dans chaque « affaire le rôle respectif du cerveau, des bras et de l'argent. Travail d'appréciation, de soupesage, de dosage ; « rien d'insoluble.

« La vérité est dans l'appréciation des facteurs respectifs ; il faut corriger le régime actuel. Les droits individuels ont leur limite dans les droits individuels. Il faut « consolider le régime de l'argent en ce qu'il a de bon, et « restituer aux efforts humains les fruits qu'ils produisent.

« On dit : Votre loi, c'est le consommateur qui en « supportera les conséquences, la vie deviendra plus chère. « L'Etat interviendra pour que le consommateur ne soit « pas trop pressuré. Lorsque nous aurions, par une loi, « redressé des iniquités criantes, si d'autres iniquités « naissaient, la loi aurait à intervenir.

« Le capital se récrie et dit : « Je cours de très « gros « risques : des crises, la faillite me menacent. » Il oublie

« que l'ouvrier peut être écrasé, brûlé, rendu infirme par
« les accidents, intoxiqué par la nature de son travail, usé
« avant l'âge par la fatigue, qu'il est exposé au chômage.
« En tout cas, si les risques que court le capital doivent
« entrer en ligne de compte dans la part proportionnelle
« des bénéfices à lui attribuer, ils ne sauraient aller jus-
« qu'à imposer un état de choses que le capital absorbe-
« rait tous les bénéfices.

« Au surplus, ce raisonnement n'a aucune portée : il ne
« s'agit pas d'envisager le capital *in abstracto*, mais dans
« chaque affaire prise individuellement, et alors de deux
« choses l'une : ou l'affaire est mauvaise, et la participation
« ne jouera pas ; ou elle est bonne, et il n'y a aucun incon-
« vénient à ce que la participation soit appliquée. Bien au
« contraire elle donnera, nous l'avons vu, d'excellents
« effets, au point de vue de l'essor de l'affaire. Au surplus,
« il est loin d'être exact que le travail ne souffre pas
« lorsque l'affaire sombre, car pour l'ouvrier c'est le chô-
« mage, avec ses lamentables suites.

« N'est-ce pas d'ailleurs un usage consacré que de
« donner une part de bénéfices, sans participation aux
« pertes, aux directeurs, aux chefs de services de certaines
« sociétés anonymes ou d'établissements industriels ?

« La plupart des commerçants ne donnent-ils pas à
« leurs voyageurs une part des bénéfices sur leurs ventes ?

« Comment ce qui produit de bons résultats pour les
« uns, n'en produirait-il pas pour les autres ?

« Presque toujours le directeur de l'établissement, de
« l'usine ou de la compagnie, reçoit une rémunération
« proportionnelle en même temps que des appointements
« fixes. Il n'est en rien responsable des pertes. Quelle diffé-
« rence y a-t-il entre le travail du directeur et celui des
« ouvriers ? L'un apporte son intelligence, son savoir, son
« travail intellectuel, les autres donnent leur intelligence
« et leur travail matériel.

« L'initiative, l'esprit d'invention et d'organisation sont

« encouragés par l'espoir du bénéfice ; l'initiative indivi-
« duelle est le moteur vital de la prospérité industrielle ;
« labeur acharné du paysan, activité fiévreuse de l'homme
« d'affaires, poursuite incessante des combinaisons les plus
« économiques, reposent sur l'intérêt personnel. L'intérêt
« personnel est le feu sous la chaudière, selon l'expression
« de Zola. Il y a des hommes qui meurent à la peine, qui ont
« une volonté qui emporte les obstacles, une rectitude, une
« puissance rare de méthodes, de logique ; il y a des génies
« créateurs, des capitaines d'industrie. La rétribution due
« à l'inventeur, à l'organisateur des moyens de travail et
« des débouchés commerciaux, à l'entrepreneur en un mot,
« seront en rapport avec l'importance de leur collabora-
« tion dans l'œuvre commune.

« Nous ne contestons pas que l'entrepreneur risque
« sa fortune, donne son intelligence, ses connaissances ac-
« quises, son activité, avec des angoisses à traverser, des
« découragements à surmonter, des soucis sans nombre à
« supporter, et qu'il apporte une collaboration plus effec-
« tive que l'ouvrier qui travaille à un labeur déterminé,
« toujours le même.

« Nous ne sommes contre aucun des efforts produits par
« l'exercice de la liberté individuelle. Au point de vue écono-
« mique, ce qui est ne peut pas ne pas être. Trusts, concen-
« trations de capitaux, car tels sont peut-être des éléments
« nécessaires du fonctionnement économique. En fait la
« concentration existe, et tout paraît démontrer que son
« développement n'a pas atteint son apogée. Mais si le légis-
« lateur n'a pas à empêcher ces concentrations, *sous réserve*
« des restrictions imposées par l'ordre public, il a le droit de
« dire, lui qui n'a de raison d'être que dans la protection des
« droits de chacun, que les produits appartiennent au pro-
« rata des efforts d'un chacun, à tous les collaborateurs.

« Il n'y a aucun inconvénient à ce que les collaborateurs
« d'une affaire en connaissent la comptabilité dans des con-
« ditions à déterminer. Si elle révèle de bonnes, de brillantes

« affaires, il est juste, loyal, nécessaire que tous les collabo-
« rateurs participent aux bénéfices, d'après un barème à
« fixer, qui tiendra compte des efforts respectifs et de la
« portée respective de ces efforts. »

*
* *

Nous trouvons les mêmes préoccupations, avec un mélange de l'idée de justice et de l'idée de bonté, à l'aile gauche du protestantisme chez ceux qu'on nomme les chrétiens sociaux.

Voilà ce que nous lisons sous la plume de Mr Mann, dans le N° d'août 1922 de la revue mensuelle *Le Christianisme social* (édité à Saint-Etienne (Loire), 2, rue Balay.

1. Les relations entre le capital et le travail ne seront véritablement renouvelées que le jour où un « esprit nouveau » régnera entre patrons et salariés.

Il s'agit, dans le fait, d'une véritable rééducation, aussi bien chez les uns que chez les autres. Il faut d'abord, comme nous l'avons dit en commençant, que les patrons autoritaires comprennent que l'intransigeance n'est plus « à la page » à l'heure actuelle, et que s'ils veulent maintenir à tout prix leurs prérogatives d'antan, ils risquent fort d'être emportés par l'ouragan révolutionnaire éventuel. Qu'ils méditent le sort de la Russie Soviétique, où le régime le plus réactionnaire et le plus despotique de l'Europe a été balayé en un clin d'œil par le régime le plus révolutionnaire du monde. C'est le cas de dire : « les extrêmes se touchent ! »

Il faut ensuite que les ouvriers comprennent, eux aussi, tout ce qu'il y a de décevant et de déprimant dans la lutte de classes, que l'esprit de jalousie et de haine est non seulement stérile, mais qu'il n'aboutit qu'à la violence et à la ruine. Qu'ils méditent également certains conflits sociaux extrêmement violents d'avant-guerre, notamment le sort

d'une fabrique d'horlogerie dans la Haute-Savoie et celui d'une fabrique de serrurerie dans la Somme. Dans les deux cas il y a eu destruction presque complète et, l'industrie qui les faisait vivre ayant été anéantie, les ouvriers ont dû chercher du travail ailleurs.

Il faut que chacun travaille à abattre la fameuse « barricade » et à combler le « fossé » au lieu de l'élargir.

Il faut un esprit nouveau chez le patron, afin qu'aucun d'eux ne considère l'ouvrier comme « peu intéressant », ni comme un « être inférieur » qu'on doit mener comme une « brute ». L'ouvrier deviendra, au contraire, bien intéressant le jour où il sera traité partout en homme, et lorsqu'on fera appel à sa dignité de travailleur et de collaborateur.

Il faut un esprit nouveau chez l'ouvrier, afin que le patron ne soit plus pour lui le « coquin », le « bandit », l'« exploiteur », qui ne cherche qu'à s'enrichir à ses dépens.

L'ouvrier est tellement habitué à être vertement rabroué à la moindre peccadille qu'il conserve malgré lui cette attitude traditionnelle de « chien fouetté », à la mine inquiète, redoutant quelque nouvelle algarade.

Que faut-il donc pour transformer ce caractère inquiet ?

Souvent bien peu de chose : un accueil bienveillant, un bon sourire : pas de flatterie, ni de promesses fallacieuses, mais la parole sincère, sympathique, touchant à la fois le cœur et la conscience.

2. *Etant donnée la communauté des intérêts de tous les travailleurs — manuels ou intellectuels — dans toute entreprise, le rendement maximum ne pourra être atteint que par « l'union étroite » et la « coopération fraternelle » entre les principaux facteurs de la production « direction, talent et travail ».*

Il importe que chacun soit pénétré de cette idée fondamentale que, dans toute industrie, tous les travailleurs, sans exception, sont solidaires les uns des autres, lorsqu'il s'agit de la réussite et du rendement général. Là où l'inté-

rêt général est sacrifié à des intérêts particuliers, l'affaire périlite.

Les dirigeants ne pourraient faire marcher leur usine s'il n'y avait des bras pour exécuter les commandes. De leur côté, les ouvriers ne pourraient continuer leur travail, s'il n'y avait en même temps, des cerveaux et des talents pour élaborer les plans, préparer la tâche, ainsi que des capitaux pour procurer les matières premières, les machines et tout l'outillage nécessaire à la production.

Employeurs et employés doivent être également convaincus qu'ils ne sont pas des facteurs hostiles, mais des associés, producteurs de bénéfices, et que tous — depuis le directeur général jusqu'au plus humble manœuvre — doivent vivre en harmonie et concourir au succès de leur entreprise.

3. Plus les entreprises se développent, plus il devient nécessaire d'établir des « points de contact » entre la direction et le personnel et de créer des « organismes spéciaux » permettant de solutionner, sans délai, les malentendus et les griefs, d'initier les ouvriers aux vues des dirigeants et d'étudier en commun les moyens de perfectionnement de l'ensemble.

Dans les ateliers et les petites usines, le maître peut exercer sa surveillance et intervenir utilement le cas échéant.

Mais, avec l'extension de l'industrie moderne les grandes usines et les Sociétés anonymes, la direction perd le contact avec son personnel et ce dernier ne voit que très rarement la physionomie du « grand manitou ».

Il est donc indispensable d'établir des « points de contact » en créant des organismes appropriés au milieu et aux circonstances : commissions ouvrières, commissions paritaires, commissions mixtes, conseils d'arbitrage, conseils d'usines, etc...

Ces différents organismes, s'ils sont composés de membres sérieux, animés d'un bon esprit, et ayant un but bien dé-

terminé, peuvent rendre de grands services à la Direction, en permettant :

a) La discussion loyale susceptible de prévenir les malentendus et de dissiper les griefs.

b) L'initiation des ouvriers aux vues et aux projets des dirigeants (à l'instar de l'état-major général communiquant ses directives aux officiers et soldats à un moment critique de la guerre, et contribuant ainsi à rétablir la confiance momentanément ébranlée) ;

c) L'étude en commun des moyens propres à surmonter certaines difficultés techniques, de réaliser des économies et de perfectionner l'outillage ou les procédés de fabrication.

4. Toute vie humaine est sacrée. L'existence des travailleurs doit être placée au-dessus des biens matériels, de l'âpreté au gain et des intérêts mesquins.

T. Fallot, l'apôtre du christianisme social, a rappelé plus d'une fois la valeur spirituelle et sociale de l'âme humaine.

Il l'appelait « la valeur des valeurs où toutes possibilités y sommeillent » et que « sa productivité s'affirme dans le domaine matériel aussi bien que dans le domaine moral. »

Il avait même provoqué de vives contradictions dans une réunion en affirmant « que la conversion d'une seule âme, était, même au point de vue économique, un fait plus important que la création d'une nouvelle ligne de chemin de fer... »

Les paraboles de l'Evangile sont là pour nous faire comprendre l'étendue du malheur et de la douleur pour une seule âme qui se perd, ainsi que l'immensité de la joie, dans le ciel et sur la terre, pour une seule âme qui revient à la vie ».

Avant de se lancer dans la recherche unique des bénéfices, de s'agenouiller devant le veau d'or et de vénérer des reliques, on devrait adopter et faire respecter, dans

toute industrie, ce principe fondamental : *le caractère sacré de la personne du travailleur.*

Il est donc du devoir de tout patron d'assurer tous les moyens de sécurité et de protection, d'envisager toutes les mesures propres à développer la santé physique et morale de son personnel et de favoriser le plein épanouissement de la personnalité humaine.

*
* *

Nous pourrions multiplier ces citations et montrer que des écoles autres que celles que nous avons citées donnent la même adhésion à cette cinquième thèse.

CONCLUSIONS

Tout au long de notre récit, comme un fleuve paresseux qui s'attarde en de multiples méandres et semble répugner à quitter la vallée pour se perdre dans la mer, nous avons semblé nous complaire à l'exposé des diverses théories en présence et rejeter de page en page l'obligation d'un examen critique.

Quel avenir semble réservé aux rapports du capital et du travail ?

Le Patronat peut-il espérer s'en tenir aux procédés qu'il utilise depuis un siècle ? en demeurer au patronat de droit divin ?

N'y aurait-il pas quelque étroitesse d'esprit à penser que, dans le domaine économique, la Société humaine a atteint le dernier stade et que le salariat, tel que nous le connaissons, demeurera l'éternelle forme de coopération entre le capital et le travail ?

Faisons un retour sur les modes antérieurement pratiqués pour la rémunération de la main-d'œuvre.

Reportons-nous dans l'ancienne Grèce : Aristote, le plus remarquable des penseurs helléniques, estimait l'esclavage chose tout à fait naturelle. Il n'y avait pas de motif, selon lui, pour que cela changeât jamais.

Aristote avait un domaine, des esclaves.

Imaginons la scène suivante :

Un homme de confiance s'approche du philosophe et lui dit :

« Maître, vos esclaves se sont révoltés ce matin ; ils refusent de travailler, ils demandent une augmentation

de salaire ; ils veulent être mieux nourris, se reposer davantage ».

Voilà une chose singulière, remarque Aristote.

Il interroge : « Que dit le plus vieux des esclaves, Poluponos, qui s'est toujours montré si dévoué ? Je l'ai hérité de mon père ; il a guidé mes premiers pas, fabriqué mes premiers jouets ».

L'intendant. — Maître, il se tenait à l'écart, sans prendre part à l'agitation ; mais aussi sans travailler ; je lui ai ordonné d'aller soigner le troupeau ; il a obéi ; en s'éloignant il a prononcé ces paroles : « un jour viendra où il n'y aura plus d'esclaves ». Que faut-il faire ?

Aristote. — Allez chercher le marchand d'esclaves et vendez-lui au meilleur prix tous ces esclaves indociles ».

L'intendant. — Y compris le vieux Poluponos ?

Aristote. — Oui, puisque la folie l'a gagné, qu'il se révolte contre une loi aussi naturelle, aussi logique, je ne puis le garder. Il contaminerait mes nouveaux esclaves. Vendez-le aussi !

Voyons maintenant une autre scène, dans l'Ile de France, au ^{xii}^e siècle.

Le sire de Coucy préside une fête brillante dans son château-fort :

Son majordome l'approche, manifestant une vive émotion :

« Seigneur, il arrive une chose incroyable ; tous vos serfs sont révoltés ; ils demandent une augmentation de salaire ; les dîmes sont trop lourdes, déclarent-ils. »

Le sire de Coucy : « Tous, dites-vous ? avez-vous vu Jacques Bonhomme, tenancier de ma métairie de la Chesnaie ? C'est un serf très dévoué à ma maison : il m'a accompagné en terre Sainte ».

Le majordome. — Seigneur, il se tient à l'écart, taciturne. Je l'ai interrogé, l'invitant à calmer ses voisins. Il m'a répondu : « Un jour viendra où il n'y aura plus de serfs. »

Le sire de Coucy. — « Lui aussi, mais il est fou ! prenez

avec vous la moitié de mes hommes d'armes ; emparez-vous de ces exaltés et pendez-les aux branches des vieux chênes chênes qui bordent la forêt.

Le majordome. — « Et Jacques Bonhomme ? »

Le sire de Coucy. — « Pendez-le aussi ; il a perdu la raison ; son mal est sans remède ».

Supposons-nous à présent en 1923, à l'issue d'une grève dans une importante usine :

Une entrevue a lieu entre le patron et une délégation des ouvriers.

Les conditions de reprise du travail sont débattues.

Le patron fait observer qu'il a toujours payé un salaire supérieur à celui donné par ses concurrents. « Que voulez-vous de plus », ajoute-t-il ?

Un ouvrier lui répond : « Nous voulons être traités comme des collaborateurs ; participer aux résultats de l'entreprise à laquelle nous apportons notre effort. Un jour viendra où il n'y aura plus de salariat ».

Si aujourd'hui la parole de cet ouvrier paraît utopiste, chimérique, est-il déraisonnable de supposer que dans un temps plus ou moins éloigné, la prévision de cet ouvrier se trouvera vérifiée comme l'a été celle de l'esclave Poluponois, et celle du serf Jacques Bonhomme.

Aristote, malgré son extraordinaire et universel génie, n'avait pas pressenti que le processus économique subirait d'aussi profondes transformations ; le sire de Coucy n'avait pas mieux discerné l'avenir.

L'entrepreneur moderne n'aura-t-il pas plus de prescience que le philosophe grec et que le seigneur féodal ?

Ne peut-il discerner dans la mentalité de la classe ouvrière, de l'avant-guerre à l'après-guerre, une modification profonde ?

En dehors d'autres phénomènes, que nous laissons de côté, on peut observer, chez l'ouvrier, l'accentuation très nette de quatre tendances :

1° L'affaiblissement de la conscience professionnelle ;

2° Un désir de jouissance matériel plus aigu ;

3° Un sentiment plus vif de sa dignité, un besoin plus vif d'indépendance ;

4° La volonté d'être plus directement intéressé au résultat de l'œuvre à laquelle il collabore.

Si les deux premières tendances sont blâmables les deux dernières ne peuvent être critiquées.

Ne pourrait-on espérer une évolution, atténuant le conflit, dans une conception qui, sans porter atteinte aux principes de propriété individuelle, d'initiative et de liberté d'action de l'entrepreneur, enlèverait au salariat ce qu'il a gardé du caractère de l'esclavage et du servage ?

Dans le contrat de travail actuel il y a encore dépendance physique et morale d'un homme à l'égard d'un autre homme.

A travers le travail accompli l'ouvrier est fortement lié, soumis à la personne du patron.

Ne pourrait-on, plutôt, à travers la personne du patron lier surtout la personne de l'ouvrier à l'ouvrage qu'il réalise.

Il se placerait alors sur le même plan moral que son patron ; il aurait une personnalité d'égale dignité ; il deviendrait entrepreneur de main-d'œuvre. Le processus économique resterait le même ; le patron demeurerait le maître dans son entreprise. Mais il y aurait là, un redressement psychique auquel l'ouvrier serait très sensible, car il donnerait à son individualité sa véritable dignité humaine.

Quant au prix de la main-d'œuvre, il pourrait sans doute, sans contrôle oppressif par l'ouvrier, être proportionné à la fois au prix de revient et au prix de vente du produit.

L'ouvrier, collaborateur réel, entrepreneur de main-d'œuvre, recevrait sa part légitime du profit. Comme producteur et comme consommateur, il serait, dans l'œuvre de production, l'associé équitablement récompensé.

Si, ne voulant rien voir, rien entendre, l'entrepreneur contemporain estime le régime du salariat actuel être la

forme définitive de la production, il semble bien que son entêtement lui vaudra quelque déception.

Donc l'immense conflit armé qui s'est terminé, au moins pour l'épisode 1914-1918, par le traité de Versailles, a ébranlé la société économique aussi fortement qu'il a modifié la structure des Etats.

Le monde économique est souffrant ; son mal est né de la guerre ; mais la guérison semble empêchée par le conflit devenu plus aigu entre les facteurs de la production. On sent qu'un nouveau *modus vivendi* s'impose. La classe ouvrière, organisée, représentant une force déjà solide en face de la force patronale, a, dans sa grande majorité, adhéré à la thèse marxiste qui répond à ses passions et lui promet la domination du monde économique.

La classe ouvrière peut-elle espérer réaliser la révolution sociale, assurer la dictature du prolétariat, abolir le capital et l'entrepreneur ?

Sans nous étendre longuement sur ce sujet, il nous semble qu'une réponse négative s'impose.

L'expérience tentée en Russie par les bolchevistes est concluante.

La classe ouvrière s'engoue d'une utopie décevante en croyant que le travail matériel est le seul facteur utile de la production ; en niant le rôle du capital et celui de l'entrepreneur, en ignorant que jusqu'à ce jour, l'intérêt personnel a été le vrai moteur des actions humaines, que sans l'appât du gain, il n'y aurait pas eu d'entreprises et que sans ces entreprises, ces risques courus, il n'y aurait pas eu de progrès matériel.

Mais si la classe ouvrière doit renoncer, surtout en France, où l'on compte dix millions de propriétaires, au bouleversement général, n'est-elle pas fondée légitimement à espérer et à demander un régime supérieur au salariat ancien ? Il semble bien qu'avec tous les doctrinaires cités précédemment, on peut répondre affirmativement.

Que sera ce régime nouveau ?

La participation basée sur le sentiment de bienveillance exclusive de l'idée de justice, développée dans la quatrième thèse ?

Nous ne pensons pas que l'avenir appartienne à cette institution.

Depuis bientôt un siècle que cette institution généreuse est pratiquée, méritant toutes les sympathies des hommes de cœur, elle n'a conquis qu'un nombre infinitésimal d'entreprises si l'on met en regard l'ensemble des entreprises en action dans le monde.

A l'allure, plutôt stationnaire, de son développement, il faudrait compter des milliers et des milliers d'années avant qu'elle s'étende à toutes les entreprises.

Il semble bien que son défaut capital réside justement dans sa conception trop haut placée : l'idée de bonté, de bienveillance. On peut compter que la chaleur solaire sera éteinte, que la vie aura disparu de notre planète bien avant que l'idée de bonté ait pénétré dans le cœur du plus grand nombre des hommes.

Dirons-nous alors que la cinquième thèse, s'appuyant fermement sur l'idée de justice va rapidement s'étendre dans le monde de la production, obtenir l'adhésion des patrons et des ouvriers, enfin éclairés ?

Là encore, il faut éviter l'utopie, éviter de prendre ses désirs pour des réalités.

Si l'on prolonge la ligne, plutôt horizontale, que donnerait un graphique représentant la marche de l'esprit humain dans l'ordre de la raison et de la justice, il semble bien qu'il doive s'écouler des générations et des générations, avant que le sentiment de justice ait pénétré dans la majorité des esprits.

Voilà des constatations décourageantes !

Nous avons dit que le système actuel de l'antagonisme des intérêts étroits, sectaires ne peut durer.

Sans doute.

Mais il reste le terrain où peuvent se rencontrer et s'ac-

corder des intérêts égoïstes plus intelligemment compris que précédemment.

Nous sommes là sur le troisième plan, le plan physique, le plan des égoïsmes, le seul, semble-t-il qui, de longtemps, sera occupé par les hommes. Mais avec une compréhension plus claire de la situation.

Puisque nous avons éliminé les première, deuxième, quatrième et cinquième thèses, il apparaît que nous nous trouvons là en présence de la troisième thèse.

Allons-nous conclure que la solution du malaise étudié sera donnée par la participation aux bénéfices selon le système Leclaire ?

Non, encore. Ce serait un palliatif ; un remède insuffisant. Comme nous l'avons expliqué dans un chapitre précédent, la situation actuelle est très différente de celle de 1913, et même de 1842.

Les éléments du problème ne sont plus les mêmes ; la solution Leclaire qui, généralisée il y a 60 ans, aurait pu produire la paix sociale, ne peut résoudre le conflit actuel.

Pour deux motifs principaux :

- 1^o L'antagonisme des deux classes est trop accentué ;
- 2^o Le monde actuel souffre surtout d'une insuffisance de production.

Aussi, le problème à résoudre n'est plus seulement de savoir s'il y a lieu d'améliorer la répartition des richesses créées, de façon à satisfaire l'idée de justice et à obtenir la paix sociale.

Il s'agit de savoir comment les facteurs de la production : capital, direction, main-d'œuvre, peuvent aboutir à une entente réelle, sinon cordiale, profitable à toutes les parties ; entente permettant d'augmenter très sensiblement le volume d'une production actuellement déficitaire.

Cette entente ne peut se réaliser que si l'éducation économique des litigants se fait.

Les patrons, en général, n'ont rien appris, rien oublié depuis 1914. Il serait nécessaire qu'ils étudient de plus près

les phénomènes économiques et sociaux ; qu'ils se rendent compte qu'une évolution se produira fatalement, et à leur plus grand dam s'ils ne veulent pas s'adapter à cette évolution.

Si, comme Louis XVI, ils refusent de voir les idées et les faits, s'ils s'en tiennent à la monarchie absolue, ne veulent pas composer et s'accommoder du régime de la monarchie constitutionnelle, ils risquent gros.

Ils devraient entendre le conseil de M. Louis Deschamps, à la *Semaine sociale de Caen*, et consentir « les sacrifices nécessaires ». Plus instruits, même en demeurant sur le terrain de leurs intérêts, mais de leurs intérêts plus intelligemment compris, ils agiraient comme s'ils étaient mûs par l'idée de justice. Ils feraient par intérêt sagement compris ce que les théoriciens cités plus haut leur demandent de faire par obligation morale.

Les ouvriers de leur côté ont un besoin quasi total de faire leur éducation économique.

Leur ignorance est manifeste.

Sans parler de leur fidéisme aveugle au dogme marxiste, voyons leur façon d'agir dans l'état social actuel.

L'ouvrier constatant la cherté de la vie demande l'augmentation de son salaire.

Cela veut dire, il l'entend bien ainsi, de son salaire nominal. Il ignore que les augmentations de son salaire nominal, si considérables qu'on les suppose, n'améliorent pas sa situation.

Son salaire est incorporé dans le prix de revient ; à ce prix, de revient, s'ajoutent les bénéfices, toujours proportionnés au prix d'achat, des intermédiaires et des détaillants, et le prix de vente au détail qu'il doit subir, pour toutes les denrées nécessaires à sa subsistance, tous les objets utiles, est toujours proportionnel — et même davantage — à son salaire nominal.

Si l'ouvrier était économiquement instruit, il chercherait

uniquement à faire augmenter son salaire réel, à hausser la puissance d'achat de son salaire.

S'il avait étudié le processus de la production et de la répartition, il se rendrait compte que cette augmentation du salaire réel ne peut s'obtenir que si le coût des produits diminue.

Et le coût diminué des produits ne peut s'obtenir que si la production activée donne un prix de revient inférieur, que si le bénéfice de l'entrepreneur et surtout celui des intermédiaires et des marchands est restreint. Il saurait que lorsqu'il discute le chiffre de son salaire, il doit se considérer tout autant (plus peut-être) comme un consommateur que comme un producteur. Au lieu de se dire : je reçois un salaire de 100, j'en veux un de 110, sans se rendre compte que le lendemain avec 110, il n'a pas plus, au marché, de calories substantielles qu'il n'en avait la veille avec 100, il doit se dire : je suis opprimé par la vie chère, mon salaire équivaut à 100, avec lesquels j'achète 2.000 calories ; je veux recevoir assez pour acquérir 2.200 calories. Mais, puisqu'il ne suffit pas d'obtenir un salaire de 110 au lieu de 100 ; que cette augmentation est illusoire, comment obtenir que 100 vaille 2.200 calories au lieu de 2.000 ?

Ah ! c'est à la fois facile et malaisé.

Facile si l'ouvrier connaît le phénomène économique dans sa complexité et y exerce une action utile et réfléchie.

Il doit se rendre compte que l'indifférence, quant aux résultats de l'entreprise, lui est, à lui, nuisible !

Il doit obtenir du patron (qui comprendra que c'est son intérêt également, s'il a de son côté parachevé son éducation économique) que leurs efforts conjoints donnent une production supérieure sans plus de frais. Le prix de revient baissera.

L'ouvrier doit obtenir que le bénéfice du patron n'absorbe pas cet abaissement de prix de revient. Le prix de vente doit être diminué.

L'ouvrier doit suivre le produit jusqu'à la vente au détail

et obtenir qu'il soit là aussi diminué. Si le mouvement est parallèle dans toutes les industries, l'ouvrier recevra 100 comme avant ; mais au lieu d'obtenir 2.000 calories, il en obtiendra 2.200, 2.500.

Ainsi sa collaboration activée aura reçu sa pleine récompense.

Le patron aura reçu aussi sa récompense. Car en supposant qu'il ait encaissé seulement le même bénéfice, est-ce que son gain n'a pas une puissance d'achat également augmentée ? Car lui aussi, il est un consommateur !

Il faut donc, pour sortir de l'impasse actuelle, que l'éducation économique du patron et celle de l'ouvrier soit faite.

Cette nécessité de porter l'effort sur une production augmentée, seul remède au mal économique, a été aperçue par des esprits avertis, placés aux divers points de l'horizon.

Voici les paroles que prononçait M. Merrheim, syndicaliste militant bien connu, au Congrès national de mai 1921 de la Ligue des Droits de l'Homme :

« Vous devez la vérité, toute la vérité à la masse, même si cette vérité doit vous valoir des calomnies et de la haine, beaucoup de haine, cela importe peu.

« Or, la vérité pour tous ceux qui réfléchissent, c'est qu'il apparaît nettement qu'au malaise profond qui agite les masses, les solutions basées uniquement sur les augmentations de salaires sont non seulement inopérantes, mais absolument contraires aux naturelles lois économiques ; qu'il est nécessaire que le régime de la production et de la répartition des produits soit complètement transformé si l'on veut apporter des remèdes efficaces et durables ; que l'on peut et l'on doit y parvenir par la force de l'organisation.

« C'est pourquoi, les militants véritables doivent avoir le courage de ne pas, actuellement, se laisser détourner de leurs principes d'organisation, ni entraîner, ni dominer par cette cohue. Ils doivent, insensibles aux huées et aux calomnies, dire aux foules que ceux qui leur affirment qu'on

peut consommer beaucoup et produire peu trompent les masses ouvrières et leur préparent des lendemains de privations et de souffrances indicibles.

« Le courage, c'est de dire, de répéter à la masse que tout individu est, en même temps qu'un producteur, un consommateur et que le continuel développement de la production est nécessaire, indispensable.

« Qu'il est impossible, non seulement de satisfaire les besoins normaux, naturels des individus sans produire normalement, mais qu'il est absolument impossible de développer le bien-être général de chacun si, en même temps, on ne développe pas la production individuelle dans l'intérêt collectif et général.

« Le courage, c'est de clamer hautement qu'une révolution purement politique, qui hante le cerveau des masses, ne saurait résoudre le problème social dont la guerre a précipité et imposé la solution.

« Le courage, c'est d'inlassablement leur dire que la révolution qui est à faire, qu'il faut faire, c'est la révolution économique et que celle-là ne se fait pas dans la rue par la foule délirante et déchaînée, détruisant pour le seul désir ou plaisir de gaspiller et de détruire.

Qu'en réalité, une révolution économique puise sa sève dans le travail et se fortifie, se développe et s'achève par la production intensifiée, aussi bien dans les champs que dans les ateliers et usines, par une meilleure utilisation des procédés scientifiques et des moyens de production. »

M. Louis Deschamps, industriel, disait à Caen en 1920 :

« En même temps que vous aurez augmenté les salaires, vous aurez augmenté le coût de la vie. N'est-ce pas inviter l'ouvrier à boire dans un verre vide. »

M. Ch. Nicaise, industriel, disait à Caen en 1920 :

« L'élévation des salaires pure et simple, est le cercle vicieux. C'est créer une cause en essayant de détruire un effet. »

Nous aboutissons à ces conclusions :

Le conflit qui s'élevait avant la guerre entre les patrons et les ouvriers au sujet du salaire, ou plus exactement du partage du profit, se manifeste à un degré plus élevé après la guerre ; à ce malaise qui portait surtout sur la répartition, s'est ajouté un mal plus grand né de l'insuffisance de la production.

Ces deux maux s'interpénètrent : le remède ne peut envisager un seul de ces maux ; pour être efficace, il doit guérir l'un et l'autre mal.

Pour découvrir le remède et l'appliquer, il semble : Que les principes de l'économie libérale doivent s'assouplir et voir autre chose dans l'économie politique qu'une science naturelle ; qu'on doit arriver à la conception d'une science morale ; qu'à la lutte de forces brutales doive succéder une lutte d'intérêts qui soient assortis de droits.

Que l'idée de bonté doit être écartée comme motrice d'une solution, à cause de son caractère trop élevé, inaccessible au plus grand nombre.

Que l'idée de justice qui semble s'imposer doit être aussi considérée comme inopérante, au moins d'ici un temps assez long.

Que la solution peut être espérée sur le plan des intérêts antagonistes, s'ils sont assez instruits pour comprendre l'opportunité d'un accommodement.

Que cet accommodement doit avoir pour base une claire vision du processus complexe de la production : le patron et l'ouvrier n'agissant pas seulement avec leur mentalité de producteurs, mais aussi leur mentalité de consommateurs.

Que tous les phénomènes étudiés se ramènent ainsi à un phénomène psychique : l'éducation à achever des parties en cause.

Que le mal économique s'atténuera dans la mesure où

les patrons et les ouvriers seront économiquement plus instruits.

La lutte continuelle entre des forces brutales et aveugles; ignorantes et avides, ne peut qu'aggraver la misère des hommes.

Souhaitons que la lumière pénètre dans les cerveaux.

BIBLIOGRAPHIE

Histoire des doctrines économiques, par MM. CH. GIDE et CH. RIST. Sirey.

Cours d'Economie politique, par M. CH. GIDE, Sirey, édition 1922.

Vers des Temps nouveaux, par CHARLES DELONCLE, Librairie Perrin et C^{ie}.

Cours d'Economie politique, par M. PERREAU, Librairie générale de Droit.

Les Institutions du Progrès social, par M. CH. GIDE, Sirey.

La Participation aux bénéfices, par M. ALBERT TROMBERT, Librairie Chaix, 1921.

La Participation aux bénéfices, par M. IBANEZ DE IBERO, Librairie Sirey, 1914.

Cours d'Economie sociale, par CH. ANTOINE, éditeur Félix Alcan.

L'Economie nouvelle, par GEORGES VALOIS, Librairie nationale.

L'Idée du juste prix, par ALFRED DE TARDE, thèse de doctorat, Paris, 1906, Alcan.

La Participation aux bénéfices, thèse de doctorat, par M. PRADEL, 1896.

La Participation aux bénéfices, thèse de doctorat, par M. SOYNARD, 1897.

La Participation aux bénéfices, thèse de doctorat, par M. HOCQUEL, 1897.

La Participation aux bénéfices, thèse de doctorat, par M. VIOLOT, 1888.

La Participation aux bénéfices, thèse de doctorat, par M. GASTINEAU, 1906.

La Participation aux bénéfices, thèse de doctorat, par M. BEYNET, 1908.

La Participation aux bénéfices, thèse de doctorat, par M. MALS, 1910.

La Participation aux bénéfices, thèse de doctorat, par M. DUHAMEL, 1912.

La Participation aux bénéfices, thèse de doctorat, par M. LESCOT, 1914.

La Participation aux bénéfices, thèse de doctorat, par M. ARNOU, 1920.

Actions de travail, thèse de doctorat, par M. BRETON, 1919.

Actions de travail, thèse de doctorat, par M. GRANDE, 1910.

Actions de travail, thèse de doctorat, par M. GUTU, 1919.

La Participation aux bénéfices, par PAUL BUREAU, Rousseau, éd., 1898.

Encyclique Rerum Novarum, Duvivier, éditeur, Tourcoing, 1921.

Semaine sociale de France, Caen, 1920, éditeur, Gabalda.

Semaine sociale de France, Strasbourg, 1922.

Le Christianisme social, n° d'août 1922, édité à Saint-Etienne (Loire).

Neuvième Congrès du Parti républicain radical et radical socialiste, tenu à Nantes en octobre 1919, éditeur, 9, rue de Valois.

Congrès national, mai 1921, de la Ligue des Droits de l'homme, édité 10, rue de l'Université.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION. — <i>Primum vivere, deinde philosophari</i>	1
---	---

Avant la guerre, la production est suffisante ; les discussions portent sur les méthodes de meilleure répartition. — Après la guerre, la production est déficiente ; l'étude doit porter sur les méthodes pouvant atténuer cette sous-production ; les problèmes de production et de répartition sont liés

PREMIÈRE PARTIE

LE PROFIT

CHAPITRE PREMIER. — Définition du profit : éléments, nature, origine.....	9
CHAPITRE II. — Le profit est l'œuvre exclusive du patron. Thèse de Dominus.....	19
CHAPITRE III. — Le profit est l'œuvre exclusive de l'ouvrier. Thèse de Servus.....	29
CHAPITRE IV. — Le profit est le fruit d'une collaboration. Thèse de Benignus.....	33

DEUXIÈME PARTIE

LA PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES

CHAPITRE PREMIER. — Définition de la participation aux bénéfices.....	41
CHAPITRE II. — Le patronat y est hostile. Thèse de Dominus	56
CHAPITRE III. — La classe ouvrière y est hostile. Thèse de Servus.....	59

CHAPITRE IV. — Les moralistes-théoriciens en sont partisans. Idée de justice. Thèse de Benignus.....	61
CHAPITRE V. — Quelques patrons la pratiquent, mais basée sur l'idée de bonté. Thèse de Benevolus.....	68

TROISIÈME PARTIE

ÉTUDE CRITIQUE DES DIVERSES OPINIONS PRÉSENTÉES

CHAPITRE PREMIER. — Qu'est l'homme ? Il vit sur cinq plans différents.....	71
CHAPITRE II. — La préoccupation des causes premières : il faut s'en tenir aux causes sociales.....	81
CHAPITRE III. — L'économie politique envisagée comme science naturelle ou science morale.....	88
CHAPITRE IV. — Examen critique : jusqu'à ce jour l'économie politique a été science naturelle.....	91
Lutte de forces qui créent le fait ; le droit sanctionne le fait.	
Patron étroitement égoïste garde tout le profit.	
Ouvrier étroitement égoïste revendique tout le profit.	
Patron et ouvrier, par intérêt, intelligemment compris, partagent le profit.	
Patron, par bonté, donne une part de profit à l'ouvrier.	
Les moralistes disent que l'idée de justice impose la participation.	
Rôle de l'État : il assure l'ordre public et n'intervient qu'en cas de péril grave.	
CONCLUSIONS. — Bonté, justice, ne conquerront pas les hommes de sitôt. Seule, une conception intelligente des intérêts communs peut atténuer la sous-production. Education économique des patrons et des ouvriers nécessaire.	137

